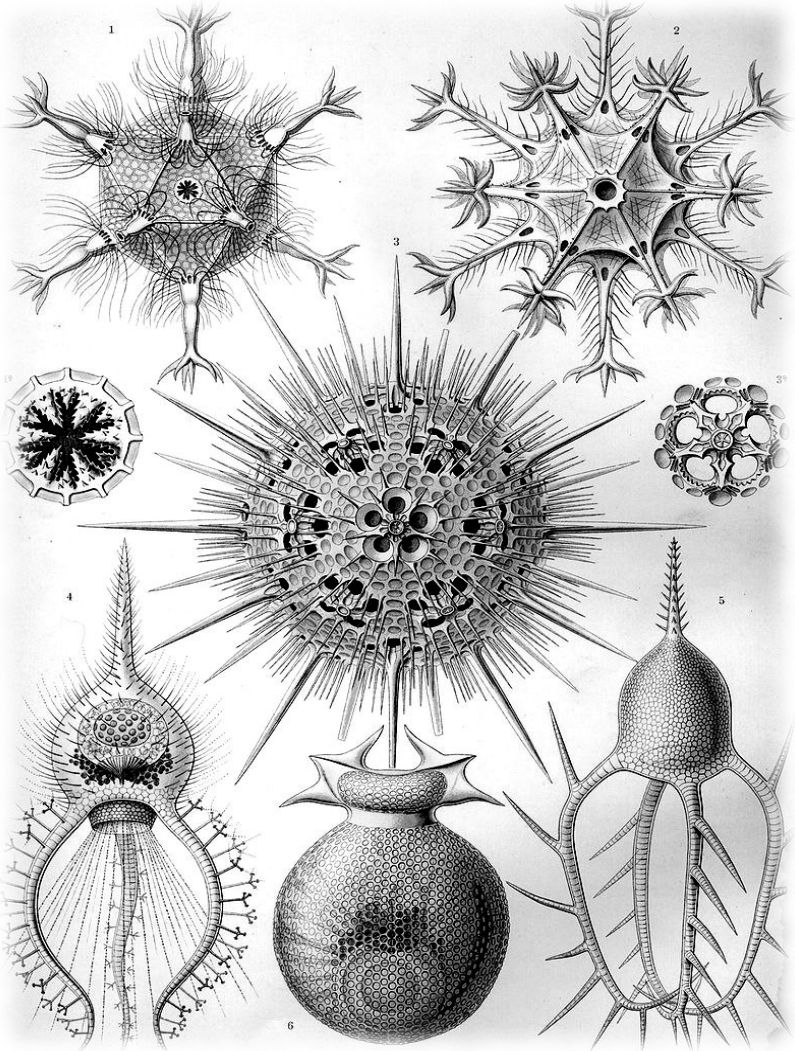
# Écologie, pandémie & démocratie directe

***L'écologie politique dans la crise mondiale – seconde partie***



Brochure n° 26 bis *Lieux Communs* mai 2020

# Plan d'ensemble

## *Brochure n° 26 : L'écologie politique dans la crise mondiale 1ère partie*


- Introduction
- Questions à la décroissance
- Climat : la longue marche ?
- Écologie et démocratie directe
- Premières remarques sur la crise ouverte par la pandémie
- « Une épidémie est ce moment où se révèlent les gens qui adhèrent ou non à l'intérêt collectif »


## *Brochure n° 26bis : L'écologie politique dans la crise mondiale 2nd partie*


- **« En prenant des mesures contre le virus on peut être amenés à prendre des décisions qu'on n'osait pas trancher à cause de la bien-pensance »** **p. 3**

- **« On ne peut pas vouloir une démocratie directe pour rétablir une société de consommation »** **p. 16**

- **Immigration, écologie et décroissance** **p. 22**
  - 1 – Immigration et croissance p. 26
    - L'immigration comme projet capitaliste
    - Les trois cercles vicieux de l'immigration
    - L'immigration dans la Mégamachine
  - 2 – Immigration et décroissance p. 31
    - De l'échec des décolonisations…
    - … à l'échec de l'immigration
    - Une humanité nomade
    - Bio- et socio-diversité
  - 3 – Une immigration écologique ? p. 36
    - Le cas des « réfugiés climatiques »
    - Quelques perspectives

- **Enseigner… la catastrophe** **p. 43**


**Couverture :** Ernst Haeckel — *Kunstformen der Natur* (1904), plate 1: *Phaeodaria*

# *« En prenant des mesures contre le virus on peut être amenés à prendre des décisions qu'on n'osait pas trancher à cause de la bien-pensance »*

*Retranscription de la deuxième émission d'« Offensive Sonore » consacrée à la discussion du texte « Premières remarques sur la crise ouverte par la pandémie »[1], enregistrée le soir du vendredi 3 avril 2020 et mise en ligne le mardi 14 sur Radio Libertaire (89.4). Texte publié sur notre site le 22 avril. Les corrections importantes ont été placées entre crochets.*

**C : Pour cette deuxième partie de l'émission, on voulait poursuivre avec le troisième point de ce texte qui s'intitule « *Questions oligarchiques, retour de la modernité* »[2].**

**Brièvement, pour résumer un peu ce texte composé de quatre parties : il y avait une première partie sur les questions épidémiologiques, une seconde sur l'impact à moyen terme du confinement, et justement cette troisième partie sur la question oligarchique, et sur ce qui pourrait se passer d'un point de vue politique prochainement. Quentin, peux-tu nous résumer ce paragraphe ?**

**Q :** Cette partie-là est consacrée à l'analyse du fait oligarchique – des mesures qui sont prises en ce moment en tout cas – et des réactions possibles dans l'avenir.

Une chose d'abord qui frappe énormément c'est que l'événement épidémie, pandémie et confinement, et les scandales autour des masques, des médicaments, de l'acheminement, des pénuries, etc. ont été un démenti absolu des dogmes idéologiques qui gouvernent depuis quarante ans. Même le président Macron est intervenu à la télévision pour annoncer qu'on allait changer de cap, qu'il y aurait des changements profonds… Alors, il est tout à fait possible que ce soit dans une optique de démagogie pour que les gens se tiennent tranquilles en attendant la fin de l'épidémie, au moins, et le début de la crise économique. Mais en attendant, il y a quand même un certain nombre de commentateurs, d'hommes politiques, de chroniqueurs, d'éditorialistes qui conviennent qu'effectivement les événements actuels sont un démenti absolu aux politiques qui sont menées depuis une ou deux générations : la politique de la mondialisation, de la délocalisation des filières, la politique, entre guillemets, « libérale » – ce qu'on appelle libérale –, notamment vis-à-vis de l'hôpital puisqu'on se souvient que les personnels hospitaliers étaient en mouvement depuis deux ans, avec des hauts et des bas… Tout cela est absolument battu en brèche et on assiste à une sorte de volte-face du pouvoir qui annonce

1 La base de la discussion était le brouillon, envoyé le 25 mars, du texte en question dont seules les deux premières parties étaient en ligne au moment de l'émission. Par ailleurs, pour éviter l'utilisation de *Skype* (*Microsoft*) ou de *Whatsapp* (*Facebook*), le logiciel libre *Jitsi Meet* a été utilisé, *Jami* , également logiciel libre, ayant, malgré notre préférence *a priori*, présenté sur le coup une moindre qualité sonore et un inconfort d'enregistrement.

2 Cf. « Premières remarques sur la crise ouverte par la pandémie », brochure n°26.

maintenant qu'on rétablit les frontières, qu'on va réintégrer les filières dans l'espace national, que l'État providence reprend toute sa place, que l'État lui-même redevient un État avec une vision et des stratégies, etc. Ça c'est quand même un phénomène assez frappant. En introduction de ce point, je pense que c'est important, tout le monde le sait, le sent, le dit : on est à un tournant, en tout cas langagier, il y a quand même des engagements pour que les choses changent radicalement.

Alors, en parallèle, on assiste à une critique très féroce des mesures du gouvernement, évidemment, puisque c'est le moment de tirer le bilan de ce qui a été fait, et les critiques sont cinglantes bien entendu. Je suis le premier à porter ces critiques-là, mais il me semble qu'il y a un élément que les gens ont oublié, c'est quand même l'événement du H1N1 de la grippe A de 2009, dont on a un peu parlé à la précédente émission. C'est quand même un précédent assez extraordinaire au sens où il y avait une pandémie qui a commencé au Mexique et qui concernait un virus également, que l'on pensait être ravageur. Et la France a pris énormément de mesures en achetant des vaccins à l'avance, en préparant des masques, des quantités de masques absolument incroyables. Finalement la pandémie n'a pas eu lieu : si les gens se souviennent un peu du printemps/été 2009, ça été un fiasco absolu, mais parce qu'on considérait que le gouvernement avait surréagi à quelque chose qui n'était pas une pandémie, d'où des railleries, des quolibets, etc. Et aujourd'hui, on est dans le phénomène absolument inverse, c'est-à-dire une *impréparation* du gouvernement qui s'affronte à une pandémie *réelle*. C'est important de le rappeler, non pas pour excuser le comportement des oligarques, mais pour expliquer que nous sommes des sociétés qui en quelque sorte font du cabotage, on navigue à vue, on passe du tout au rien et du tout à son contraire. En l'espace de dix ans, on est passé d'un pays très très préparé à une pandémie mondiale à un pays complètement démuni – sans être la risée du monde non plus parce que beaucoup de pays sont dans cette situation. Le pays n'est pas du tout à la hauteur de ce qu'on aurait pu penser.

**C : Mais est-ce que la préparation au H1N1 n'était pas une façon d'éviter la pandémie et de prendre les devants même si on n'est pas sûrs que la pandémie va avoir lieu ?**

**Q :** Oui, mais à l'époque, si on se souvient des critiques qui avaient été faites, c'est qu'il y avait eu une collusion entre le gouvernement, en tout cas le ministère de la santé (c'était R. Bachelot à l'époque) et des laboratoires qui préparaient les vaccins. Il y avait eu 40 millions de doses de vaccin qui avait été achetées et toute une campagne de vaccination avec finalement je crois moins de 10 % de la population qui était partie se faire vacciner… Personne n'y croyait à cette maladie – enfin, personne n'y croyait… très peu de gens y croyaient. Je me souviens que mes parents m'avaient demandé à l'époque ce que j'en pensais ; moi-même je n'étais pas clair du tout, les informations étaient très contradictoires, les critiques avaient été très féroces… C'est-à-dire qu'on est aussi dans une situation où quoi que fasse le pouvoir, l'opposition et une bonne partie de la population va lui sauter à la gorge, et à raison puisque c'est presque systématiquement des erreurs, des bourdes. En 2009, ça portait à conséquence uniquement sur le plan financier,

parce que ça a coûté extrêmement cher ; aujourd'hui, on compte en nombre de morts. Il y a une ambiance assez morbide dans tout le pays, puisqu'on a l'impression d'être les bras ballants et de n'avoir aucun outil pour combattre.

**C : Ça complète ce que tu disais la dernière fois : alors que pas mal de pays ont eu des alertes récentes et ont pu réorganiser leur système de santé et de vigilance, nous, on a eu l'inverse ; on a baissé la garde à cause de cette histoire de H1N1. Ce qui est assez surprenant c'est que l'Angleterre a l'air de bien s'en sortir, mais c'est aussi parce qu'ils ont eu une alerte eux sur la grippe assez récemment. En 2017, ils ont eu une grippe qui a mis en évidence leurs problèmes de services de santé, alors que c'était une grippe classique comme on a en France, et cette alerte-là qui était catastrophique à l'époque a fait qu'ils ont pu anticiper là et s'organiser de manière plus importante qu'en France. Finalement on est assez dépendants des événements historiques de chacun des pays.**

**Q :** Oui, absolument. Et c'est une catastrophe car ça veut dire que nous sommes dans des sociétés qui n'ont aucune vision de long terme alors que, au fond, on sait très bien, depuis au moins l'apparition du sida dans les années 80, que nous sommes re-rentrés dans une période de long terme de pandémies. Pour de multiples raisons : tout le monde le sait très bien, à cause de la mondialisation, des ravages écologiques, à cause de l'élevage industriel, à cause aussi des résistances aux antibiotiques que les bactéries développent, à cause aussi du mode de vie occidental, sédentaire et extrêmement mortifère. Donc, on est de toute façon dans une situation où les pandémies vont resurgir et le Covid-19 est très certainement la première pandémie mondiale depuis longtemps. On y a échappé avec le SRAS, avec le MERS, etc. C'est un avertissement, en ce sens-là. Je pense qu'on en prendra la mesure après cette expérience. Mais le fait qu'on soit obligés d'y passer pour prendre des précautions en dit long, quand même, sur le degré de délabrement dans lequel on est.

**C : Une situation qui ressemble à ça, et dont on parle, c'est la grippe espagnole de 1918.**

**Q :** 1918-1919, oui. Mais le contexte était quand même différent… C'était aussi une période de mondialisation, de grand brassage puisqu'on sortait de la première guerre mondiale, et l'épidémie a fait plus de morts que 14-18. Mais on était aussi avec des populations plutôt désorganisées, qui étaient fatiguées, qui étaient affaiblies ; le contexte n'était pas le même et je crois qu'il y a eu quelque 100 millions de morts à l'échelle mondiale, ç'a été absolument énorme. Mais c'est une référence, absolument, nous sommes en train de revivre l'équivalent avec des moyens un peu plus performants, avec des sociétés malgré tout en meilleure forme, évidemment. Les pandémies se sont toujours déroulées dans des situations de mondialisation au sens très large, lorsqu'il n'y a pas de frontières, lorsqu'il y a des mouvements importants de populations, lorsqu'il y a un recul des écosystèmes naturels, c'est toujours dans ces situations-là qu'il y a des pandémies – et on est en face de ça. Donc, il faut se placer dans une situation de long terme : nous sommes rentrés dans une situation de pandémies.

**C : Tu as aussi abordé, dans ce paragraphe-là sur la question oligarchique, le retour à des choses qui n'étaient plus permises : il y a cette question d'un retour à la nation et à la modernité ; du post-modernisme nous revenons à une situation moderne similaire à celle de l'époque de la grippe espagnole, les vaccinations, le médical, le côté très pragmatique, c'est un peu ça aussi.**

**Q :** Oui, un monde moderne. De même, d'une manière plus générale tu as raison, sur l'aspect scientifique et sanitaire, du point de vue géopolitique aussi : on assiste à un retour des nations ou en tout cas des États-nation. Nous sommes maintenant dans un monde qui a refermé ses frontières : même le confinement est une frontière, que ce soit à l'échelle d'un appartement, d'une maison, d'un quartier, d'une ville, d'une région ou d'un pays, ce sont des frontières que l'on rétablit. Donc là, il y a un mythe qui tombe, qui est fondateur de la post-modernité, qui était vraiment l'effacement des frontières, l'effacement des nations, aller vers un monde qui était sans frontières et sans limites… Là on est en train de revenir dessus, donc [le retour de] la modernité c'est ça.

La modernité, c'était aussi un État qui était fort alors que depuis trente ans on assiste plutôt au délitement d'un État au profit et des marchés financiers et des grands financeurs, des lobbies, des corporatismes, des communautarismes, etc. Et là on assiste à un retour de l'État qui, de fait, reprend les rênes et prend des mesures rigoureuses. Alors, est-ce que ça va durer ? Est-ce qu'il en a les moyens ? Est-ce qu'il ne va pas être dépassé par la situation ? C'est toute la question mais, en tout cas, on revient à un monde d'États-nations, un monde de rationalité. On revient aussi à un État-nation au sens où renaît un sentiment d'intérêt collectif, d'intérêt commun : on sent qu'on a un intérêt, ensemble, à faire des choses coordonnées et intelligentes. Ce n'est pas simplement le fait de rester chez soi, mais c'est aussi le fait d'applaudir à 20 h les personnels soignants, même si c'est dérisoire, ou encore d'encourager les livreurs, les caissières, les agriculteurs, toutes les petites mains qui étaient invisibles et qui d'un seul d'un coup redeviennent visibles et considérées, les femmes de ménage ont un rôle qui est extrêmement important maintenant. Donc, c'est un monde de la modernité dans le sens où c'est une communauté qui a conscience d'appartenir à une histoire, à une identité, à un groupe, à une collectivité, et avec des gens interdépendants. Il n'y a pas simplement « *des gens qui réussissent et des gens qui ne sont rien* » comme le disait Macron, mais il y a des gens qui vivent ensemble et qui font société. Donc en ce sens il y a un retour d'une société, retour d'un intérêt collectif. En ce sens-là c'est vraiment la modernité.

**C : Est-ce qu'on peut revenir sur cette idée de la possibilité d'une écocratie ? Où les experts sont mis en avant… Je ne sais pas si on a fait le tour de l'épisode de l'H1N1… mais en parlant d'experts il y a quand même le phénomène en France du Pr Raoult qui est un peu inquiétant et où on a l'impression de faire le H1N1 à l'envers. C'est-à-dire que là on va dire qu'il y aurait un complot pour ne pas sortir un médicament qui serait un médicament miracle. Bon, ça commence à s'éventer que ce n'est pas forcement un médicament miracle mais juste un médicament parmi d'autres… Là on a quand même une espèce de fascination vis-à-vis des experts**

**scientifiques et un retour du pouvoir de l'expert. Après, la possibilité d'une écocratie est, je pense, plus large, dans le sens où comme on n'est pas capables d'être responsables on va nous obliger à nous confiner, entre autres, mais aussi à limiter nos dépenses, etc. pour sauvegarder ce qu'il y a de sauvegardable sur Terre.**

**Q :** Effectivement, l'introduction que tu as fais là est très bien : l'affaire Raoult est très révélatrice d'énormément de choses d'ailleurs[1]. Je pense qu'elle est révélatrice de l'institution médicale et de l'état dans lequel elle est avec des bureaucrates, des carriéristes, des francs-tireurs, des calculs, des haines, des conflits d'egos, de territoires, d'institutions, etc. Alors, ça a toujours plus ou moins existé dans le monde scientifique, mais c'était productif et je ne crois pas que ce soit arrivé en tout cas en période de crise comme aujourd'hui. Ça c'est plutôt mauvais signe…

Un autre angle d'attaque est la fascination dont le Pr. Raoult est l'objet. C'est une réaction assez animale, je pense : on cherche un prophète, on cherche un médicament miracle, effectivement, on cherche un espoir et en même temps c'est une manière de contester l'ordre qui se met en place. Parce que le pendant du retour de l'État est que, en réaction, il y a un refus de cette autorité et on la conteste de toutes les manières qui soient, qu'elles soient légitimes ou absolument pas légitimes, on peut reprocher tout et n'importe quoi au pouvoir, ça peut ne pas avoir du tout de sens et ça peut en avoir aussi. Ça c'est un des risques de l'époque qu'on traverse : c'est qu'on risque d'avoir affaire à des réactions irrationnelles, des réactions de révolte tous azimuts, des réactions de « bouc-émissairisation », où on se choisit des boucs-émissaires d'un côté, des prophètes de l'autre, et on tape dessus. Je ne suis pas certain du tout que ce soit productif, ou enviable ou intelligent… Renverser l'ordre établi, oui : je n'ai pas du tout de problème avec ça, la question est d'en mettre un autre à la place. Si les réactions de défiance sont infantiles, on peut arriver juste à un chaos, qui lui-même ne peut qu'engendrer un nouvel ordre, qui lui-même va être contesté, engendrer un chaos, etc. Ça c'est un cycle qui est bien connu et qui n'aboutit à rien du tout. La contestation de ce qui existe doit être intelligente, ciblée et posée et « l'affaire Raoult » me semble un nœud de confusions et de projections assez triste.

Tu as tout à fait raison, en toile de fond il y a le rôle grandissant des experts et le jeu entre l'expert et le politique. Et qui décide, de l'expert ou du politique ? Avec la figure du technocrate qui engloberait les deux. On sait très bien que ce n'est pas possible : la politique n'est pas une technique, ce n'est pas une science, c'est un art – c'est *peut-être* un art – mais ce n'est pas un art qui est dévolu à quelques-uns. La politique est la possibilité de s'auto-organiser ensemble et de décider de la marche à suivre. Et le problème du rôle de l'expert est que lui se réclame d'un régime de vérité, – même si elle est provisoire en science : les vérités sont toujours en sursis, elles sont provisoires jusqu'à ce que le contraire soit démontré, qu'une autre hypothèse vienne les contredire, qu'une théorie, des faits, des expérimentations… Mais là on est dans le domaine de la vérité. En politique il n'y a pas de vérité à proprement parler [il y a des décisions qui conviennent à

1 Cf. « Première remarques… », *op. cit.*

une population donnée, ou non]. Donc là il y a un vrai conflit.

Et comme nous entrons dans un monde où la nature joue un rôle extrêmement important – on l'a vu à travers le thème de l'écologie et une épidémie, un virus, est de l'ordre de l'écologie, c'est-à-dire que ça relève du scientifique – l'arrivée de la nature dans le politique entraîne une situation qui est très tendue : en politique c'est la décision des êtres humains qui l'emporte, la manière dont on veut vivre, la manière dont on établit notre propre loi, nos propres normes, alors qu'en science, il n'est pas question de discuter : on ne va pas voter pour établir une vérité scientifique, ce sont les faits qui doivent décider, en théorie. Donc, il y a une contradiction de fond et qui est très grosse de possibilité d'un régime autoritaire qui se réclamerait d'une science. Ça, ça a été vu depuis les années 70, on parlait d'« écofascisme », moi je parlerai plutôt d'un « totalitarisme écologique » parce que le totalitarisme peut être de gauche aussi alors que le fascisme est d'extrême droite. C'est une possibilité qui est devant nous, et ce qu'on est en train de vivre est possiblement une première étape, ou en tout cas un précédent, un moment où un État reprend la totalité de ses pouvoirs et un pouvoir qui est presque sans limite sur ses citoyens, au nom de la science. Alors là c'est au nom de la science médicale, mais ça peut-être aussi au nom de la science climatique, ou au nom de la protection contre un accident industriel, ou contre une raréfaction de l'eau potable, etc, etc. C'est un vieux spectre qui hante les milieux écologistes et qui aujourd'hui devient extrêmement concret parce que devant nous il y a des crises écologiques extraordinaires, on le sait tous.

Le problème avec l'écocratie, et je finirai là-dessus, c'est que c'est difficile à contester ; si on veut réellement contester un pouvoir de technocrates écologistes ou écologues qui se réclament de la science, il faut arriver à les contester sur leur propre terrain, c'est-à-dire qu'on ne peut pas contester une mesure d'austérité pour des questions écologiques à partir d'une simple volonté de consommer, ça n'a pas de sens, on est dans l'irresponsabilité. Le problème est que c'est ce qui passe jusqu'à maintenant, on a des mouvements sociaux, on a des syndicats, on a des partis qui contestent l'ordre établi au nom de la société de consommation et, on sait que la société de consommation n'est pas viable écologiquement. Donc on est dans une situation d'irresponsabilité à la base et en haut, l'État, les technocrates, les experts, prétendent être dans une responsabilité ; donc la tension qui est créée n'est pas productrice d'émancipation. Ça crée une situation extrêmement compliquée.

**C : Cela fait penser au mouvement « *Extinction rébellion* » qui était très en vogue avant le confinement et ça me rappelle aussi les déclarations de Nicolas Hulot à propos du Covid-19 qui serait une espèce de réponse à la société de consommation folle et qui se croyait invincible. Il y a une sorte d'anti-humanisme, de mouvement de pensée qui dit que le problème viendrait de l'humain. Par exemple, quand Greta Thunberg d'Extinction rébellion nous dit en gros : « *Moi, je n'ai que 16 ans et je ne fais que citer les experts, vous n'avez rien à dire car je vous amène l'expertise et vous n'avez qu'à appliquer* », ça conforte ce point de vue là. D'autant plus que le confinement a montré qu'assez rapidement la pollution diminue de façon specta-**

**culaire, la nature « reprend ses droits » entre guillemets, parce qu'on voit deux-trois canards en plein centre de Paris… Bon, c'est pas si extraordinaire que ça mais c'est vrai que les animaux sans les humains sont plus libres**

**Q :** Tu as tout à fait raison de citer Greta Thunberg et *Extinction Rébellion* parce que dans les mois qui ont précédé le confinement, et depuis un an environ, c'est un mouvement qui gonfle, qui est assez étrange, qui est soutenu par les médias, qui est soutenu par de grands financeurs internationaux, soutenu par l'ordre public… On se souvient du peu de répression qui les avait touchés alors que les Gilets Jaunes quelques mois auparavant se faisaient taper sans aucune retenue. Donc c'est un mouvement qui était assez étrange. À *Lieux Communs* on a publié une tribune dans *la Décroissance* à ce propos-là, ils nous avaient posé la question[1]…

Dans le mouvement *Extinction Rébellion* il y a quelque chose de proto-totalitaire. Tu as tout à fait raison de parler d'anti-humanisme parce que c'est exactement ça : il y a un intérêt au-dessus de l'intérêt de l'humain, c'est l'intérêt de la Nature. Ça peut se discuter philosophiquement mais politiquement ça ne peut que mener à une situation autoritaire, c'est absolument évident, il n'y a pas d'autre issue, si on part de là, si ce n'est pas aux hommes, aux humains, de décider de leur destin, si leur destin doit être déterminé par un ailleurs qu'eux-mêmes, que ce soit la nature pour les écolos, Dieu pour les croyants, la tradition pour d'autres, on n'est plus du tout dans la démocratie, on sort de la démocratie. Moi je vois dans ces mouvements-là, avec des gens qui peuvent être très bien à la base, des jeunes qui sont motivés, des plus âgés, qui veulent faire bouger les choses, qui veulent qu'il y ait un mouvement en face de l'inertie des gouvernements, mais dans ce mouvement il y a, au fond, une pulsion totalitaire qui me semble assez évidente. C'est ce que j'avais observé à la fin de l'année 2019 : une connexion entre des pôles totalitaires dans la société, entre ces mouvements-là d'écologie radicale, les mouvements LGBT-Qi-XYZ qui ont aussi des propos et des moyens d'action extrêmement autoritaires, les milieux gauchistes – alors là, ça fait longtemps : le milieu gauchiste est quand même le lieu par excellence du déploiement du totalitarisme – et les islamistes. Donc, là, on a des milieux *a priori* totalement différents – c'est vraiment l'alliance de la carpe et du lapin – mais qui sont en train de se coaliser entre eux. La manif du 10 novembre entre les islamistes et les gauchistes a été la consécration de cette alliance islamo-gauchiste, là on est vraiment dans l'évidence. Le lien avec les milieux LGBT sont aussi en train de se faire, notamment avec les islamistes, c'est très étonnant. Les milieux « inclusifs » entre guillemets, notamment dans l'université, sont une porte d'entrée pour les islamistes. Et la connexion avec l'écologie est assez naturelle puisque l'écologie a toujours été de gauche.

**C : Cette alliance paraît tellement incohérente mais c'est vrai qu'on a vu Greta Thunberg dire que le problème c'était l'homme blanc occidental… En fait on en arrive à des choses qui sont à la fois vraies et fausses : c'est quoi l'homme blanc oc-**

1 « Climat : la longue marche ? », tribune publiée dans la revue « La décroissance » n° 165, décembre 2019 - janvier 2020, reprise dans la brochure n° 26, p. 12-13.

**cidental ? Tous le monde est « homme blanc occidental » : tout le monde est consommateur relativement à l'écologie, c'est absurde. La Chine serait l'« homme blanc occidental » ? C'est eux qui consomment le plus, qui polluent le plus.**

**Q :** Les Qataris…

**C : C'est juste la production de masse qui est responsable de la catastrophe écologique, le résumer à ce terme, c'est vraiment une pensée qui est très marquée décoloniale, etc. qui resurgit de façon, comme on dit, « mainstream », qui est presque un lieu commun actuel. C'est effectivement un angle indigéniste. Cette idée que l'homme blanc occidental – on peut rajouter « Cis », soit hétérosexuel de plus de 40 ans, etc. – en fait cette idée-là, qu'il y a un fautif, qu'on le désigne et tout ira mieux, est très compatible avec les islamistes qui disent la même chose avec, en plus, ce retour aux traditions : on a été colonisées et dévalorisées soit-disant par l'Occident… Effectivement ça paraît tout à fait absurde de voir cette alliance entre d'un côté les LGBT, très post-modernistes, avec des gens qui ne sont même pas entrés dans la modernité. C'est pourtant ce qui se fait par des biais très étranges. Après, ce sont des gens qui se disent qu'il faut un retour à la tradition mais qui utilisent des smartphones, des Facebook, des Instagram, etc. Ce qui est très étrange comme mélange et comme procédé. Un peu comme un mélange high-tech et primitifs, le néo-islamiste et les LGBT qui sont dans la négation de la réalité… Je crois que j'ai été un peu trop loin…**

**Q :** Non, c'est exactement ça… En fait, ce sont aussi des milieux qui n'ont pas de colonne vertébrale intellectuelle ou politique : il y a simplement un mouvement affectif qui les porte, une passion qui est dévorante, qui peut être extrêmement violente et qui pour moi révèle leur nature totalitaire. C'est-à-dire qu'ils sont prêts à s'imposer par la force et par la violence ; il y a des interventions de camarades, je pense à PMO, des anti-industrialistes, par exemple, qui sont empêchés très régulièrement de faire leurs interventions, et ce sont alors des confrontations qui sont violentes. Il y a donc un affect qui est extrêmement dense et qui est de l'ordre du millénarisme : le principe est de dénoncer ce monde-là de la manière la plus radicale qui soit et derrière on promet, en creux – en creux parce qu'on ne peut pas en dire grand-chose – on promet un avenir radieux et à portée de main si on se débarrasse des fauteurs de troubles – et là pour le coup il s'agit de l'homme blanc hétéro de plus de 50 ans, etc. On est vraiment dans un mouvement qui est religieux, qui est prophétique. D'ailleurs la figure de Greta Thunberg, on l'a suffisamment dit, a quelque chose de très prophétique ; on dirait vraiment la Croisade des Enfants au Moyen Âge. Ce sont des réactions assez délirantes, mystiques ou quasi mystiques, créées par la panique, l'angoisse, par le malheur, le désespoir en face de problèmes qui semblent absolument insolubles, c'est comme ça qu'il faut l'interpréter. Donc, il n'y a pas du tout de contenu intellectuel sur lesquels discuter, aucun de leurs arguments ne vaut. Tu disais tout à l'heure que la Modernité était responsable des problèmes écologiques : c'est une bêtise absolue. On est en train de travailler sur un texte sur la question justement, donc on en reparlera… Mais les dévastations écologiques sont

une constante dans l'Histoire de l'humanité, des sociétés se sont effondrées pour avoir ravagé leur environnement, les déboisements sont systématiques, des assèchements, des érosions de sols, même des changements climatiques ; les changements climatiques ne datent pas de la Modernité, il y a des hypothèses de paléo-climatologues qui pensent que les humains ont changé le climat bien avant la Modernité… Bref, tout cela est, au mieux, largement discutable et, au pire, des inepties qui ne mériteraient même pas qu'on s'y attarde. Le problème est que ça accroche, que, de l'autre côté, du côté du pouvoir, il y a une culpabilité aussi, il y a une volonté de se légitimer, une volonté aussi de trouver des forces qui puissent les soutenir, et c'est en ce sens-là, pour reprendre le fil de la conversation, que ce milieu pourrait très bien jouer un rôle très important dans la mise en place d'un régime autoritaire, avec un continuum entre le sommet de l'État et la base – c'est-à-dire avec des militants extrêmement actifs à la base, dans la rue, ton voisin, le passant, et avec des relais dans les médias, dans les prétoires, dans les cabinets ministériels, etc. C'est ce qui s'est passé en URSS évidemment et c'est ce qui est en train de se passer ici à différents niveaux – alors on en est pas encore là, mais on n'en est pas loin. Et il est possible que les événements que nous sommes en train de vivre accélèrent la chose. Je ne suis pas en train de parler du confinement : je veux parler de la crise économique qui suivra et de la crise sociale qui va s'ensuivre, et [des crises] politiques et géopolitiques derrière. Là, je crois qu'on est entrés dans des crises en cascade. Je ne suis pas en train d'annoncer une apocalypse ou la fin du monde : je dis juste qu'on est entrés dans une période assez troublée, assez mouvementée, et dans ces périodes-là il peut y avoir des mouvements irrationnels. Et ces mouvements irrationnels on les a – pour l'instant ils sont minoritaires, mais ils sont influents.

*[Pause musicale]*

**C : On aborde la « réorganisation géopolitique et économique ». Avant la pandémie, c'était pas vraiment la joie : il y a avait une énorme crise entre la Turquie et la Syrie et aussi en plein dans les problèmes de l'Union européenne… Le Covid-19 va jouer dans ces crises géopolitiques. Quentin, peux-tu nous parler de ce que tu décris à la fin de ton article dans le paragraphe sur la réorganisation politique et géopolitique ?**

**Q :** Je partais des crises qui étaient en cours, ou larvées, et qui ont l'air d'éclater avec la venue de la pandémie. La pandémie joue un rôle de révélateur, d'accélérateur et de catalyseur en quelque sorte. Par exemple, sur l'avenir de la crise européenne, on voit bien qu'elle avait énormément de difficultés à répondre aux diverses dissidences depuis des dizaines d'années, qu'elles soient anglaises, qu'elles soient de l'Europe de l'Est, de l'Italie, de la Grèce, etc. Et aujourd'hui on voit que l'Union européenne est complètement muette, elle n'a aucun impact, toutes les actions qui sont menées ne sont menées qu'à l'échelle des nations. C'est-à-dire que la Nation est un très très vieux principe qui a des siècles en Europe – il y a des nations qui ont huit ou neuf siècles, donc qui sont extrêmement ancrées anthropologiquement – et, apparemment, en période de crise c'est ça

qui resurgit. Et la superstructure qu'était l'Union européenne, mais qui en fait était une pellicule essentiellement bureaucratique et financière, n'a aucune prise sur la situation réelle. Donc il est possible que nous assistions à la disparition de l'Union européenne, en tout cas, c'est ce qu'on voit aujourd'hui : elle est muette, aphone, il n'y a strictement rien. Il est possible qu'il y ait un démantèlement dans les mois ou les années qui viennent… Alors peut-être qu'on va juste maintenir une certaine forme d'union mais c'est quand même extrêmement précaire.

**C : Mais n'est-ce pas en continuité avec ce qui se passait avant ? L'Union européenne n'a jamais été qu'une union monétaire et rien d'autre.**

**Q :** … et commerciale aussi quand même. Mais effectivement cela n'a pas été une union ni fiscale, ni politique : cela a été juste une petite alliance et malheureusement, parce que l'idée d'Europe parle à beaucoup de gens et surtout aux internationalistes. Mais aujourd'hui l'Union européenne – qui n'est pas l'Europe ! – est en pleine décomposition. En même temps, vu la crise qui arrive, il est possible que la zone euro fasse un peu tampon et permette une politique un peu plus large. Mais si vraiment il y a une dévaluation, je ne sais pas ce que va devenir la monnaie euro… Ça, ça fait partie des grandes inconnues des mois ou des années qui arrivent. Et puis les mouvements dits populistes qu'on avait et qui sont à l'origine de ces dissidences-là, le *Brexit*, Orban, *Salvini* en Italie, ou *Podemos* en Espagne, en France les Gilets Jaunes, ces mouvements-là à mon avis sont loin d'être morts. Ce sont des grands mouvements populaires qui sont hétérogènes, qui sont assez confus, qui sont ni de droite, ni de gauche – si réellement on veut être juste, ou *et* de gauche *et* de droite, il y a eu Syriza aussi en Grèce… Ces mouvements de gens qui ont envie de changer au moins de direction, peut-être pas la société mais qui ont envie d'une évolution différente de leur pays et de leur mode de vie, ces mouvements-là sont devant nous. Il est très probable que la crise ouverte par le Covid-19 atteigne les rivages des crises politiques, qu'elle réveille toutes les dissensions à l'intérieur des pays – et entre les pays aussi. C'est une chose possible, devant nous : un éclatement de l'Union européenne et un retour à des États-nation.

D'autant plus que ce qui s'esquisse, et qui a de grandes chances malgré tout de se réaliser, c'est quand même une relocalisation de la production, au moins de la production de médicaments. Tous le monde réalise que 80 % des médicaments sont fabriqués hors du territoire, ce qui était pourtant établi depuis longtemps, mais ça devient évident maintenant. On se rend compte qu'en temps de crise on dépend de l'étranger et de puissances sur lesquelles on n'a aucune prise et auxquelles on est pieds et poings liés. Donc je pense qu'il va y avoir au moins un raccourcissement des filières, voire une volonté de relocalisation des éléments les plus vitaux. Alors quels sont les éléments les plus vitaux, c'est toute la question : les armes ? les médicaments ? les produits de base ? [l'énergie ?] Et en ce sens on est à l'opposé des politiques européennes, de l'union commerciale qui voulait que les Français mangent des tomates d'Espagne et que les tomates françaises soient vendues à l'étranger. On est là dans un virage à 180°. Alors qu'est-ce que ça veut dire une Europe qui redeviendrait une Europe des nations ? C'est très difficile à prédire.

Il est certain que les influences étrangères, que ce soit de la Russie, de la Chine – puisque la Chine entretient des relations de plus en plus étroites avec l'Italie depuis des années, ça ne date pas d'hier là-bas – la Turquie, le Maghreb, les États-Unis jouent un rôle assez important dans l'éclatement de l'UE et sur l'avenir des nations qui la composaient. On peut retourner à ce monde-là, et dans ce cas-là c'est un monde qu'on ne connaît plus du tout, puisque le monde des nations est le monde d'avant, disons, juste après la seconde guerre mondiale, ou de l'entre-deux guerres, on va dire ; après on a eu le parapluie américain et puis cette Union européenne qui a tenté de rassembler mais qui n'a pas été démocratique, en rien du tout.

**C : On pourrait revenir à l'Europe d'avant Maastricht, ce n'est pas non plus très loin, 1992…**

**Q :** Ce serait quoi l'Europe d'avant Maastricht ?

**C : L'Europe des monnaies indépendantes et une souveraineté un peu plus forte.**

**Q :** Une communauté européenne… Mais là justement si ce sont les circuits commerciaux qui sont remis en cause et que tous les pays vont viser une relocalisation, je ne vois pas trop ce que voudrait dire un marché commun.

**C : L'Europe n'existerait plus qu'en tant qu'entité culturelle…**

**Q :** Oui, et c'est dramatique, je ne pense pas qu'il y ait à s'en réjouir : l'Europe est une idée que je trouve assez extraordinaire, il y a tout à fait moyen de reconstruire derrière une sorte de structure en fédérations qui soit beaucoup plus démocratique et qui soit construite par en bas et non par en haut par des commissions et parlements qui n'ont pas grand-chose à voir avec la volonté réelle des gens qui sont à la base. Donc là il y a un travail énorme, si on vit réellement le Big-Bang. Mais je ne vois pas comment on pourrait échapper à une crise extrêmement profonde. Ne serait-ce que du point de vue économique : les États européens, et même mondiaux, sont en train de se surendetter, on ouvre toutes les vannes, l'État français couvre tous les frais, on est à deux pas de nationaliser la plupart des entreprises. L'État redevient planificateur, qui planifie, même si c'est à court terme, qui reprend les rênes et il sonne la fin du libéralisme – de ce qu'on a appelé le libéralisme en tous les cas. Donc ça c'est aussi un virage à 180 degrés, un État qui reprend les rênes, c'est un démenti absolu à tout ce qui s'est fait jusqu'à maintenant.

**C : Tu traites aussi de l'Afrique, notamment l'Afrique centrale, qui a déjà eu des problèmes avec des épidémies, comme Ebola dont ils sortent à peine. Je ne sais pas s'ils sont préparés… Là on en est déjà à l'heure actuelle à 40 000 morts en Europe, s'il y avait une pandémie du même type dans les pays d'Afrique centrale et du Maghreb on sera sur des chiffres beaucoup plus importants.**

**Q :** Oui, je crois que c'est la grande crainte des gouvernements actuels, à moyen terme en tout cas.

Juste pour finir sur le point précédent, le problème de la dette des États. L'argent qui aujourd'hui est déversé pour pallier au plus pressé augmente des dettes déjà extrêmement importantes et qu'il va falloir rembourser. On entre dans une zone où on risque

d'avoir une inflation forte, si on ne sait plus trop à quoi correspond l'argent. Là aussi, il risque d'y avoir un retour au national parce qu'en situation d'inflation tout va dépendre de la réserve en devises et en or que les pays ont, donc là c'est encore un facteur d'éclatement. Ou alors, comme les quelques mesures qui sont en train d'être proposées à l'Europe comme les « Eurobons » pour tenter de préparer une réponse collective, mais je crois que l'Union européenne est dans un tel état d'éclatement que ce sera plutôt la fin, en tout cas c'est un facteur de dissociation.

Le cas de l'Afrique est effectivement énormément discuté, même si on en entend assez peu parler. C'est un continent qui est très peuplé, qui est en inflation démographique, on va dire, et qui risque de devenir l'épicentre de l'épidémie. Si jamais l'épidémie finit réellement en Asie, en Europe et aux États-Unis, il y a des chances que l'Afrique soit touchée de plein fouet et devienne un épicentre où ça va durer. Ça va durer parce que ce sont des populations où il n'y a pas d'État réellement constitué au sens où on l'entend en Occident, qui régulerait, qui contrôlerait, qui serait capable d'imposer un confinement jusqu'au plus profond des bleds, et qui n'ont pas un système de santé capable d'assurer la déferlante du Covid-19. Et le problème est que ça va démultiplier les problèmes qui sont endémiques sur le continent ; la corruption… ou les criquets qui ravagent toute l'Afrique de l'Est et, aussi, tu as raison, des épidémies qui sont en court et qui resurgissent régulièrement comme Ebola. Et puis l'immigration : le spectre est qu'effectivement on se trouve en face d'une catastrophe sanitaire en Afrique et que l'échappatoire ce soit l'immigration. Ça c'est un avenir assez lugubre parce que ce n'est un espoir ni pour l'Europe, ni pour l'Afrique, ce n'est pas ça qui va aider l'Afrique à sortir de sa situation évidemment. Donc ça fait partie des questions énormes.

**C : Tu dis que ce n'est pas non plus quelque chose de nouveau, c'est juste une exacerbation de tout ce qui était présent avant.**

**Q :** Tout ce dont on discute en fait depuis notre émission précédente, ce n'est que ça. C'est par ça qu'on commence le texte : il y a des crises qui courent déjà depuis un demi-siècle – la plupart des choses dont on discute courent depuis cinquante ans, les crises économiques, les crises sociales, les crises anthropologique, écologique, politique, alimentaire, sanitaire aussi – donc tout ça est en train d'être révélé et possiblement accéléré par le Covid-19. C'est ce qu'on appelle un effet de seuil : il y a des moments où il y a des accélérations. Du point de vue du communautarisme et de l'islamisme il y a eu une accélération en 2015 : beaucoup de gens sont tombés des nues ; « *Ah, mais qu'est-ce qui se passe ? On ne comprend pas ce qui arrive…* ». Bon, c'était en préparation depuis 20 ou 30 ans avant, les plus attentifs n'ont pas été surpris du tout. Crises économiques, crises financières, c'est la même chose : là ça surprend beaucoup moins de gens. La crise de l'Union européenne c'est la même chose. La crise démographique et sanitaire en Afrique aussi n'a rien de nouveau. Ce sont donc des processus qui sont décuplés, qui resurgissent, qui sont grossis, qui sont accélérés, qui sont catalysés.

Alors ceci étant dit, on peut aussi voir les choses d'un autre côté. C'est-à-dire en se demandant si la pandémie actuelle ne va pas nous obliger à prendre un certain nombre de

décisions qui vont résoudre, ou en tout cas nous permettront d'affronter, ces crises-là de manière beaucoup plus lucide. Par exemple, on parlait tout à l'heure de l'intérêt collectif qui revenait – en tout cas c'est une chose dont se met non seulement à parler mais que l'on vit, on le vit, l'intérêt collectif, on sent qu'on fait partie d'une société, une société avec des gens qui se comprennent, qui partagent les même principes – et si on continue sur cette voie-là on peut résoudre un certain nombre de problèmes. Les problèmes sociaux peuvent être affrontés à travers la renaissance d'une vraie solidarité à la base, la conscience concrète et diffuse qu'on participe à un même destin, qu'on participe à une même société, qu'on en fait partie, et pas simplement que nous serions des atomes dispersés à travers un espace qui n'a pas d'identité. On peut résoudre, par ce biais-là, la question du communautarisme – en tout cas on s'y affronte. On peut résoudre aussi, en tout cas s'y affronter là aussi, la question éducative : les gamins qui ne savent pas qui ils sont, à quel pays ils appartiennent, quelle culture ils doivent intégrer, quel est le sens de la vie collective, le sens du travail, etc. Si on entre dans cette dynamique de réappropriation de notre vie collective, il y a beaucoup de choses qui vont se résoudre, en tous les cas on commencera à y voir plus clair.

**C : Ça va avec le retour du modernisme, en fait. Puisqu'il n'y a pas de modernisme sans communauté, sans biens communs…**

**Q :** Peut-être pas retour du modernisme mais de la modernité : au sens où il y aurait des gens qui savent partager une histoire en commun, une identité, des valeurs, des principes, une façon de faire, une façon d'être, une gastronomie, un art, une langue, des références en commun et pas un délitement comme on le connaît actuellement.

Un exemple assez concret de problème qui se résolvent en cascade – alors je pense que ce sera coupé au montage – c'est l'offensive d'Erdogan à la frontière avec la Grèce où il envoyait des migrants, qui pour beaucoup étaient des Maghrébins, d'ailleurs, afin d'obtenir une mainmise sur la vie politique grecque, comme il le fait avec l'Allemagne avec les immigrants turcs. C'est ce qu'on a appelé une bombe migratoire : il instrumentalise les migrants pour mener une offensive quasi militaire. La fermeture de l'espace de Schengen [face à la pandémie] a été une réponse très discrète mais très ferme : Erdogan a été arrêté net. Et depuis les migrants retournent soit en Turquie, soit en Algérie ou au Maroc, d'où ils étaient partis. Donc en fermant les frontières extérieures de l'Europe en réponse à une épidémie, en même temps on résout un problème à une frontière. Il est possible que dans d'autres domaines, en prenant des mesures adéquates contre le virus, on soit amenés à prendre des décisions qui tranchent des questions qui jusqu'ici étaient restées en suspens ou qu'on n'osait pas trancher à cause de la bien-pensance, du politiquement correct.

# *« On ne peut pas vouloir une démocratie directe pour rétablir une société de consommation »*

*Seconde partie[1] de la retranscription de la troisième émission d' « Offensive Sonore » consacrée à la discussion du texte « Premières remarques sur la crise ouverte par la pandémie », enregistrée le soir du mercredi 8 avril 2020 et mise en ligne le mardi 5 mai sur Radio Libertaire (89.4). Les corrections importantes ont été placées entre crochets.*

**C : On peut passer à la deuxième partie. La première était plutôt le constat de ce qu'on pense être la suite du déconfinement [et là nous voudrions aborder] ce que nous voudrions qu'il soit. On peut se sentir solidaire avec les revendications des Gilets jaunes, même si c'est absurde de dire qu'on va revenir comme avant : ce serait un retour à la simplicité et, même si ce n'est pas la panacée, un retour à un capitalisme productif plutôt que financier, des choses un peu plus concrètes, un rapport plus local, un retour de la souveraineté, tout ça… Ça, ça peut effectivement être la conséquence aussi du coronavirus : le retour des frontières, le retour de l'intérêt commun, [le renflouement des] hôpitaux, relocaliser les circuits alimentaires, etc. Y a-t-il un lien entre le mouvement social, le mouvement des Gilets jaunes, et les perspectives que nous apporte le retour éventuel de l'État-nation ?**

**Q :** Il y a deux gros obstacles à ce que tu dis. Le premier, je pense, serait de type anthropologique : ce qui guide les gens depuis des décennies, lors d'un mouvement social, d'un mouvement de contestation, c'est, en toile de fond, ce retour aux Trente Glorieuses mais surtout et principalement la question de la société de consommation – c'est-à-dire le niveau de vie et, au centre, la question du maintien de la société de consommation, l'accès à une abondance matérielle, à une opulence quasi infinie, une promesse d'abondance. Si on veut un mouvement dans la direction d'une émancipation collective c'est une perspective qu'il va falloir abandonner : on ne peut pas vouloir une démocratie directe, au mieux, pour rétablir une société de consommation, ce serait un échec abominable. C'est une chose qu'il va falloir abandonner d'une manière ou d'une autre et pour x raisons : pour des questions écologiques, pour des questions sociales, pour des questions économiques – si on relocalise on ne va pas tout produire ici, donc on consommera moins. C'est un premier obstacle qui me semble assez énorme.

1 La première partie est disponible en ligne sous le titre : « *Un monde va s'effondrer et les gens voudront le retrouver…* ».

Il est d'autant plus difficile à abattre qu'il y a le deuxième problème : la gauche et les gauchistes. Ils font miroiter de manière complètement démagogique le rétablissement, le maintien et l'accentuation d'une société de consommation. Le seul horizon que les gauchistes ont à proposer – et c'est en gros la définition du communisme – l'abondance pour tous, tout le temps : en finir avec la rareté, une gratuité absolue et tout ira bien… C'est ce qui s'est passé pour les Gilets jaunes : lorsque la gauche, les gauchistes militants ou oligarques, arrivent avec ce discours-là, évidemment, les gens tombent dans le panneau et ne demandent qu'à y croire. Et vu qu'il y a des gens très intelligents qui viennent leur dire que, effectivement, s'ils n'ont pas tout ce qu'ils veulent c'est parce qu'il y a des méchants capitalistes, eh bien on retombe dans l'ornière.

**D : Quand même, tu ne crois pas que, de par les derniers mouvements qu'il y a eu ces dernières années où on a quand même pas mal parlé d'écologie, de décroissance, même sur des mouvements qui touchaient pas mal de monde, il ne pourrait pas justement y avoir un mouvement de type un peu Gilets jaunes mais qui prenne en même temps conscience de tout ça ?**

**Q :** Si, mais il faut être clair : si on parle d'écologie, si on veut, sinon résoudre, du moins arriver à s'affronter aux questions écologiques qui sont énormes, il faut consommer moins.

**D : Mais tu ne crois pas que cette idée-là est quand même un peu passée ?**

**Q :** Ce n'est pas que je vois autour de moi. C'est possible… Mais ce que je vois en termes écologiques – bon je caricature – c'est, comme je l'ai lu quelque part, les bobos qui veulent sauver le monde en temps normal et qui en temps de crise sauvent leur cul. C'est un peu ça : une posture écologique – une *égologie* comme ça a été dit – qui est quand même assez répandue et qui grève énormément la question. Il y a de vrais écolos, effectivement, qui vivent d'assez peu de chose, qui ont un vrai discours politique construit, mais ce n'est pas eux qui tiennent le haut du pavé. Lors des Marches pour le climat[1], je n'ai pas vu du tout de véritables décroissants à l'intérieur : j'ai vu des gens avec des smartphones… Le smartphone ce n'est pas *du tout* un objet écologique : le monde que l'on voudrait, si on veut être réaliste, c'est un monde où il ne *peut pas* y avoir de smartphones. Ce n'est pas possible.

**D : Mais là tout ce qui nous entoure, même les démarches de l'État et tout, ça devient parfois très compliqué à faire sans smartphone. On est un peu contraint d'une certaine manière.**

1 Cf. « Climat : la longue marche ? », *op. cit.*

**Q :** Non… Enfin… La contrainte du smartphone je n'y crois pas tellement… À part des gens qui sont obligés, effectivement, à cause du travail, mais j'ai dû en rencontrer deux ou trois dans ma vie sur mille individus. La plupart des gens ont eu un portable parce qu'ils trouvaient que c'était bien.

**D : C'est compliqué de ne pas en avoir pour pouvoir faire plein de démarches simples…**

**Q :** Écoute, moi je n'en avais aucun jusqu'à il y a trois jours. Je le vivais très bien et on est en 2020…

**D : Oui, mais tu as un ordinateur chez toi !**

**Q :** D'accord mais ce n'est pas un smartphone… L'ordinateur on peut aussi en discuter, le mien a 10 ans… Ça fait partie des choses sur lesquelles un mouvement va être obligé de réfléchir. On ne peut pas dire simplement : « *Je suis écolo, mais je veux que tout reste absolument à l'identique* », ça ne veut rien dire. On changera profondément de mode de vie, et pour moi ce n'est pas un problème s'il y a un ordinateur de quartier qui est accessible régulièrement, qu'on organise des plages tournantes pour y accéder, qu'on simplifie les démarches administratives et qu'on y va juste pour des choses utiles ou intéressantes – c'est excellent. Mais est-ce que les gens sont prêts à ça ? Moi je suis entouré de gens qui ont des multitudes d'écrans dans toutes les pièces… Bon, je ne critique pas non plus, je ne fais pas la morale mais un monde où on prendra en compte l'écologie mais aussi les transports, la délocalisation, le travail des enfants, l'esclavage industriel, etc., dans ce monde-là il n'y a pas pléthore d'écrans et d'écrans tactiles. Ce n'est pas possible, ça n'a aucun sens.

**C : Moi ça me fait penser aux années 80 ou 70 – je suis né à la fin des années 70 et je me rappelle que la qualité de vie pouvait être vraiment meilleure et pourtant on n'avait pas tous ces écrans, ce n'était vraiment pas *high tech* du tout… Par contre les services de santé, de prévention, étaient là et peut-être qu'à l'époque on aurait mieux supporté ce type de crise sanitaire. Ce n'était pas du tout la même société. Maintenant on est vraiment individualisés et c'est vrai que finalement le retour aux années 60-80 est peut-être souhaitable. Ça veut dire peut-être moins d'argent versé dans le *high tech* ou dans les divertissements type chaînes de séries et téléphone portable – parce que le forfait de téléphone portable reste assez cher, c'est une dépense importante, les communications restent une dépense assez importante des foyers – et peut-être plus de dépenses sur des choses de l'ordre de la santé, de la nourriture, etc. Cela pourrait nous permettre de nous rendre plus heureux, tout simplement. Ça me fait vraiment penser à ce pays qui avait fait le choix de se baser**

**non pas sur le produit intérieur brut mais sur la qualité de vie, le critère c'était le niveau de bonheur…**

**D : … le Bhoutan.**

**C : C'est ça. C'est ce type de société-là sur lequel on pourrait être d'accord, en tant que écolo libertaire ou communiste.**

**Q :** Alors moi je ne peux pas être d'accord avec un communiste déjà !

**C : (rires) … un vrai communiste, pas un faux…**

**Q :** C'est ça : un *vrai* communiste !… C'est une boutade, je comprends ce que tu veux dire… Je pense que c'est important de clarifier, et surtout aujourd'hui, que le but de la politique, et là je cite Hannah Arendt, ce n'est pas le bonheur mais la liberté. Et c'est très différent. C'est important pour arriver justement à se décoller de cette question de société de consommation. On associe le bonheur à la possession et tu as entièrement raison de dissocier les deux ; ce n'est pas parce qu'on a beaucoup qu'on est heureux – moi je vois plutôt le contraire autour de moi, ce n'est pas nouveau évidemment. Le bonheur n'est pas une affaire collective, la liberté si. J'avais discuté un jour avec un ancien détenu de camp de concentration qui m'avait raconté qu'il avait été heureux à certains moments dans le camp. Et il y a des gens qui vivent ici dans l'opulence et qui ne sont jamais heureux, qui sont en dépression permanente. Donc je ne crois pas que le but de la politique soit le bonheur et je pense même qu'il est très dangereux de subordonner le bonheur à une action politique. Par contre la liberté, oui. Je ne connais pas le Bhoutan, mais je vois ce que tu veux dire. Mais je pense que le modèle ne doit pas être un pays où les gens sont heureux mais un pays où les gens sont libres ; libres individuellement et collectivement. Cette liberté-là est politique et là on est vraiment en plein dans la politique : si on parle de liberté en politique on parle de démocratie, et la démocratie véritable c'est la démocratie directe. Je pense que c'est cette chose-là qu'il faut placer au centre des revendications : on décide ensemble. Quoi qu'on ait à décider : on décide d'une égalité des revenus, on décide d'un revenu minimum, d'un revenu maximum, on décide de produire telle chose ou telle autre, de telle manière, à partir de tels composants, etc. Il y a une multitude de choix à faire, mais on décide collectivement, en notre âme et conscience, en étant informés, en ayant réfléchi, en essayant d'anticiper les conséquences de tous les choix, etc. Je pense que c'est important de partir là-dessus. Je pense que le bonheur, si ça existe, découle de la liberté. Mais on ne peut pas le chercher pour lui-même : je pense même que c'est dangereux de plusieurs manières, parce qu'un État peut te promettre d'être heureux, je ne crois pas qu'un État puisse te promettre d'être libre. Si un État te *laisse* libre, c'est parce que tu as fait en sorte qu'il te *laisse* ta liberté. Si

un pouvoir te rend libre c'est que tu y participes, de fait. La liberté n'est pas un don : c'est une conquête, c'est une lutte permanente. Je pense que c'est important de se placer dans cette perspective-là.

**C : Mais dans la liberté il y a une limite. Par exemple il y a des gens qui peuvent dire : « *Moi mon rêve c'est d'aller sur la lune, et je vais tout faire pour y aller, peu importe si les gens manquent de carburant, moi j'en aurai pour ma fusée…* ». Il y a quand même cette vision de la liberté, peut être très capitaliste mais quand même assez répandue : les gens peuvent être malheureux en se disant « *on a cassé mes rêves, je voulais être dans un château et je suis dans un 30 m²… C'est horrible* »…**

**Q :** Ça, ça s'appelle grandir. Et ça s'appelle : bienvenue dans la réalité… La liberté dont tu parles c'est la liberté de l'enfant qui a un caprice, ce n'est pas la liberté de l'adulte qui assume la situation, qui admet la réalité et qui fait avec. Il y a quand même une différence de *nature*. Tu as raison, j'entends dans ce que tu dis : il y a beaucoup de mouvements dans la société qui sont de l'ordre du caprice infantile. Il y a dans la volonté effrénée de revenir aux années 60 ou 70 ou 80, en tout cas le moment d'un « Âge d'or », quelque chose de très infantile et de régressif. On ne va pas *revenir* aux années 60 ou 70 ou 80, jamais. Par contre on peut retrouver les libertés qui existaient encore à cette époque-là et en inventer de nouvelles. Mais l'histoire avance et on ne va pas retourner en arrière : ce schéma est régressif et il faut absolument s'en débarrasser si on veut que les futurs mouvements débouchent sur quelque chose qui soit productif, qui soit viable. L'important c'est moins d'être heureux que d'arriver à *vivre* collectivement. Parce que tels qu'on est partis, on ne va pas être 12 milliards sur Terre avec le monde tel qu'il existe aujourd'hui, ça ne va pas bien se passer du tout. On est loin de l'utopie : on va plutôt essayer de sauver les meubles et de mettre en place des dynamiques qui soient fertiles, qui construisent un monde viable et le plus libre possible. Mais ce n'est pas joué du tout : il y a énormément de contraintes. Il faudrait que nous arrivions à intégrer les multiples contraintes et crises qui existent, à faire en sorte de composer avec tout ça. Un exemple – on parlait d'écologie : si vraiment on prend en compte l'écologie, on va consommer dix fois moins, même vingt où cinquante fois moins – on ne sait pas trop ce que ça veut dire… – mais on travaillera plus. Il y aura moins de machines, moins de carburant, moins de circuits imprimés, moins de pétrole, moins de charbon, moins de gaz : il y aura moins de ressources en général. On peut être heureux dans ce monde-là, mais surtout on peut y être libre. C'est-à-dire que l'on pourra comprendre ce que l'on va faire quand on va travailler ; on sait ce qu'on va construire, pour qui, pour quoi et à partir de quoi – et je pense que c'est important. Alors les gens sont-ils prêts à faire ce genre de choix ? Moi je le

fais immédiatement mais je ne suis pas sûr que les gens soient prêts à travailler plus et à gagner moins. Alors que c'est évidemment l'avenir. Ce n'est pas grave : le travail n'est pas une malédiction, il peut être un plaisir, il peut même être un épanouissement extraordinaire lorsque c'est un *vrai travail*, lorsque c'est une *œuvre* au sens d'Arendt. Et gagner moins, je pense qu'on peut s'y faire assez facilement à partir du moment où il y a une socialité, où il y a une vie qui a du sens, où il y a une société qui est vivante.

**C : C'est aussi le retour au pragmatisme dans le sens où le virus nous a mis devant un mur à franchir. Il y a un retour aussi à une société beaucoup plus vigilante par rapport à ça : c'est un retour des hôpitaux publics avec une main-d'œuvre conséquente, etc. C'est ce qu'on disait au début : ça va au-delà des nationalisations, c'est aussi se débarrasser de la bureaucratie : le pragmatisme a été mis à mal par une sorte de société administrative.**

**Q :** Tu as tout à fait raison. La question de la bureaucratie a été un des points de départ de la réflexion sur la démocratie directe, notamment chez Castoriadis, par la critique de la monopolisation du pouvoir par une couche parasitaire administrative et hiérarchique. C'est ce qu'on est en train de voir dans les hôpitaux, apparemment, aujourd'hui : la reprise en main des hôpitaux par les médecins [et les soignants en général] et la relégation et la marginalisation des administrateurs et des bureaucrates qui étaient inflationnistes un peu partout et particulièrement dans le monde de l'hôpital – alors les médecins y sont des mandarins, soyons prudents… Mais aller au travail pour un travail qui a un sens veut dire être attaché à la tâche, être soucieux du travail accompli en tant que processus et non pas aux formes, aux formulaires, aux administrations, aux protocoles, etc. Ça c'est extrêmement important pour que le travail reprenne un sens. Un des gros chantiers devant nous c'est une réappropriation du travail dans toutes ses dimensions, aussi bien dans ce qui est produit que la manière dont c'est produit, la manière dont on travaille, etc. S'il pouvait y avoir une renaissance des collectifs de travail qui se posent des questions quant à la finalité et aux modalités de leur travail ce serait une chose assez extraordinaire. C'était par exemple une dimension qui a complètement manqué, de ce que j'en ai vu, dans le mouvement des Gilets jaunes : à aucun moment n'a été interrogé le sens du travail. On a parlé beaucoup de la rétribution du travail et surtout du rôle de l'État, à travers les taxes, etc., mais pas du tout du *sens* du travail. En partie, je pense, parce que le mouvement était issu des entrepreneurs, des artisans, des commerçants pour qui le travail a un sens intrinsèque, mais il y avait aussi beaucoup d'employés. Cette question n'a pas été posée alors qu'elle est extrêmement importante. Elle est même au centre de la question politique.

# Immigration, écologie et décroissance

*Retranscription complétée d'une intervention faite au colloque organisé par l'association « Décroissance Île-de-France » le 8 juin 2019 à la mairie du IIe (Paris) sur le thème « Démographie, migrations et décroissance : sujets tabous ? ».*
*Texte publié une première fois sur le site de l'association le 29/07/19*

**Présentation** : *L'immigration n'est plus questionnée depuis les années 80 d'un point de vue de « gauche », et encore moins d'un point de vue écologiste ou décroissant. Cette intervention invitera à s'émanciper de tous les discours idéologiques simplificateurs pro- ou anti-immigration pour tenter d'aborder toute la complexité des liens qui relient questions migratoires et perspectives décroissantes. Il s'agira donc de dégager les rapports complémentaires, antagonistes et contradictoires existant entre les différents mouvements de populations rassemblés sous le terme « immigration » et un projet politique encore à définir qui viserait une planète écologiquement viable.*

Un intervenant précédent, J.-L. Bertaux, a qualifié la thématique des migrations et de l'immigration de « *sujet-nitroglycérine* » tellement il est polémique : je vais précisément y plonger les mains et même nous immerger dans ce mélange explosif, sans détour ni circonvolutions, en abordant la question des liens entre immigration et décroissance.

Mais avant toute chose, je voudrais remercier et féliciter le groupe « Décroissance Île-de-France », et particulièrement Jean-Luc Pasquinet, pour l'organisation de cette rencontre sur ces thématiques étrangement si taboues, y compris dans les milieux « écologistes » qui devraient pourtant être les plus à même de les aborder rationnellement. Ce sont des débats qui sont à la fois nécessaires et qu'il est urgent d'ouvrir, mais cela exige un peu de courage, ce qui est si rare aujourd'hui. Et merci également de m'avoir invité, bien sûr, alors que je ne suis pas particulièrement qualifié.

Quelques mots de présentation : *Lieux Communs* est un tout petit collectif qui existe depuis plus de dix ans et qui se place dans la continuité des travaux de C. Castoriadis, que vous connaissez tous ici, au moins de nom. Notre axe central est la *démocratie directe* qui, pour nous, est inséparable d'une *égalité des revenus* et d'une *redéfinition collective des besoins* – c'est ainsi que nous formulons l'exigence de dé-

croissance. Celle-ci est inséparable d'une démocratie digne de ce nom, à rebours de ce que j'ai entendu sur la possibilité d'une autocratie, qui me semble bien sûr non souhaitable mais aussi difficilement crédible pour plusieurs raisons, que nous avons abordées ailleurs[1]. L'une d'entre elles est que les sommets de la société, de toute société, sont toujours dans la surconsommation, l'abondance, l'ostentation ; c'est millénaire, anthropologique, et comme l'élite est toujours un modèle pour l'ensemble du corps social, il y a là une contradiction qui me semble très grosse d'instabilité[2]. Une sobriété collective volontaire ne peut réellement perdurer que dans une relative égalité sociale, et un partage des décisions par le plus grand nombre. Et inversement : un peuple exerçant véritablement le pouvoir dans une démocratie serait le plus à même de prendre conscience de la fin des ressources et de la destruction des équilibres écologiques pour mettre en œuvre des mesures sérieuses, quels qu'en soient les coûts. D'ailleurs, c'est ce qu'on voit : les gens sont touchés et se sentent concernés par ces questions, alors même que les inégalités croissent. Co-implication, donc, entre démocratie et décroissance.

J'ai été invité aujourd'hui à partir d'un texte récent publié sur *Lieux Communs* : « *Les lieux communs de l'immigration* »[3] où sont passés en revue tous les allant-de-soi « de gauche » qui forment une idéologie, l'immigrationnisme. Ce n'est pas un texte pro- ou anti-immigration : c'est un texte qui pose essentiellement des questions en s'émancipant des idéologies qui les masquent. C'est notre démarche, en général : poser les problèmes, faire appel à l'intelligence des gens, à leur lucidité. C'est cela, pour nous, une démarche démocratique, et cela recoupe toute démarche intellectuelle honnête, nous semble-t-il.

## Précisions préliminaires

Pourquoi la question de l'immigration serait-elle si importante ? Parce que les flux migratoires vont croissant sur la planète, et pour au moins trois raisons : les bouleversements écologiques fantastiques qui déséquilibrent les sociétés à l'échelle mondiale, couplés à l'explosion démographique, très inégale, on l'a vu, selon les continents, mais aussi, et cela n'a pas été abordé dans les interventions précédentes,

1 Voir « Écologie et démocratie directe », brochure n° 26, p. 14.

2 Cf. Hervé Kempf, *Comment les riches détruisent la planète*, Seuil, 2007, et particulièrement le chap. IV « Comment l'oligarchie exacerbe la crise écologique », disponible sur notre site, et « Décroissance et démocratie directe », paru dans le mensuel « La Décroissance » du mois de juin 2016, sous le titre « La liberté et l'égalité exigent d'affronter la finitude », p. 8-9, repris dans notre brochure n° 22, *Idéologies contemporaines. Effondrement et permanence du politico-religieux*, juin 2017.

3 « Les lieux communs de l'immigration. De la bonne conscience de "gauche" aux nouveaux phénomènes d'immigration », octobre 2018, dans la brochure n° 25, *La fin de l'immigration. Réalités troublantes & mensonges déconcertants*, p. 38. On s'y reportera notamment pour les sources bibliographiques, réduites ici au minimum.

les effondrements géopolitiques de régions entières. Je parle d'une bonne partie de l'isthme américain, de toute la bande sahélienne, du Moyen-Orient. C'est la naissance de « trous noirs géopolitiques », comme le Honduras, la Libye, le Yémen, etc. Ces déplacements massifs de populations modifient à leur tour très profondément les sociétés d'accueil, en Occident bien sûr (Europe de l'Ouest, Amérique du Nord, Australie), mais pas que (Chine, Russie, …). Et ces transformations sous la pression migratoire sont sans précédent dans l'histoire récente. C'est très visible en France : les choses sont en train de changer radicalement. Certains s'en réjouissent, d'autres s'en inquiètent, le pays se polarise dramatiquement autour de ces thématiques, mais je crois que plus grand monde ne soutient qu'il ne se passe rien.

Il est incompréhensible que les écologistes n'aient pas de grille d'analyse sur ce sujet, de discours cohérent ou au moins des interrogations cohérentes. On entend plutôt un ressassement ultra-idéologique, notamment en provenance d'EELV (*Europe Écologie-Les Verts*), un étalement de bien-pensance et de bons sentiments qui sont sans aucun rapport avec la réalité. Après un XX^e^ siècle qui a pavé l'enfer de bonnes intentions, il serait intelligent de faire un peu attention avec les leçons de morale… Bien sûr, je ne vais pas vous fournir ici une doctrine clefs en main, ce n'est pas le genre de la maison. Je vais seulement essayer d'amener quelques éléments qui me semblent dignes de réflexion, des questions, peut-être un cadre général, en tout cas je ne fais que défricher, ce serait une sorte d'introduction, d'invitation à se pencher sur ces questions de manière raisonnable…

Je crois pouvoir affirmer que nous avons tous ici, dans cette salle, des positions plutôt pro-immigration – *a priori*.

D'abord par expérience : nous sommes sans doute nombreux à avoir suffisamment côtoyé des immigrés durant notre vie pour ne pas prêter attention aux discours xénophobes – ou plutôt *misoxènes*, pour ne pas psychiatriser. Comme moi, certains ont passé la majorité de leur existence en banlieue ou dans des quartiers d'immigration, ont fait leurs études dans une ambiance très internationale, ont eu des amis, des copains, de la famille ou des conjoints d'une autre origine que la leur, voire sont eux-mêmes immigrés ou descendants d'immigrés. Et j'imagine aussi que vous avez éventuellement mis les pieds dans des pays non-occidentaux ou milité, comme moi, pour les sans-papiers, quelquefois de manières très engageantes ou intimes.

Ensuite parce que, pour nous, l'échange culturel relève de l'évidence et même d'une dimension cruciale dans l'existence : tout autant que la compréhension d'opinions différentes, le contact avec d'autres cultures ou d'autres civilisations – comme avec d'autres époques – permet une remise en cause de soi, de ses évidences, de son héritage qui est hautement éclairant. C'est Aristote rapprochant les situations du penseur et de l'étranger, les deux étant en situation de recul vis-à-vis de la société

dans laquelle ils vivent[1]. Me concernant, le contact prolongé avec les milieux maghrébins et avec le Maghreb est un aspect absolument crucial de mon parcours intellectuel et politique.

Enfin, nous sommes humanistes. Autrement dit la notion de liberté, et notamment de liberté de circulation, nous apparaît comme un horizon vital. Nous vivons toute restriction imposée comme un échec, provisoire, de l'idée que nous nous faisons de l'humanité, l'humanité générale et l'humanité en chacun de nous. Même chose, à un degré encore supérieur, pour la notion d'*asile politique* : je crois que nous sommes tous fiers de vivre dans un pays qui ouvre ses portes aux persécutés de partout et y voyons une pratique d'une importance capitale à tous les niveaux, y compris géopolitique.

Tout cela – si français – nous place du côté du courant écologique qui a pu être nommé « éco-socialiste », qui parle plus des inégalités et de la répartition des ressources mondiales comme un M. Bookchin, par exemple, contre un courant plus « malthusien » ou « populationniste » qui tire davantage du côté de l'« écologie fondamentale » ou de l'histoire environnementale à la J. Diamond : nous avons plutôt tendance à placer la solution aux problèmes écologiques dans un bouleversement de l'organisation de la société, et notamment de son modèle économique et technique, que dans la régulation des populations humaines, de leurs flux, de leur consommation, de leurs rejets. En gros et pour caricaturer, nous serions plus proches du pôle « anticapitaliste » que du pôle « biologiste » – d'où, précisément, les réticences à aborder les thèmes d'aujourd'hui, la démographie et les migrations. Il me semble qu'il s'agit là de l'exemple parfait d'un faux clivage, d'une fausse contradiction qui découle d'héritages totalement idéologiques bien plus que de raisonnements argumentés, et qui empêchent d'affronter la réalité que nous avons sous nos yeux. C'est ce que je vais essayer de démontrer à travers le thème de l'immigration.

Une précision, importante, sur ce dernier terme, pour comprendre ce dont je vais parler. Une paresse intellectuelle très répandue nous pousse à rapprocher le terme d'« immigré » et celui de « réfugié ». Il s'agit de choses très différentes – j'y reviendrai en fin d'intervention à propos des « réfugiés climatiques ». Un réfugié est quelqu'un qui fuit un danger imminent et qui trouve refuge à l'intérieur de frontières étrangères – ce que semblent ne pas avoir compris les *no borders*. J'en ai fréquenté quelques-uns, et notamment Waleed Al-Husseini, Palestinien athée réfugié à Paris il y a quelques années, après des persécutions, emprisonnements, tortures en Palestine sous l'Autorité palestinienne. Il est menacé de mort et ne peut pas repartir là-bas, mais il est aussi menacé *ici* – il ne peut pas se rendre en Seine-Saint-Denis, par exemple, où je l'avais invité – menacé par des immigrés musulmans, justement, qui

1 *Politique,* VII, 2, 1324 a. Mais Aristote précise dans ce passage que le philosophe ne saurait se limiter à la contemplation, et qu'il ne saurait faire l'économie d'une implication directe dans la vie de la cité.

ne supportent pas ceux qui s'échappent des « prisons d'Allah », selon la belle formule de son livre[1]. Un immigré, c'est différent : on peut dire, *grosso modo*, que c'est quelqu'un plutôt issu de la classe moyenne, le bas de la classe moyenne dans son pays d'origine, qui migre pour augmenter son niveau de vie et qui est amené au fil du temps à envoyer de l'argent « au pays » et à faire des allers-retours plus ou moins fréquents, puis à faire venir ses proches par le biais du « regroupement familial » – qui représente l'essentiel de l'immigration officielle. Pour fixer les idées, les communautés immigrées les plus nombreuses en France, immigrés et premières générations, sont, dans l'ordre : les Algériens, puis les Marocains, les Africains sub-sahariens (Sénégal, Côte-d'Ivoire, Togo, Bénin, etc.), puis les Italiens, Portugais, Espagnols, etc. Voilà, concrètement, c'est ça l'immigration, c'est d'eux dont il va être question ; c'est 95 % des immigrés que vous croisez depuis quarante ans, ce ne sont pas les Yézidis chassés par l'État Islamique ou les Érythréens qui débarquent aujourd'hui en canot.

### 1 – Immigration et croissance

« *Immigration et décroissance* » : le sujet est emberlificoté. Pour un premier abord, posons-nous la question du lien entre immigration et *croissance,* ça devrait être plus facile.

Et effectivement : il suffit d'écouter le Fonds Monétaire International, la Banque Mondiale, l'Organisation Mondiale du Commerce, l'Organisation des Nations Unies, ou d'écouter les grands oligarques, les financiers et tous les patronats, mais aussi toutes les télés, les radios et les journaux, et les choses sont on ne peut plus claires : l'immigration apporte la croissance. C'est affirmé, répété, martelé depuis des décennies à toutes les populations inquiètes ou seulement dubitatives : l'immigration est bonne pour l'économie, les retraites, les finances et quelquefois on dirait même que l'on n'est sûrs que d'une chose, c'est de ça… Les arguments sont fournis : un immigré en plus, c'est un consommateur en plus, un travailleur de plus, des enfants de plus, donc, du PIB. Une bouche qui ingurgite, des muscles qui s'exercent, un sexe qui se reproduit, tout cela fait de l'argent : c'est ça l'immigration. C'est le pari de l'Allemagne, qui a ouvert ses frontières lors de la « crise migratoire » de 2015 pour *booster* son dynamisme économique en contrant son déclin démographique dans le cadre d'une concurrence mondiale et d'une rivalité économique avec la France, qui fait de même de son côté.

Bien entendu, c'est moins simple que ça. Beaucoup d'études, je pense à celles de M. Tribalat, montrent que l'impact économique de l'immigration est bien plus discutable. D'abord parce que ça dépend, de manière assez évidente, du contexte du

1 *Blasphémateur ! Les Prisons d'Allah*, Grasset 2015.

pays d'accueil (état productif, niveau de chômage, volonté des populations…), du profil des immigrés (âge, niveau d'instruction, qualifications, distance culturelle…) et plus généralement des externalités. Les « externalités », c'est tout ce que l'on ne prend pas en compte en économie – on voit là le degré de scientificité de la discipline… –, comme l'alphabétisation, la délinquance, les réactions de rejet, le communautarisme, etc. Mais, quoi qu'il en soit, même si quelqu'un démontrait que l'immigration ne crée aucune croissance, ça n'en ferait évidemment pas pour autant un élément de *décroissance* : vous savez mieux que moi qu'il n'y a rien de pire qu'une société de croissance *sans croissance*…

**L'immigration comme projet capitaliste**

Au fond, cette corrélation immigration / croissance ne devrait pas nous surprendre parce que l'immigration est une *invention capitaliste* et même *patronale*. Je parle là de l'immigration moderne, pas des innombrables mouvements de populations qui ont eu lieu dans l'histoire de l'humanité, et qui ont revêtu des formes extrêmement diverses, invasions, infiltrations, conquêtes capillaires, remplacements de populations, migrations en cascade, etc. L'immigration moderne, dont nous parlons, est née au XIX^e^ siècle, au moment où le capitalisme industriel exigeait des masses croissantes de main-d'œuvre, tirée des régions avoisinantes : les patrons d'usines voulaient des travailleurs flexibles et bon marché. Importer, ou laisser venir, des Creusois, des Savoyards ou des Bourguignons, puis des Belges, des Espagnols ou des Polonais, permettait en sus de tirer les salaires vers le bas en créant une « armée de réserve », de briser les solidarités spontanées – mettez sur une chaîne de montage un Corse, un Portugais, un Algérien et un Normand côte-à-côte, le temps qu'ils apprennent à se parler, vous les ferez tourner – et de casser les grèves lorsqu'elles surgissent – vous avez tous lu *Germinal* – voire de les réprimer, comme les troupes Versaillaises contre les Communards, essentiellement constituées de paysans de province. L'immigration permet en plus de contourner les résistances locales diffuses, comme lorsque les gens préfèrent faire moins d'enfants pour en prendre soin ou sont rétifs à l'industrialisation et à l'ascension hiérarchique[1]. Bref, c'est une mise en concurrence généralisée.

Bien entendu, les mouvements ouvriers de l'époque ont pu neutraliser partiellement ces effets, par l'assimilation sociale des étrangers, l'émergence d'une éthique collective, l'organisation des travailleurs en un lieu, une coordination entre secteurs, d'innombrables luttes mettant en échec les stratégies de division patronales, et surtout la mise en place des Associations Internationales du Travail pour enrayer cette rivalité construite entre les peuples et créer une solidarité voire une unité à l'échelle mondiale.

1 Voir G. Noiriel, *Le creuset français, Histoire de l'immigration XIX^e^ – XX^e^ siècle,* [1988], Seuil 2006, p. 304-305.

Tout ce que je raconte là était absolument évident à n'importe quel travailleur de l'époque, *a fortiori* n'importe quel socialiste, une évidence pour K. Marx comme pour J. Jaurès, et c'était discuté en permanence lors des rencontres, conférences ou congrès internationaux[1]. Bref que l'immigration était un mécanisme capitaliste était absolument indiscutable pour toute la gauche, y compris ou surtout la CGT et le PC, jusqu'aux années 80, période charnière de plusieurs points de vue, où a eu lieu un gigantesque retournement idéologique, que je ne vais pas aborder ici[2].

**Les trois cercles vicieux de l'immigration**

Les choses ont-elles changé aujourd'hui ? Certainement pas, et elles ont même été décuplées, démultipliées à tel point qu'elles s'auto-engendrent dans un mouvement incontrôlé. Je vais essayer de vous le montrer à travers les mécanismes de trois cercles vicieux[3].

Le premier est celui du « pillage du tiers-monde ». On entend souvent l'argument selon lequel accueillir les immigrés serait le minimum que l'on pourrait faire ici face à l'accaparement des ressources par les grandes puissances, dont la France, et leurs réseaux maffieux – ici, on parle de *Françafrique* (mais il faudrait aussi parler de *Chinafrique* et prochainement de *Russafrique*) C'est strictement ne rien comprendre à ce qui se passe. L'émigration vide les pays pauvres de leur jeunesse, qu'elle soit chômeuse, délinquante ou contestataire, et notamment des diplômés et futures élites, c'est-à-dire des secteurs de la société *qui permettraient précisément de renverser le pouvoir autocratique et d'instaurer d'autres rapports avec les pays et leurs multinationales*. C'est non seulement le départ physique de beaucoup, mais aussi l'impact psychologique que cela représente : une *porte de sortie* qui détourne de l'avenir et du fonctionnement du pays. Le soulèvement tunisien de 2011, que l'on avait suivi de près à *Lieux Communs*, a été fait par les Tunisiens du pays, *ceux qui sont restés* – j'en connais – certainement pas par ceux qui ont fui le pays, les immigrés vivant France depuis des années – j'en connais aussi. Tout le monde dénonçait la collusion entre le Quai d'Orsay et le dictateur Ben Ali[4] : ce ne sont ni les Français, ni les Tunisiens en France qui y ont changé quoi que ce soit : ce sont les Tunisiens en Tunisie. La même chose se déroule partout, comme aujourd'hui en Algérie et au Soudan. Donc l'immigration n'est *en rien*, comme veulent le croire les belles âmes, une contrepartie à la *Françafrique*, mais bien un *élément central de son fonc-*

1 Voir par exemple ici : http://barthes.enssib.fr/clio/revues/AHI/ressources/documents/international.html

2 Cf. « Les lieux communs de l'immigration », *op. cit.*

3 Ces mécanismes sont par exemple détaillés à différents degrés dans P. Collier, *Exodus. Immigration et multiculturalisme au XXIe siècle* (L'Artilleur 2019) ; Abdelmalek Sayad, *La double absence. Des illusions de l'émigré aux souffrances de l'immigré* (Seuil 1999) et S. Smith, *La ruée vers l'Europe. La jeune Afrique en route pour le Vieux Continent* (Grasset, 2018).

4 Voir le classique *Notre ami Ben Ali. L'envers du miracle tunisien,* de Nicolas Beau et Jean-Pierre Tuquoi [La Découverte 1999], rééd. 2011.

*tionnement*. Vous voyez le cercle vicieux : on vous prend vos richesses *et* la jeunesse qui pourrait changer la donne, ou du moins on lui fait miroiter l'exil, ce qui permet au roitelet local de se maintenir et de vendre son pays. D'ailleurs, le nombre de visas est une des premières monnaies de négociation avec les pays du Maghreb, l'Algérie en premier lieu, c'est une manière exotique mais efficace de gérer aussi bien le chômage que la contestation intérieure[1], voire de se débarrasser de minorités (juifs, homosexuels, etc.)

Deuxième cercle vicieux, sur le terrain sociologique, le précédent étant plutôt géopolitique, c'est l'auto-entretien de l'immigration par les immigrés eux-mêmes. Le mécanisme est, là aussi, assez simple : celui qui part, part pour réussir, d'autant plus s'il est l'envoyé d'une famille, d'un clan ou d'un village. L'argent qu'il envoie périodiquement, les nouvelles – forcément bonnes – et sa prodigalité, éventuellement feinte, lorsqu'il revient déséquilibrent la communauté, y instillent une mentalité d'assisté et surtout l'impression qu'il n'y a de véritables réussites sociales qu'à travers l'exil. Il va donc susciter des vocations, accompagner et accueillir les nouveaux candidats, et le cycle se reproduit, s'auto-alimente. Les « gagnants » sont ceux qui partent. Auto-engendrement, donc, et accentué par le fait que les envois d'argent – qui représentent maintenant la majorité des revenus de certains pays pauvres – alimentent là-bas le clanisme, la gérontocratie, les réseaux informels, les inégalités, la consommation ostentatoire et aussi, il faut le dire, l'assistanat, la logique rentière, qui est déjà celle de bien des régions, quels que soient leurs revenus (que l'on pense aux pays pétroliers ou gaziers)[2]. On en arrive à des situations délirantes : au Maroc, les sondages montrent que près de la moitié de la population veut émigrer, plus encore en Algérie, alors que ce ne sont pas des pays pauvres… Peut-on encore parler de « pays » ou de « nation » lorsqu'un habitant sur deux veut fuir, notamment les jeunes ?…

Le troisième cercle vicieux, sur le terrain politique, concerne les pays d'accueil. La formation progressive d'une communauté, d'une diaspora, en France par exemple, non seulement facilite et tend à accélérer les flux de migrants, mais finit par créer un multiculturalisme *de fait,* jamais discuté – mais qu'est-ce qui l'est ? C'est l'exemple type où la quantité, à un moment, change la qualité : il se forme des enclaves pérennes dans le pays. Enclaves territoriales – les fameux « territoires perdus » de la République et de la Nation – mais aussi, bien moins visibles, enclaves

1 Voir par exemple « L'immigration de masse est un scénario perdant-perdant », par R. Girard, *Figarovox,* 31.08.18.

2 Un participant au débat qui a suivi cette intervention a raconté qu'à Kayes, ville de l'ouest du Mali d'où proviennent la majorité des Maliens vivant en France, la plupart des familles ont un ou deux émigrés, qui les entretiennent par des envois réguliers d'argent. Au fil du temps, la ville a radicalement changé : les prix de l'immobilier ont fortement augmenté, le montant des dots pour les mariages aussi… multipliant les candidats au départ.

mentales, comportementales, où réapparaît la logique du « *eux* » et du « *nous* ». Nous assistons à la fragmentation de nos sociétés, à une formation de sociétés en archipel où l'on vit « *côte à côte* » pour reprendre les mots d'un ancien ministre de l'Intérieur, en attendant de vivre « *face à face* »… Dans ce contexte de séparatisme, de déchirement, c'est bien sûr la notion de solidarité nationale qui est mise à mal (avec ses institutions de protection sociale : retraites, sécurité sociale, etc.) mais aussi celle d'*intérêt général*, tendant à rendre impossible toute souveraineté collective, c'est-à-dire la démocratie, quoi qu'on entende par là, donc tout choix collectif, décroissance y compris. C'est le *demos* qui s'émiette, qui ne fait plus consistance, qui ne fait plus sujet… Nous entrons dans des sociétés qui, littéralement, ne peuvent plus choisir quoi que ce soit parce qu'elles ne forment plus société. Nous sommes donc de plus en plus livrés à des mécanismes auto-entretenus. Je ne parle là que d'immigration, mais vous voyez par vous-mêmes que tout cela se connecte immédiatement aux intérêts de l'oligarchie, aux politiques de privatisations, etc. qui n'ont qu'à laisser faire.

**L'immigration dans la Mégamachine**

Vous voyez bien que l'immigration est finalement bien plus qu'un simple élément de la croissance : ce serait même une pièce maîtresse de la mégamachine, la machine infernale, *une politique d'ingénierie sociale planétaire* qui arrache d'un côté les gens à leurs terres et, de l'autre, les jette massivement sur d'autres. Et cela sert presque de modèle, d'archétype, de *pattern*, puisque nous sommes tous appelés, sinon à être migrants nous-mêmes[1], du moins à nous plier aux impératifs de la mobilité, du nomadisme, du déracinement, de l'adaptation permanente, de l'opportunisme, de la « mondialisation »… C'est le discours du *bourgeois-bohème* qui voyage d'un continent à l'autre tout en mangeant bio. Tout cela est finalement assez évident à tout le monde, même intuitivement, et nous sommes vraiment très, très loin de toute préoccupation écologique, *a fortiori* décroissante… À ceux que mes propos laissent dubitatifs je demanderais de me faire part de leur avis sur l'exode rural : tout le monde ici, j'imagine, a une très forte conscience de ses conséquences : désertification des campagnes, entassement urbain, mécanisation généralisée, etc. Eh bien les mécanismes de l'immigration sont similaires, mais à l'échelle internationale… C'est étonnant comme sur ce sujet, les choses sont évidentes dans un cadre national, mais très *politiquement incorrectes* à plus grande échelle… Comment expliquer que nous soyons à ce point en porte-à-faux ? Peut-être que de reconsidérer les choses de notre point de vue, de repartir de notre projet écologique à nous permettrait de comprendre un peu plus ce *qui pro quo* et en même temps d'ouvrir quelques pistes de réflexion, voire d'action ?

1 Cf. « Demain tous migrants: le triomphe de l'idéologie nomadiste » par F. Bonardel, *Causeur.fr*, 22.05.18.

## 2 – Immigration et décroissance

Nous avons, nous écologistes, un lien particulier avec les pays non-occidentaux. C'est que, contrairement à tous les dérivés du marxisme, nous ne croyons pas, normalement, à l'inéluctabilité de la réalisation d'un paradis terrestre. Nous ne croyons absolument pas au Progrès compris comme progression irrépressible de l'humanité vers le Bon, le Beau, le Bien, qu'il advienne durant sa phase « capitaliste » (version libérale) ou après (version « communiste »). Si progrès – sans majuscule – il y a, il est le fait de la volonté ou plutôt du *désir des humains à le faire être*, et cela sera toujours provisoire, fragile, précaire. Le « développement » des pays, sur le modèle étrange du développement d'un organisme biologique[1], ne nous semble absolument pas une voie obligée pour l'humanité : il se trouve qu'elle l'est actuellement, mais ce n'était pas écrit. Les pays « arriérés » sur cette ligne unidimensionnelle à laquelle Cl. Levi-Strauss voyait le monde réduit nous sont donc parus comme renfermant des possibilités d'évolution *autres,* des points de départ potentiels d'une bifurcation dans l'histoire.

Beaucoup plus concrètement, ces pays non encore « développés » renferment encore, à nos yeux, des valeurs, des comportements, des mentalités disparues ici mais qui nous semblent capitales car n'appartenant pas à l'*ethos* de l'*Homo œconomicus* qui règne dans nos contrées. Je parle par exemple de tout ce qui a trait à la socialité, à l'hospitalité, à la convivialité, qui frappe souvent, encore, le voyageur occidental. Qui n'a jamais été accueilli dans une maison maghrébine – authentiquement maghrébine – peut difficilement se faire une idée de ce qu'est la *common decency*, sans doute commune en France il y a encore un siècle ou deux. Même chose pour tout ce qui est de l'enracinement, du sentiment d'appartenance à une communauté humaine concrète, une culture vivante, mais aussi à une terre (le « *bled* », c'est, finalement, le champ mitoyen à la maison), à un paysage, à un écosystème. C'est aussi cette simplicité d'une vie antérieure au déferlement de la société de consommation, cette sobriété de fait, tissée de pratiques élémentaires dans le rapport aux animaux, aux plantes, et aux objets, ce bon sens qui rend naturels des réflexes de réutilisation, de recyclage, de bricole, de débrouillardise… Voir un autochtone bricoler une voiture au milieu d'un erg mauritanien oblige immédiatement à reconsidérer tout le rapport occidental à la technique qui, pour le coup, est bien plus empreint de magico-religieux, paradoxalement.

### De l'échec des décolonisations…

Tout cela, dont il ne reste ici que des traces, a nourri chez les écologistes un espoir tiers-mondiste dans années 60-70, au moment des Indépendances. Cet espoir a

1 Relevé par C. Castoriadis dans « Réflexions sur le "développement" et la "rationalité" » [1977] dans *Domaines de l'homme* (Seuil 1986).

été bien souvent, *bien trop souvent*, pénétré de marxisme grossièrement décalqué et, pour cette raison, aveugle aux barbaries prétendument « socialistes » qu'ont été les régimes de Khadafi, d'Amin Dada, de Mobutu, etc. De ce point de vue, *de notre point de vue*, les décolonisations ont été un échec cuisant : les sociétés non-occidentales ne se sont extirpées du joug colonial que pour le reproduire avec des *spécimens* locaux, la plupart du temps avec bien plus de cruauté et d'arbitraire. Quel que soit le chemin choisi, le développement « à l'occidentale », précédé ou non de phases sanguinaires, s'est imposé partout, bien sûr avec plus ou moins de succès selon les continents et les cultures : il suffit de comparer le dynamisme sud-asiatique avec la stase africaine ou l'*exception islamique* dont parle H. Redissi. Cet échec des décolonisations à faire naître des sociétés qui auraient échappé au « développement » est explicable en quelques mots. À toutes les valeurs de type « décroissant » que j'ai énumérées, il faut bien évidemment en rajouter d'autres, que l'on a longtemps, à « Gauche » rechigné à voir : c'est bien entendu les multiples hétéronomies religieuses (chrétiennes, musulmanes, animistes…), le patriarcat gérontocratique, le familialisme (droit d'aînesse, etc.), le sexisme, bien entendu, la corruption, le clanisme, le régionalisme, le racisme ethno-religieux, bien sûr, et évidemment le contrôle social omniprésent. Et tout cela n'est pas juste juxtaposé au reste : il y a profonde imbrication, qui empêche l'émergence de véritables mécanismes capitalistes. Par exemple, ce que nous appelons népotisme de ce côté-ci de la Méditerranée, c'est de la solidarité de l'autre : impossible pour celui qui réussit de ne pas faire profiter par tous les moyens son entourage qui a effectivement participé à son ascension… *Échec des décolonisations*, donc, et dont l'immigration est le symptôme éclatant : on va chercher ailleurs la société que nous ne sommes pas parvenus à bâtir ici y compris, voire surtout, chez l'ancien colonisateur…

L'espoir placé dans l'immigration découle de ce bilan implicite du tiers-mondisme, avec le raisonnement sous-jacent qui voudrait qu'en se déplaçant en terres occidentales, l'immigré parviendra, cette fois, à faire le tri *dans l'imaginaire de sa culture d'origine* et *dans celui du pays d'accueil – le bon tri*, bien entendu, délaissant d'un côté tout ce qui entrave l'émancipation, réveillant ici de vieux réflexes enfouis qui permettraient de ré-humaniser nos sociétés (post-)industrielles et désocialisées. La réussite de ce pari dépend de nombreux facteurs, dont deux émergent immédiatement : les motivations au départ et l'état de la société d'arrivée.

Concernant les premiers, nous avons affaire à une nébuleuse à la fois confuse et relative aux cas particuliers. Peut-être peut-on en dégager trois grands axes : la recherche d'un état de droit (et d'une protection sociale et physique), la possibilité d'une ascension sociale (contrariée dans les sociétés à statuts) et l'accès à la société de consommation. Bien sûr, ces trois ensembles dépendent des individus et des contextes, mais ils s'impliquent aussi fortement. Comme on ne saurait négliger la

fascination extraordinaire qu'exerce la société de consommation, j'y reviendrai, le premier est souvent considéré comme un moyen du second, et le second comme un moyen du troisième… Quoi qu'il en soit, on émigre rarement pour décroître… Particulièrement dans un parcours qui part d'un pays « pauvre » pour atteindre un pays « riche », le passage d'une frontière équivaut à une promotion, au passage d'un niveau hiérarchique. C'est un moyen, pour beaucoup, de contourner les hiérarchies sociales en coiffant la classe immédiatement supérieure de son pays d'origine, c'est une revanche sociale qui sera augmentée par les souffrances ou du moins les inconforts de l'exil. Et aussi un moyen d'avoir accès aux produits des mécanismes capitalistes, la consommation, sans avoir à les développer ou les incarner, ou du moins de le croire.

Concernant l'état des sociétés d'arrivée, les choses sont plus claires, du moins concernant la France et, partant, l'Europe et même les terres occidentales (Europe, Amérique du Nord, ensemble australien) : l'immigré débarque dans une collectivité où, en première approche, tout est consacré, aimanté, déformé par les valeurs du consumérisme. Je fais miennes les expressions de C. Castoriadis qui évoquait il y a quarante ans le « délabrement de l'Occident » – je ne m'étends pas, je pense que vous partagez assez largement tout ce que je sous-entends ; la marchandisation de tout, l'insignifiance grandissante, la vie « privée » comme étalon absolu de l'épanouissement personnel, etc. S'il n'est pas lui-même motivé par le consumérisme, l'immigré a tôt fait de s'y convertir, sans toujours vouloir/ pouvoir se plier aux exigences de la production. Je ne citerai qu'à titre d'exemple l'expérience d'un ami sans-papiers algérien et diplômé ayant intégré une célèbre université rebelle du nord de Paris – que je ne citerai donc pas – qui régularisait à tour de bras afin de remplir des amphis vides. Lui qui jouait le jeu d'une formation universitaire française (synonyme de « sérieux » à ses yeux), certes peu lucrative mais ô combien passionnante (psychosociologie, ethnographie) s'est rapidement rendu compte de la nullité littéralement vertigineuse des cours dispensés et du système quasi tribal de délivrance des diplômes. Que pensez-vous qu'il arriva ? Il s'est mis, peu à peu, à fréquenter la communauté maghrébine de la ville – qu'il évitait jusqu'alors –, versant progressivement dans les petites bidouilles, les trafics plus ou moins interlopes et les fréquentations peu recommandables…

Parce que, et c'est là où mon exemple conduit, ce qui accueille l'immigré ici, et de plus en plus, ce n'est pas que la vacuité de l'Occident actuel, c'est également sa communauté d'origine, sa diaspora de rattachement, et d'autant plus si elle est à l'origine de sa venue. Et cet entourage, aussi bien intentionné soit-il, va jouer un rôle de contrôle social et bien souvent de camisole culturelle. Bien entendu, les choses sont très différentes, semble-t-il, selon qu'il s'agisse d'une communauté asiatique ou chilienne, mais bien souvent on assiste à une « néo-traditionnalisation » des com-

portements, une crispation identitaire, particulièrement visibles concernant les musulmans, en lien bien sûr avec la réislamisation du monde arabo-musulman depuis un demi-siècle. Et on voit en Europe s'importer des conflits extérieurs : Turcs contre Kurdes, Musulmans contre Juifs ou Chrétiens, Chiites contre Sunnites, Pakistanais contre Indiens, Tamouls contre Cinghalais, etc.

**… à l'échec de l'immigration**

On assiste donc à un échange culturel, effectivement, à un alliage trans-civilisationnel mais à travers une alliance des pires : du côté de l'Occident, consumérisme, surenchères technologiques, arrivisme, insignifiance et repli sur soi ; du côté de la culture d'origine, bigoterie, communautarisme, haines ethno-religieuses, ressentiment postcolonial, surenchère identitaire, etc. C'est le renforcement et la caricature des deux noyaux de l'imaginaire immigré : la réussite sociale et les valeurs traditionnelles, soit *exactement l'inverse* de l'espoir que l'on pouvait placer dans l'immigration. Tout cela est loin d'être abstrait : cela se voit tous les jours et quiconque a déjà voyagé est frappé par la différence entre la mentalité et les comportements immigrés ici et ceux des autochtones restés au pays – qui le constatent à leur tour lorsque les vacances arrivent. C'est cela, l'*échec de l'immigration* qui découle et prolonge, entérine l'échec des décolonisations.

**Une humanité nomade**

Ces processus, je l'ai dit, fragmentent les pays européens, leurs territoires et leurs institutions, et accélèrent encore cette mobilité tant vantée par les tenants de la « *start-up nation* ». C. Guilluy a très bien décrit les mouvements de *white flight* à la française, qui voient depuis des décennies les petites classes moyennes fuir progressivement la banlieue dans la « France périphérique ». Banlieues viables jusqu'il y a peu mais peu à peu submergées par des communautés ethno-religieuses *qui ne comptent plus faire société* avec les autochtones, qui en ont d'ailleurs, ou s'en donnent, de moins en moins les moyens, cercle vicieux que j'ai décrit, et s'enferment dans une auto-ségrégation, un séparatisme, voire une sécession, grosse à la fois d'insécurité culturelle pour tous et de partition du pays. Migrations en cascade, donc[1].

Ce qui se profile – ce n'est pas nouveau et l'immigration est une pièce centrale du puzzle –, c'est donc un déracinement généralisé, une humanité nomade à toutes les échelles (locale, régionale, nationale, internationale, continentale), un mouvement brownien qui fait éclater tous les cadres, culturels, symboliques, territoriaux, frontaliers, qui dessine un monde fractal, éclaté, déchiré, écartelé entre deux pôles : d'un côté la *world culture*, une homogénéisation mondiale des pensées et des comportements, structurée par la jouissance et l'angoisse, les deux mamelles du consu-

1 Voir « Les réfugiés de l'intérieur », brochure n° 25, *op. cit.*

mérisme ; de l'autre, en réaction, une sur-affirmation identitaire, un intégrisme culturel et/ou religieux, une offensive haineuse contre l'héritage humaniste, l'extrême droite musulmane en étant le fer de lance. L'écologie, là-dedans, vous le voyez, est bien peu de chose. Je ne parle pas du discours, de l'idéologie écologiste dont on nous rebat les oreilles et qui pourrait bien servir un jour à mettre tout le monde au pas lorsque la fête sera finie, mais bien de l'état de la planète.

**Bio- et socio-diversité**

À ce propos, permettez-moi d'aborder une chose dont il n'est jamais fait mention, et il me semble que c'est en plein dans notre propos : celle du lien entre la biodiversité et ce que certains appellent la *socio-diversité*. Vous savez comme moi qu'il n'existe aucune « nature » vierge et que pendant des millénaires, les milieux , les écosystèmes ont coévolué avec les sociétés humaines. La planète « idéale » telle qu'on se la représente encore, celle constituée de bocages, de terrasses, de steppes, de prés, de bois, de lacs, de vallées, d'oasis et de fleuves est une planète sinon entretenue, du moins grandement modelée directement ou indirectement par l'action humaine, à des degrés encore insoupçonnés, et inversement, les environnements ont forgé des types anthropologiques d'une incroyable diversité, qui disparaissent eux aussi. Je ne décris pas un « âge d'or » pré-industriel[1] – *Homo sapiens* n'a jamais été tendre avec son environnement, voir les grandes extinctions dès qu'il a posé le pied sur un espace encore vierge – je tente de décrire la complexité de ces relations entre les cultures humaines et leurs habitats bio-physiques. Pour rester en France : supprimez à l'instant toute présence humaine de Dunkerque à Perpignan, de Brest à Nice et de Strasbourg à Saint-Jean-de-Luz et attendez un ou deux siècles, à climat constant : vous n'avez plus qu'un climax constitué de forêts de feuillus, impénétrables, parsemées ça et là de quelques petites clairières ouvertes accidentellement par la foudre ou la chute d'un vieux tronc. C'est peut-être le rêve de certains d'entre vous, mais la biodiversité végétale comme animale va chuter considérablement… La biodiversité actuelle, contrairement à l'idée reçue d'une « bonne nature » molestée par une « méchante humanité », est loin d'être le résultat d'un phénomène « naturel » : elle résulte du modelage des paysages par d'innombrables sociétés traditionnelles à l'échelle de la planète. Vous comprenez bien que l'homogénéisation culturelle actuelle contribue considérablement, mais bien plus silencieusement que la pollution ou l'urbanisation, aux extinctions d'espèces.

Cela pose un problème politico-écologique, si j'ose dire, de première grandeur, dont je n'ai pas, pas plus que quiconque je crois, la solution : comment faire coexister un plus grand nombre de cultures humaines possible – cultures authentiques,

1 Cf. J. Diamond, « Cet âge d'or qui jamais n'exista », disponible sur notre site, chapitre 17 du livre *Le troisième chimpanzé : Essai sur l'évolution et l'avenir de l'animal humain* (Gallimard 2000, p 361-394).

j'entends, pas des zoos humains – sans en reconduire les hétéronomies précitées, mais sans non plus en altérer le noyau imaginaire sans lequel elles risquent l'écroulement ou la folklorisation ? Problème à la fois philosophique et anthropologique mais aussi pleinement écologique : à moins de vouloir une « nature » sous cloche artificiellement entretenue, ce qui n'a aucun sens, il faut vouloir des sociétés différentes, aux multiples pratiques de pêche, de chasse, de labour, de récolte ou d'élevage, mais aussi pratiques alimentaires, sanitaires, d'habitat, festives, sociales, etc. Mais nous ne pouvons vouloir le maintien de toute une autre série de pratiques, qui leur sont étroitement liées, comme la rigidité des rôles sociaux, le respect superstitieux des rites traditionnels, les croyances obscurantistes ou les rivalités ethniques… Questions énormes, auxquelles il ne servirait à rien de « trouver une solution » sur le papier : si jamais on y apporte une réponse satisfaisante, ce sont les gens, de partout, qui le feront. Dans tous les cas, vous voyez que l'immigration actuelle, sur ce point-là, n'est *absolument pas une réponse,* c'est même un problème : impossible de tisser des liens intimes avec un écosystème de quelque type que ce soit, dans le maelström migratoire contemporain.

### 3 – Une immigration écologique ?

Je voudrais consacrer cette dernière partie aux perspectives, essayer de dégager quelques éléments pour l'avenir et, peut-être, quelques lignes d'action concrètes, en me demandant si l'immigration peut être écologique et à quelles conditions.

Il faudrait savoir ce qu'il en a été des migrations des XIX$^{e}$ – XX$^{e}$ , qui étaient des migrations souvent individuelles, immigrations de travail, souvent ponctuelles, avec un début et une fin, qui débouchaient sur l'assimilation ou le renvoi au pays. Mais il me semble, je crois en avoir donné quelques éléments, que l'immigration actuelle *ne peut pas être écologique*[1]. Je parle de ces migrations d'un type nouveau – on parle d'ailleurs de plus en plus, et à raison, de « *migrants* » et plus d'immigrés, signe que quelque chose de fondamental a changé – migrations massives, collectives, continues, démographiques, de peuplement, communautaires, porteuses de ressentiment vindicatif voire carrément coloniales. Je ne vois pas comment elles pourraient être écologiques d'une quelconque façon et il me semble que le dire, c'est peut-être une des premières choses à faire. Une seconde serait peut-être aussi d'interpeller les premiers concernés qui, contrairement aux sentiments coloniaux persistants, ne sont ni des enfants, ni des idiots, ni des victimes, mais bien des adultes responsables qui mériteraient d'être considérés comme tels.

1 Cf. « La problématique des migrations sur une planète close et saturée », disponible sur notre site, chapitre 10 de Michel Sourrouille tiré du livre *Moins nombreux, plus heureux. L'urgence écologique de repenser la démographie*, coll. Dir. M. Sourrouille, Éd. Sang de la terre, 2014.

**Le cas des « réfugiés climatiques »**

C'est le moment, je crois, d'aborder le sujet si évident, et épineux, des « *réfugiés climatiques* ». Là encore, je ne vais pas apporter de vérités définitives, mais poser quelques jalons, étrangement absents des débats et pourtant si évidents.

D'abord une toute première chose : accueillir des « réfugiés climatiques » ne résout *absolument aucun problème écologique*. Ce n'est pas parce que vous ouvrez votre porte à des Bengalis chassés par la montée du niveau de la mer que celle-ci va redescendre, surtout s'ils adoptent le mode de vie d'ici – dans ce cas, vous aggravez même la situation : cercle vicieux. Bien sûr vous sauvez des vies, ce n'est pas la question : c'est ce qui fonde l'impératif de l'asile et personne ne le remet en cause. C'est une réponse humanitaire mais, *en rien*, écologique – ni politique, d'ailleurs. Je suis stupéfait, ceci dit en passant, par la résurgence d'un schème judéo-chrétien qui fait que l'humanitaire supplante toute réflexion et éclipse toute problématique politique ou écologique, devenues à peine pensables ou dicibles.

Deuxième chose : en lien avec ce que je disais en préliminaire, le statut de réfugié est aujourd'hui galvaudé comme jamais, et souvent par ces âmes si charitables qu'elles seraient prêtes à transférer ici tous les pays pauvres pour apaiser leur conscience tourmentée. On parle ainsi de « réfugiés économiques » pour qualifier les immigrés tels que je les ai décrits : dans ce cas, n'importe quel chômeur de longue durée en France, ou même les millions de précaires seraient en droit de demander l'asile aux USA… Y compris votre serviteur, qui n'a jamais gagné plus que le SMIC. C'est, au fond, un discours patronal : allez chercher l'emploi là où il est, flexibilité, etc. Quelques données brutes datant de 2017, mais je crois que les choses étaient similaires dans les deux années précédentes : les nationalités qui demandaient l'asile étaient, dans l'ordre, les Albanais, les Géorgiens, les Guinéens et les Ivoiriens… Celles qui obtenaient le plus l'asile étaient, comme de juste, les Soudanais, Irakiens, Syriens et Afghans. Soit 75 % de refus dans la même période. Autrement dit : la demande d'asile est quasiment une formalité rentrée dans les mœurs pour tous les candidats à l'immigration, Algériens y compris… Parallèlement, il peut souvent s'agir d'une *immigration différée*, par exemple lorsqu'on a vu des Syriens partir en Scandinavie *via* la Russie pour rejoindre la famille installée auparavant. Je ne parle pas des faux réfugiés, j'en ai connus et de très proches, qui obtiennent l'asile sur du baratin, ni des demandeurs d'asile qui, par exemple en Allemagne, défraient quotidiennement la chronique par des actes de barbarie inconcevables. C'est désagréable, mais il faut quand même se rappeler que des terroristes du 13 novembre étaient arrivés dans les cortèges de « réfugiés ». Ce sont des faits pénibles, mais les occulter ne fait que nourrir le mécontentement populaire, justifié,

en nourrissant la méfiance envers *tous* les étrangers ou leurs descendants et, bien plus grave, participe à la disparition *de facto* du statut de réfugié[1]. Là encore, l'enfer est pavé de bonnes intentions, et ce n'est pas un contexte très sain pour discuter des futurs « réfugiés climatiques »…

Troisième point : mis à part des cas indiscutables, comme les habitants des archipels qui vont être engloutis, la plupart des zones ou des populations « à risque » relèvent de réalités bien plus complexes. Certains ont comparé le tremblement de terre à Haïti en 2010, pays déjà ravagé, à celui du Sichuan, province développée de Chine, deux ans plus tôt : l'impact d'un phénomène aussi « objectif » demande à prendre en compte toute l'institution sociale « subjective » où il intervient ; les mesures prises pour le prévenir, la préparation des populations, l'efficacité des secours, le délai des réparations, etc. Un cas d'école, que je rapporte ici sous le contrôle de M. Garenne de l'IRD qui doit le connaître bien mieux que moi : le lac Tchad, en plein Sahel, à l'intersection du Tchad, du Niger, du Nigeria et du Cameroun. Il est au cœur d'un bassin hydraulique qui accueille aujourd'hui près de 30 millions de personnes, et son niveau baisse dramatiquement depuis des décennies sous l'impact du « réchauffement climatique », ce qui est sans doute incontestable. Mais son étiage subit également des variations historiques « naturelles », aujourd'hui contrariées par la pose non coordonnée de barrages alentour par les quatre pays et l'utilisation croissante d'eau d'irrigation en amont, notamment pour des raisons d'explosion démographique, dont les exposés précédents ont fait largement état, et le déboisement. Aux problèmes rencontrés par les pêcheurs et les agriculteurs ou bergers locaux se surajoutent donc les rivalités interétatiques et, à leur niveau, les rivalités intereth-niques, elles-mêmes entrelacées aux problèmes sanitaires (choléra, typhus) et à ceux posés par le banditisme qui entravent le commerce, alors même que les prix du pétrole en baisse crispent les pays qui en font leurs principaux revenus. L'aide internationale y injecte un argent salutaire, mais qui nourrit les circuits de corruption, de clientélisme, le tribalisme, les convoitises… Le lac Tchad, c'est également la zone de nuisance de la secte islamiste *Boko Haram*, qui se nourrit de la déliquescence générale. On parle donc géo-climat, certes, mais aussi, plus localement politique, économie, anthropologie, sociologie, histoire, religion[2]… Il semble inévitable qu'une partie de la population locale émigre dans l'avenir ; mais on voit que les réduire à des réfugiés climatiques n'est pas si simple et, au fond, *n'aide strictement personne à résoudre quoi que ce soit là-bas*[3]. Que des conflits se nourrissent d'éléments « na-

1 Voir par exemple « Contrôler davantage les flux migratoires » par H. Védrine, *Le Monde* 28.06.18 ou « Droit d'asile pour tous : comment on a aggravé la crise migratoire » par M. Tribalat, *Causeur*, 12.12.18.

2 Cf. par exemple *Crise et développement. La région du lac Tchad à l'épreuve de Boko Haram,* sous la direction de Géraud Magrin et Marc-Antoine Pérouse de Montclos, AFD, avril 2018.

3 Cf. par exemple les quelques réflexions en ce sens comme « *Changement climatique et conflits : attention*

turels » (la sécheresse au Moyen-Orient précédant les soulèvements arabes) est évident, mais ce sont bien des sociétés humaines qui *en font quelque chose* en fonction de toute leur complexité, qui leur est propre. Le cas des épidémies d'Ebola au Congo, déjà favorisées par des pratiques mortuaires traditionnelles mais où les équipes soignantes sont maintenant chassées voire tuées parce que soupçonnées d'empoisonner les gens, se passe de commentaires. Nous parlons là de politique au sens le plus profond du terme, qui inclut l'anthropologie.

Corollaire, et j'en finis sur ce point : au fond, si l'on veut vraiment préparer les populations aux changements radicaux et imprévisibles qui se profilent partout sur la planète, il faudrait plutôt s'atteler à former des sociétés fonctionnelles capables de s'adapter, comme beaucoup l'ont fait dans l'histoire. Dans le domaine agricole ou les habitudes alimentaires, l'urbanisme ou les transports, etc., il faudrait une certaine souplesse et, bien sûr, dans la pratique du pouvoir[1]. Je ne vais pas rentrer dans cette discussion, mais on retombe là encore sur la question de la démocratie et celle du « développement » de ces pays et les questions d'ingérence dans la conduite de leurs affaires. Pour finir, accueillir des « réfugiés climatiques » ne peut avoir de sens que si, d'abord, cela permet de changer profondément la situation locale, notamment par un allègement démographique[2] mais surtout par un changement de pratiques, qu'il s'agisse de la natalité, des techniques agricoles, de la consommation et du traitement de l'eau ou des déchets. Ensuite, il ne faut pas que cette migration ait un effet d'auto-entraînement tel que je l'ai décrit et, enfin, qu'elle soit, autant que possible, « de proximité » et provisoire, sinon on retombe dans les contradictions du déracinement déjà décrites.

## Quelques perspectives

Quelques points, en conclusion, pour essayer de tracer des perspectives pratiques.

D'abord et avant tout, rien ne peut réellement se faire sans l'affirmation, la réinvention d'un projet politique ici. Je parle d'un projet de société incarné par la population, pas des *blablas* des écuries partisanes, qui exigerait de se saisir de la totalité de l'institution sociale, ce que ne font pas, ou pas suffisamment à mon goût, les

*aux raccourcis simplistes »* de Alice Baillat et Lucile Maertens sur le site de *Reporterre* ou « Déconstruire le mythe des guerres climatiques, du Soudan à la Syrie » de Alaa Murabit et Luca Bûcken sur le site *L'Orient-Le Jour.*

1 Voir par exemple « Pourquoi certaines sociétés prennent-elles des décisions catastrophiques ? », disponible sur notre site, chapitre éponyme du livre de Jared Diamond, *Effondrement. Comment les sociétés décident de leur disparition ou de leur survie* (2005, Gallimard 2006).

2 Voir les excellentes études de l'association Démographie Responsable : « Notion de population soutenable et de population optimale ».

mouvements décroissants. Il y a vraiment à reprendre toutes les questions, en se dégageant radicalement des idéologies gauchisantes, sans angélisme ni paranoïa, notamment sur ce sujet de l'immigration, profondément enchevêtré avec les dimensions économiques et géopolitiques, notamment des matières premières extraites dans les sous-sols du tiers-monde, l'uranium n'étant pas des moindres… Mais la renaissance de la politique ici, que l'extraordinaire mouvement des Gilets Jaunes a peut-être – peut-être… – inauguré[1], a aussi un aspect bien plus immédiat : c'est l'affirmation d'une identité collective, non pas ethnique ou religieuse, mais *proprement politique* qui permettrait d'accompagner et d'exiger l'assimilation des nouveaux venus. Ce que je dis peut choquer, mais retournez le truc dans tous les sens : s'il n'y a pas d'assimilation, c'est la société d'archipel qui s'installe, une libanisation et, derrière, une logique d'empire aux antipodes de toute idée de collectivité solidaire et de démocratie[2]. Faire vivre une identité collective, donc, bien entendu sur une autre base que celle de la société de consommation, de l'opulence, qui fascine le monde entier. Les populismes actuels me semblent totalement aveugles sur cet aspect.

Deuxième point, il n'y a qu'à partir de là qu'un réel dialogue entre les cultures redeviendrait possible : il n'y a pas de dialogue dans ce cadre-là si vous ne savez pas ce que vous êtes, à quoi vous tenez, ce que vous voulez. Et je ne me paye pas de mots : l'humanité est en train de vivre peut-être la plus grande crise de son histoire et, c'est ma conviction profonde, l'Occident qui mène encore la barque *ne s'en sortira pas seul*. Il est allé bien trop loin dans l'auto-emballement, a perdu ce qui faisait sa sève, et doit impérativement renouer avec des logiques oubliées mais encore survivantes ailleurs. C'est un terrain extrêmement glissant, mais je pense que tout ce qui précède clarifie ce que j'entends par là : il y a à sauvegarder, plus que tout, les trésors de la modernité que sont la rationalité – pas le rationalisme ! – l'autonomie individuelle et collective, l'émancipation de l'individu et le principe d'une société démocratique faite de liberté et d'égalité, de laïcité, d'athéisme. Mais tout cela disparaît parce que le substrat social, infra-politique, s'est fortement érodé ; je parle là de toutes les valeurs que j'ai énumérées : le bon sens, la simplicité, la socialité, etc. Ce n'est qu'à partir de là que l'immigration pourrait devenir, ou *redevenir*, un élément servant les intérêts communs, ici et là-bas. Pour être plus concret et rester dans le sujet de mon intervention, quelqu'un comme Pierre Rhabi m'a semblé ouvrir une voie en ce sens. Il y a beaucoup de choses à lui reprocher[3], mais il a tenté, il me

1 Voir nos deux brochures *Le mouvement des Gilets jaunes*, décembre 2018 et mai 2019.

2 Voir notre brochure n° 23, *L'horizon impérial. Sociétés chaotiques et logique d'empire*, mars 2018.

3 Notamment un rejet confus de « la modernité », rendant poreuses ses initiatives aux logiques religieuses, notamment musulmanes, à travers « *cet incroyable prêchi-prêcha mystico-écologique baignant dans un magma de bons sentiments* » – pour reprendre l'expression de J.-P. Le Goff dans *Malaise dans la démocratie*

semble, un alliage de ce type, effectuant un tri entre les apports de la modernité et ceux de la tradition. Pointant dans la même direction, mais dans un autre domaine, tout le mouvement des ex-musulmans montre qu'un échange de ce type est encore possible, que la part émancipatrice de l'Occident n'est pas encore morte et que peuvent encore s'en saisir ceux qui veulent s'en donner les moyens.

Dernier point, bien plus concret. J'ai parlé tout à l'heure de l'exode rural : je pense que tout le monde ici est convaincu, s'il n'en est pas, de la nécessité de refaire vivre les campagnes – c'est le phénomène dit des « *néo-ruraux* ». Je sais que cela pose des problèmes, je ne vais pas les discuter ici, mais l'inversion de cet exode est pour nous tous, je crois, un horizon évident. Je pense qu'il devrait en être de même pour l'immigration et que le retour au pays doit devenir une norme. Comprenez-moi bien, il ne s'agit pas de se débarrasser des problèmes que poseraient les immigrés ici, mais bien de faire en sorte que ce qui est acquis ici – en espérant que cela soit le meilleur – puisse servir là-bas, et réciproquement. Et notamment faire tomber le fantasme du paradis occidental, de l'Eldorado européen, et cela ne peut se faire qu'en y mettant les pieds, se rendre compte du vide sur lequel débouche le consumérisme, de sa vanité, de sa vacuité, de sa nocivité. L'exemple de Madjiguène Cissé me semble assez parlant : porte-parole de l'occupation par des sans-papiers de l'église Saint-Bernard à Paris en 1996, elle a fini par retourner vivre au Sénégal, où elle a monté une coopérative de femmes, visant à faire vivre son pays, à y libérer la place des femmes et à retenir les candidats au départ à l'émigration[1]. Il y a beaucoup d'exemples de ce type, aidés ou non par des institutions officielles qui accompagnent ces retours[2]… Je pense aux propos de l'un deux, qui résume un peu l'idée : « *J'ai compris que ce que j'étais allé chercher en Europe, je l'avais déjà chez moi* »[3] – il avait besoin de voir la Terre Promise pour en prendre conscience… Tout cela est bien plus complexe, bien sûr, mais il me semble qu'il y a là quelque chose d'important pour concevoir une immigration qui ait un sens écologique, voire décroissant.

Renaissance d'un projet occidental, dialogue entre les cultures et retour volontaire des migrants : vous voyez que tout cela se répond, se tient ensemble, et demanderait une remise en cause radicale des mécanismes aujourd'hui à l'œuvre,

(Stock 2016), p. 225.

1 Voir également le cas du rappeur « *Fou Malade* » : « Afrique : moins émigrer pour mieux développer le continent ? » sur le site francetvinfo.fr.

2 Voir par exemple l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) et son *Aide au retour volontaire et à la réintégration* (ARVR) ou l'Office français de l'immigration et de l'intégration qui aide également au retour volontaire.

3 *Issa, de retour d'Espagne : "J'ai compris que ce que j'étais allé chercher en Europe, je l'avais déjà chez moi"* sur le site infomigrants.net.

qui semblent exactement contraires. Le plus grand obstacle est sans doute la dimension mythique qu'est la société de consommation, ici et surtout là-bas.

Il y a une anecdote que j'aime raconter pour faire comprendre ce qu'il en est : j'ai passé quelques mois en Afrique noire il y a une vingtaine d'années – dans ces régions aujourd'hui classées dangereuses par le Quai d'Orsay – et parmi les nombreuses discussions que j'avais avec les habitants des villes ou de brousse, beaucoup de questions me surprenaient. L'une d'elles était « *Dis-nous si c'est vrai qu'en France l'argent sort des murs ?* »… *(rires)* Vous voyez, c'est complètement mythique… Mais il avait raison : j'ai mis du temps à comprendre qu'il parlait des *distributeurs automatiques de billets*… On m'a demandé aussi si c'était vrai qu'on y marchait sur de l'argent… *(rires)* Mais il faut comprendre qu'à Ouagadougou – je ne sais pas ce qu'il en est aujourd'hui – on marchait sur la terre battue, cela leur apparaissait bizarre que l'on bitume un sol, ce qui demande travail, matériel, temps, argent, juste pour y poser les pieds…

Voilà, c'est ça l'image de l'Occident : un Paradis d'abondance illimitée, qui fonctionne comme une sorte d'attracteur universel faisant écho à toutes les grandes mythologies. Et c'est ça que les immigrés viennent chercher, essentiellement. C'est cela, *aussi*, que nous, écologistes et décroissants, voudrions faire disparaître. Et faire disparaître volontairement et graduellement, ce qui a peu de chances de se passer, malheureusement, mais dans ce cas, il va falloir craindre la colère des consommateurs frustrés qui verront s'évanouir un des grands pôles, sinon le principal, qui a orienté leurs existences.

**Lieux Communs**
**8 juin 2019**

# Enseigner… la catastrophe

*Propos recueillis le 11 mai 2018, texte mis en ligne sur notre site le 6 septembre 2018*

**Tu es enseignant de SVT. Pourrais-tu nous rappeler ce que c'est, pour ceux qui ont quitté l'école il y a longtemps ?…**

« SVT », c'est l'horrible acronyme de « Sciences de la Vie et de la Terre », autrefois les *Sciences Nat',* les « sciences naturelles ». Étymologiquement, cela désigne la biologie et la géologie, elles-mêmes sous-divisées en une multitude de disciplines : par exemple physiologie, écologie ou immunologie pour la première et sismologie, minéralogie, astronomie ou océanographie pour la seconde. Les « SVT », donc, regroupent un nombre extraordinaire de domaines plus ou moins liés ensemble et que l'on aborde au collège-lycée. Ça touche tout ce qui a trait à la psychologie animale, les phénomènes astronomiques, le sport ou le jardinage, la sexualité et la contraception, la nutrition, l'évolution du climat, la toxicomanie, la pollution, l'archéologie, etc. On aborde ça à différents niveaux, bien sûr.

**C'est énorme…**

Je crois que c'est sans équivalent dans les enseignements du secondaire. Et la difficulté est décuplée par le fait que tout cela doit être abordé sous trois angles : d'abord le savoir lui-même, l'état des connaissances actuelles, très complexes mais qu'il faut simplifier sans appauvrir, mais aussi, et peut-être surtout, la méthode scientifique, les méthodologies utilisées, la démarche rationnelle, hypothético-déductive, expérimentale. Et enfin, le parent pauvre malheureusement, l'histoire de la science, des sciences plutôt, donc la manière dont l'humanité a peu à peu élaboré cette chose littéralement extraordinaire qu'on appelle « la » science. Donc ce n'est pas simple de jongler entre les trois.

**…surtout dans une salle de classe…**

Et à cela se rajoute encore une interdisciplinarité de fait. Nous avons besoin des bases dans tous les autres enseignements. C'est évident pour les mathématiques et la physique, que l'on doit maîtriser et ce n'est pas réciproque, mais nous nous avons besoin d'un très bon niveau de langue française, autant pour la compréhension des énoncés, l'analyse des données que pour la rédaction, avec des raisonnements, un vocabulaire et une rigueur souvent assez subtils. Et on a besoin du grec et du latin, question étymologie. Même chose pour l'histoire-géographie, bien sûr, mais aussi pour le dessin : très tôt, on utilise et fait faire des tas de graphiques, de schémas, de dessins. Nous faisons du dessin d'observation, des croquis, des esquisses, dans la tradition de Buffon et de Linné. Mais ça, le dessin, ça a pratiquement disparu des enseignements… Ce n'est pas simple. Donc interdisciplinarité à la base, mais aussi dans les prolongements : quoi qu'on traite, dès qu'on discute un peu, on empiète inévitablement sur les autres disciplines.

Donc nous touchons vraiment à tout. C'était le fondement de mon choix d'études : la biologie était pour moi au croisement de tous les savoirs, au centre d'un *continuum* qui va de la logique pure, la mathématique, à l'imaginaire, les arts ou la psychanalyse, en

passant par la sociologie, par exemple, ou la technologie, pour l'aspect matériel des manips. Parce que je te rappelle qu'on fait des « TP », les célèbres et attendus travaux pratiques qui devraient être la colonne vertébrale de notre enseignement. En réalité c'est impossible au vu des multiples contraintes de temps, de programme, d'organisation… Ou d'infantilisation des gamins, parce que, là, d'un coup, on leur demande de s'auto-organiser, de réfléchir, d'imaginer, d'improviser, de mettre en pratique, de vraiment comprendre… Forcément, ils ne sont pas habitués, c'est le moins qu'on puisse dire…

**Et alors comment tu te débrouilles pour enseigner tout ça ?**

Mal, je crois… Je bricole… Mon principe numéro un, c'est celui de la médecine antique : *primum non nocere,* d'abord, ne pas nuire. C'est-à-dire ne pas dégoûter l'élève non seulement de la matière, mais du savoir en général, ne pas le décourager. Ça passe par essayer de ne pas assécher, et même d'accompagner la curiosité spontanée des gamins, leur soif de comprendre, d'apprendre, de se sentir de ce monde. Donc j'accorde beaucoup d'importance aux questions qu'ils posent. En fait, c'est même ça qui structure mes cours, essentiellement improvisés… Ça oblige à vraiment comprendre ce dont on parle et à aimer sa discipline, de la mettre à l'épreuve, de l'éprouver au contact de ce qui surgit là…

**Ça plaît à l'inspection académique ?**

Moyen… Les inspecteurs appellent ça des « *cours dialogués* », mais moi, j'exagère vraiment, je crois… À propos, il y a quelques années, j'avais rédigé un contre-rapport d'inspection suite au passage d'un *spécimen* du rectorat dans mes classes, ça va te donner une idée de mon approche :

*« J'ai eu l'honneur de contre-inspecter Mme X ce jour et vous transmets mon rapport sur son travail.*

*L'intéressée semble passer outre l'incompressible ingratitude de sa tâche et fait montre de bienveillance et de sollicitude. Exerçant ses fonctions avec bonne volonté et entrain, elle mérite de demeurer en poste et reçoit donc par la présente un avis favorable à son maintien et sa progression.*

*Cependant, sans doute imputables à une entrée récente dans la corporation, quelques points pourraient faire l'objet d'un effort particulier.*

*Ainsi, l'inévitable jargon ne semble pas toujours maîtrisé, et l'effet d'autorité s'en trouve alors passablement atténué : termes intrinsèquement incompréhensibles et tournures imbitables doivent être employés avec parcimonie et assurance, sans maladresses visibles ni gêne apparente, quelle qu'en soit l'insignifiance.*

*De même, la candidate a bien su affirmer la priorité donnée à l'enseignement au formatage des éléments performants destinés aux industries des grandes écoles, ainsi que réfuter les rêveries visant à former des êtres curieux, des citoyens lucides et des personnes joyeuses, mais il importe de ne pas rendre trop évidente l'implicite finalité autoréférentielle du système scolaire contemporain.*

*D'une manière générale, si les remarques et critiques de l'inspectrice tendaient à être justes, une trop grande négligence de la réalité pouvait les rendre sujets à caution : c'est ainsi que la lecture de cahiers d'élèves ou l'évaluation du travail déjà effectué ont pu souffrir de grossières approximations, voire de légèreté.*

*Enfin, semblent avoir été gravement sous-estimés tous les efforts fournis in extremis par le professeur afin de présenter à temps les ineptes documents demandés et afficher en temps et en heure une apparence sereine et avenante.*

*Fait pour valoir à qui de droit, et pour remercier toutes les personnes qui l'ont rendu possible. »*

La dernière phrase, c'était pour les collègues qui m'avaient filé tous leurs documents de travail, histoire que j'aie quelque chose à présenter…

**Effectivement, ça donne le ton…**

En fait, j'ai une approche décalée comparé à beaucoup d'autres profs parce que j'ai toujours bossé avec des gamins dans l'animation, et je me suis nourri de pas mal d'expériences en psychosociologie, en théâtre de rue, en analyse… Et je n'ai jamais été vraiment bon élève… Donc mon regard est d'abord collectif et je marche à l'enthousiasme avec les enfants… C'est d'ailleurs un point positif qui ressort systématiquement des bilans réguliers que je fais avec eux : « *On sent que vous adorez votre matière ! Alors ça nous intéresse, aussi, forcément.* ». Voilà : ils pensent vraiment que je suis passionné par ce que j'enseigne…

**Ce n'est pas le cas, tu n'es pas passionné ?**

Oui et non… C'est compliqué… En tout cas pas tout le temps, évidemment, même si l'improvisation permanente me contraint à parler de ce qui me tient à cœur… Mais dans tous les cas, c'est aussi de la représentation théâtrale : c'est pour moi une marque de respect pour eux. De toute façon, tu transmets le rapport que tu montres avec ta discipline : si c'est un simple gagne-pain sans réelle signification, ils le sentent immédiatement. Quand tu te fais chier, tu fais chier, pour le dire clairement, il suffit d'avoir été élève une seule fois dans sa vie… Bref moi mon style, je m'en rends compte, c'est improvisation et enthousiasme. Et bonne humeur, quand même.

**C'est pas un peu « démago », ça ?…**

C'est pas tout à fait ma réputation… Non, non, je ne suis pas du tout dans le prof-clown ou le jeu permanent, l'apprentissage par le divertissement ou le prof-copain. Le savoir est une violence, de toute manière, c'est une remise en cause des allant-de-soi, des évidences familiales ou personnelles, de l'opinion générale, des petites mythologies personnelles, des croyances infantiles, etc. Et ça toute la vie… Donc il y a un arrachement inévitable, qu'il n'y a pas besoin de surestimer mais qu'il faut assumer. Donc en parallèle, je suis très intransigeant quant à l'acquisition des connaissances, la compréhension, la réflexion, la rigueur. Ça fait des moyennes vraiment moyennes… Là-dessus je ne cède pas à la tendance générale qui est à la démission… Ça paraît contradictoire, ça désar-

çonne un enfant qui débarque de primaire, ou ses parents, mais, je crois qu'ils s'y font, finalement. Bon, j'ai dû revoir mes exigences à la baisse : si je comptais l'orthographe dans mes copies, ce que je m'étais juré de faire en commençant, les notes seraient lamentables et ce serait bien injuste… En général, je trouve étonnant le conformisme des profs alors qu'ils jouissent d'une liberté extraordinaire dans leur travail. La pédagogie ne les intéresse pas, en fait…

**Et toi, tu te réclames d'une pédagogie particulière ?**

Il n'y a plus de pédagogie… Pour moi tout s'est arrêté avec la pédagogie institutionnelle, qui a été digérée faute de combattants par la bureaucratie de « l'Éducation nationale », qui n'est plus vraiment une éducation et plus vraiment nationale… Dans ce domaine, certains redécouvrent l'eau chaude régulièrement, en réalité c'est le piétinement. Donc je ne fais que bricoler avec ce que j'ai vu et là d'où je viens, sans aucune prétention, mais je suis un peu un corps étranger dans le milieu enseignant, puisque je ne suis jamais passé par un IUFM… Je ne m'interdis rien, ni le cours magistral ni les métiers à la Freinet, ni le travail en groupe, ni la sanction, et quant aux notes, n'étant pas titulaire, je ne suis pas en positon de les abandonner en faisant un travail de fond. J'essaie de ne pas lâcher le savoir et ses exigences, ce que l'on fait facilement, mais sans perdre de vue là où en sont les gamins, leurs petites vies et ce que leur époque fait d'eux… En fait mon attitude est surtout une réaction spontanée au cadre, aussi, à ces journées fatigantes pour les gamins, routinières, ennuyeuses, souvent, saucissonnées, cloisonnées bref abêtissantes pour beaucoup, malgré, ou à cause, ou en plus de la démagogie générale justement... Au début d'un cours, j'essaie de prendre le pouls de la classe, histoire de savoir ce qui se passe : ils sortent d'une interro de math horrible ou sont épuisés par la piscine, ont besoin de rigoler après le cours de M. Terreur, angoissent à partir d'une histoire de vol, etc. Ça m'arrive quelques fois de consacrer l'heure entière à discuter de ce qui leur arrive, y compris de l'actualité lorsqu'elle nous saute à la gueule… Les tire-au-flanc sont ravis, mais les autres te disent merci, vraiment, à la fin, et ils te le rendront, de toute façon. Au fond, ils n'ont que rarement l'occasion de discuter avec un adulte, de cette façon. J'entends souvent : « *En fait, c'est vous notre prof principal* ». En réalité, comme je fais souvent des remplacements, je ne le suis jamais… et tant mieux. Enfin voilà, je me dépêtre comme je peux avec tout ça…

**Et puis les SVT sont souvent appréciées par les élèves en général... Et les histoires qui se transmettent comme la fameuse dissection de la grenouille ou l'éducation sexuelle…**

Oui, c'est très drôle, c'est ce dont parlent les petits 6e en arrivant au collège, mi-ravis, mi-dégoûtés, en poussant des petits cris de musaraigne… Sur la dissection, j'ai toujours été fondamentalement contre et pour les mêmes raisons éthiques évidentes que pour l'expérimentation animale. Et la pratiquer n'a jamais rien eu d'appétissant en ce qui me concerne. Tu ne me croiras pas, mais j'ai radicalement changé d'avis à force de devoir faire face aux réticences des parents… Je te cite un courrier où nous répondions avec une collègue à une mère outragée :

*« Bonjour madame,*

*Merci de votre message interrogateur sur la pratique de la dissection à [l'établissement X], qui nous concerne en premier lieu en tant que professeurs de SVT. La dissection fait partie de ces pratiques facilement décriées, et que nous avons pu, en tant que collégiens, lycéens ou étudiants, contester. Et sa mise en œuvre régulière en classe n'est pas toujours des plus ragoûtantes, croyez-le.*

*Et pourtant…*

*«* Exercice barbare *», dites-vous ? Vous noterez que la véritable barbarie qui déferle à nouveau sur notre pauvre humanité a peu à voir avec le maniement scolaire du scalpel. Aucun lien ? Pas si sûr…*

*Nous nous réclamons d'un enseignement humaniste, c'est-à-dire encyclopédique où l'élève, garçon ou fille, doit sortir du collège avec un bagage intellectuel minimum lui permettant d'appréhender tous les domaines de son existence et toutes les dimensions de sa société.*

*Il nous semble que la connaissance concrète des corps et des organes, des viscères et des sécrétions fait partie intégrante de la culture de l' « honnête homme », au même titre que l'accord du participe passé, la chanson de geste, la route de la soie, le théorème des cercles inscrits, le crochet du gauche ou la gamme pentatonique.*

*«* Dégoûter les enfants *» ? Tant mieux ! Rien de pire, croyons-nous que des chirurgiens ou des vétérinaires attirés par le prestige de la profession et découvrant, trop tard, que le tripotage d'entrailles les révulse… Plus sérieusement, beaucoup d'élèves (des filles, curieusement) s'y révèlent de véritables artistes, et plus nombreux encore en redemandent – sadisme infantile peut-être, mais qu'on aurait tort de dénier. Quant aux véritables dégoûtés, rares, ils n'ont jamais été forcés ni sanctionnés chez nous ; nous ne jouissons ni à traumatiser (outre mesure) ni à nettoyer le vomi…*

*Plus fondamentalement, nous avons en charge d'enseigner la science. C'est-à-dire non pas, surtout pas, d'être crus sur parole, mais de transmettre une manière singulière d'appréhender le réel, que nous appelons : preuve scientifique. Le réel, ce ne sont pas des schémas, des explications, des maquettes ou des animations, mais bien les veines, les sucs, les tendons, les cartilages et les os qui nous constituent et soutiennent nos existences sublunaires que nous voudrions si éthérées, si propres, si rationnelles. Le temps passant, l'humilité nous rattrape… Et la médecine.*

*Il est d'ailleurs facile de constater que l'obscurantisme barbare passé et présent fait l'économie passionnée de ce type de démarches dites hypothético-déductives – et n'en répand paradoxalement pas moins de sang…*

*Il nous semble, pour finir, que les avantages, peut-être abstraits et lointains ou même incertains, de la dissection animale l'emportent sur la question du sacrifice de vies qu'il peut exiger (rarement au collège : nous récupérons les cœurs des moutons que vous mangez). Et sur ce terrain, les expérimentations animales systématiques que nécessite la mise au point des cosmétiques les plus courants hors Europe (et que dire du lobby phar-*

*maceutique ?) nous révoltent autrement, pour ne pas évoquer le seul mode de vie hypertechnologisé qui est le nôtre et qui impose la disparition d'une espèce tous les quarts d'heure à la surface de la planète.*

*En restant à votre disposition, puisque le débat ne saurait être clos par ces quelques lignes.*

*Très cordialement »*

Malheureusement, la législation devient de plus en plus contraignante et je pense que la bien-pensance va finir par supprimer ce genre d'exercice, mutilant plus encore la formation des jeunes. Bientôt ce seront les « tablettes » numériques, puis la réalité virtuelle… C'est inconséquent de plusieurs points de vue : on veut le résultat, par exemple les antibiotiques, ou un vrai enseignement pratique, mais pas les moyens pour les obtenir… C'est un mouvement général de *consommateurs*. Ça me rappelle le discours martial des « décolonisateurs » contemporains, notamment tenus par ceux qui viennent jusqu'en France se faire « décoloniser » : rendez les vaccins, l'électricité et l'*habeas corpus*, et on en reparlera… D'une manière générale, l'enseignement m'a un peu réconcilié avec la science.

**Et l'éducation sexuelle, ça doit être aussi sensible ?**

Ça dépend d'abord des élèves : en ZEP, ce n'est pas dans les établissements plus normaux, effectivement... Chaque prof aborde la chose comme il peut, mais exerçant généralement en climat encore tempéré, j'avoue que je l'attends presque autant qu'eux.

Ça commence là, lorsqu'ils apprennent que le sexe des plantes, c'est la fleur – « *Alors pourquoi qu'elle sent bon ?* » s'était écriée une gamine avant de réaliser en plongeant son visage dans ses mains… Ou que l'on mange des embryons (les graines) ou des ovules (des poules)…

Lorsqu'on aborde *Homo sapiens*, en gros, ma posture est de surjouer théâtralement le scientifique froid et distant, un peu à la D. Morris dans *Le singe nu*. Ça donne une idée, même caricaturale, de l'objectivité de la science, ça permet d'aborder toutes les questions et surtout de bien rire… Bon auparavant, c'est vrai que je mets en place une discipline draconienne, avec entrevue avec les parents au moindre écart de langage, histoire qu'ils sentent qu'il y a une vraie liberté de parole, sans moqueries, et une ambiance détendue – même s'il n'y a que moi qui ait droit de faire des blagues – là, j'évite l'impro sans filet…

En fait les élèves sont surtout excités de savoir si le prof va « en parler », vraiment, ou s'il va se débiner. Donc dès le début, je leur résume le chapitre avec tout le vocabulaire adéquat : testicule, utérus, clitoris, gland, éjaculation, grandes et petites lèvres, vulve, pénis, ovaire, coït, etc. S'il y a des petits gloussements, je leur fais répéter le terme histoire que, en bons scientifiques, ils comprennent que le mot vagin ne mouille pas. C'est de l'aseptie en fait. Et ils sont rassurés : je ne vais pas tricher.

**Beaucoup de profs trichent, à ce moment-là…**

Je n'ai pas à juger ceux qui travaillent avec des « classes difficiles », il y a des contextes, j'y suis passé, où il n'est pas possible de faire grand-chose… Mais pour les autres, il y en a beaucoup, c'est effectivement assez pitoyable. Parce qu'il y a de l'enjeu ! D'accord, ce n'est pas un cours qui va régler leurs problèmes intimes, épanouir leur sexualité ou leur éviter les déboires d'une mauvaise contraception, mais par contre des mots mal placés, une ambiance malsaine, des moqueries ou un évitement des questions en pleine puberté peuvent faire du mal pour longtemps… aussi bien dans ce domaine que relativement à l'image de l'adulte, du savoir, du corps… Quant à ceux qui cachent leur lâcheté derrière l'éloge de la « saine ignorance », craignant qu'on dissipe le « mystère » que devraient rester ces questions de zizis, ils doivent avoir une sexualité bien triviale depuis qu'ils ont été initiés…

Bref, après tout ça, on peut attaquer… Je me permets d'aborder le rapport sexuel lui-même, honteusement absent de tous les manuels scolaires : on passe, dans l'épaisseur d'une page, de la sécrétion des cellules sexuelles à la fécondation puis la grossesse… Et difficile de trouver un bon schéma de pénétration, même sur internet… Sachant que les vidéos porno circulent partout, c'est vraiment une drôle de pudibonderie ! J'aborde peu la *sexualité* en elle-même au collège, seulement le *sexe*, d'un point de vue purement biologique, c'est-à-dire la reproduction, même si les questions m'y contraignent évidemment, mais alors de manière *soft* et très prudente, je n'ai jamais éprouvé aucune envie malsaine de choquer. Au lycée, c'est différent, au programme, et plus direct, forcément.

Alors je ne sais pas si ça marche, mais les élèves sortent rarement mécontents. Quand une gamine de 14 ans viens te voir à la fin du cours pour te demander le plus naturellement du monde si vraiment avaler du sperme ce n'est pas dangereux pour la santé (« *Vous êtes sûr, monsieur* ? »…), bon, c'est que le trouble a changé de camp…

Plus généralement, et pour finir, c'est un chapitre que je trouve important parce qu'il permet aussi de déplacer et de verbaliser l'érotisme inévitable et diffus qui règne dans une classe d'adolescents, et notamment l'ambiguïté qui se fixe sur le ou la prof, d'autant plus s'il se prend fréquemment comme objet d'étude, comme je le fais… Ça dédramatise et ça établit des rapports plus clairs.

**Il y a de l'érotisme dans tes classes ?!**

Si tu connais un endroit ou un groupe où il n'y en a pas, ça m'intéresse… Je vais dire des banalités, mais elles sont de plus en plus scandaleuses… Le mode de transmission des savoirs, l'institution scolaire, le dispositif « classe » sont faits pour éveiller les pulsions des élèves et des éducateurs, et qu'ils tissent un lien affectif, amoureux, érotique, sexué… Et, évidemment, ne passent pas à l'acte. Le boulot de l'adulte, c'est d'orienter cette libido, cette séduction, cette envie, cette « envie de savoir », de « le faire », vers la connaissance, vers la société. La sublimation est une arnaque à la base de l'humanisation… C'est la base de la pédagogie, mais apparemment les profs ne sont pas au courant, ils sont tellement heureux de croire que les enfants les aiment vraiment et les

aiment, *eux*, pour ce qu'ils sont et non pour la place qu'ils occupent… Ou à l'inverse, ils pensent qu'il leur suffit d'apparaître pour être écoutés… C'est une alchimie subtile en fait : il faut que tu arrives à occuper ce lieu où tu réponds à ce qu'ils désirent mais d'où tu peux exister, toi, pour parvenir à transmettre, à faire passer. Ça rate quelques fois en ce qui me concerne… Alors il faut comprendre pourquoi. Pas facile… Beaucoup de collègues n'ont que très peu de recul sur ce qu'ils ressentent, éprouvent, fantasment vis-à-vis de leurs élèves… Rien que les expressions scolaires sont d'une extraordinaire ambiguïté : « *Tu les prends à quelle heure, tes secondes ?* » ; « *Travaille tes annales !* » ; « *C'est trop dur, monsieur, ça rentre pas…* » ; « *Tu passes à l'oral ?* »…

**Tu parlais des programmes, qu'en penses-tu ? Tu les respectes toujours ?**

Alors sur la question sexuelle, les dernières réformes l'introduisent, si j'ose dire, dès la 6e, alors qu'auparavant il n'en était question qu'en 4e, puis en 1re. Là c'est délicat… En théorie, c'est très bien, mais on est au cœur d'un problème : les gamins sont sexualisés de plus en plus tôt, par la publicité, la pornographie, la dégradation de la société, et en même temps restent infantiles plus longtemps… Au fil des siècles, on a vu l'apparition de l'adolescence, puis son extension au-delà de 18 ans, et on parle aujourd'hui, à raison, de post-adolescence, d'*adulescent,* jusqu'à 30 ans… Bref, il y a là une vraie contradiction, qui se rajoute au fait que des populations d'origines très différentes et aux degrés de maturation corporelle et affective très disparates, sans même parler des cultures religieuses… Pas simple, donc.

Sur le respect des programmes, bon… Lorsqu'il y a des examens de fin d'année, c'est dur de s'émanciper, mais on y arrive toujours. Plus globalement, ne voyant pas trop comment co-construire avec les élèves une année cohérente, avec seulement une heure, une heure et demie par semaine, corseté par l'institution… Et d'autant plus quand je fais des remplacements ponctuels, alors que lorsque j'ai une année devant moi, ou mieux, que je suis une cohorte sur plusieurs années, j'ai quand même les mains libres. Je m'en sers essentiellement comme d'un fil conducteur…

**Et ils n'ont pas trop de lacunes d'une année sur l'autre ?**

Ils en ont de toute façon, même si le programme est « bouclé » : ils ont vu toutes les notions, mais ne les comprennent pas, même s'ils savent faire les exercices sur le coup, ils sont incapables de mettre en lien, de réfléchir dessus, et encore moins d'en comprendre le sens plus général… Au fond, c'est ce que veulent les inspecteurs : ils ont « entendu » telle notion… Tout compte fait, mes élèves ne semblent pas en avoir plus que ceux des collègues obnubilés par le fameux « bouclage des programmes »… Je prétends, peut-être à tort, préférer un gamin en retard mais curieux et intéressé, plutôt qu'un petit bachoteur qui ne comprend pas vraiment ce dont il parle et que, logiquement, l'été a réinitialisé…

Bon, sur le contenu des programmes en eux-mêmes, je n'ai rien contre le principe ni contre le contenu actuel… Je ne sais pas trop, ce serait une vraie réflexion à mener… Par exemple, c'est dommage que la notion de néoténie soit totalement absente de la for-

mation, université comprise, elle est juste abordée sans la nommer, en terminale. Moi, je l'aborde très tôt, lorsqu'on parle de la conception intra-utérine ou de l'histoire de l'hominisation : ça passionne les gamins, qui sont obsédés, comme on l'est à leur âge, par la singularité de l'espèce humaine. Parler de néoténie, donc en clair de l'inachèvement biologique de l'humain, c'est pourtant extraordinairement éclairant, à tous niveaux.

Par ailleurs, sur la question du racisme, on nage en pleine bien-pensance, c'est vraiment affligeant. Là aussi, l'objectivité scientifique est mise de côté : on réfute le racisme en faisant disparaître les races, alors que l'on sait très bien que de multiples et réelles différences biologiques existent entre les populations, héréditaires, génétiques ou acquises. On confond différences et hiérarchisation. La vraie question est : celles-ci portent-elles à conséquence politiquement ? C'est un déni malsain, parce que ça laisse l'analyse scientifique à l'extrême droite, mais surtout ça fait reposer l'antiracisme sur un postulat scientifique, qui de surcroît est faux…

Une autre grosse lacune, c'est l'histoire des sciences, j'en ai parlé, sans parler de la philosophie des sciences, ou ce qu'on appelle l'ethno-science. Ça, ça va rentrer, peu à peu, *via* le relativisme : on va raconter que toutes les civilisations se valent et que la science n'a pas de couleur, tout le monde il est beau, tout le monde il est gentil. Dans l'histoire, c'était plutôt un florilège de superstitions, de croyances, de bigoterie, d'enfermement mental, aussi belles soient les mythologies. Alors, c'est vrai qu'il y a une sorte de cumulation approximative entre les grandes civilisations, mais sans aucun progrès linéaire, et selon des modalités différentes, notamment pratiques. Par exemple, on croit « s'ouvrir à l'Altérité » en évoquant l'équivalent du théorème dit « de Pythagore » chez les Chinois ou les Égyptiens, qui connaissaient bien avant ces rapports, évidemment, et les utilisaient couramment, mais c'est simplement ne rien comprendre aux mathématiques. Les Grecs, et eux seuls de ce que l'on sait, ont montré la validité du théorème pour toutes les variables : ça s'appelle une *démonstration* et c'est la naissance des mathématiques, ici et pas ailleurs.

**Tu défends la science occidentale, donc.**

Oui et non, puisque, plus globalement, les programmes et les manuels restent dans une idéologie très « machinique » du vivant, très logique, mathématisable. Exemple typique : la machinerie cellulaire, l'ADN comme code informatique, l'organisme comme automate, l'écosystème comme système ou comme « service », l'évolution comme processus rationnalisable, etc. Ça, ça craque de partout, Edgar Morin avait déblayé tout ça il y a quarante ans et aujourd'hui A. Pichot fait un travail remarquable… À une autre échelle, par exemple les aspects psychosomatiques, l'efficacité du placebo par exemple, sont complètement éludés… Ok, on ne sait pas grand-chose, et il faut bien commencer par quelque part, mais justement on pourrait aussi dire : on ne sait pas. Ça manque, ça, montrer les limites des connaissances, leurs incohérences, les zones d'ombre, la notion de savoir scientifique comme ensemble de vérités en sursis, ce qui est en passe d'être pulvérisé et ce qu'il faudrait vérifier, etc. Couramment, je réponds à leurs questions « *je ne sais pas* » ou « *d'après ce que je sais, la science ne sait pas* », « *on est en train de*

*chercher* », etc. On me dit qu'ils sont trop jeunes : ce n'est pas vrai. Après, il ne faut pas s'étonner de les voir gagnés par les pseudosciences, le complotisme, les sectes ou l'islamisme, etc. Conneries mises à part (et il y en a !), il faut reconnaître les vrais « phénomènes inexpliqués » : c'est bien en se penchant dessus qu'on les explique, non ? On part d'un faux partage : la science et ses limites, et, au-delà, les croyances seraient permises. En fait, admettre son ignorance, c'est encore de la science, et c'est peut-être même *là* qu'on reconnaît un véritable esprit scientifique. Alors que la croyance est partout, a réponse à tout, imbibe souterrainement tous les savoirs, y compris scientifiques lorsqu'ils se font idéologie…

**C'est quand même pas facile d'expliquer ça au niveau du secondaire…**

D'accord, mais c'est trop facile de se débiner aussi… Par exemple, les profs de physique m'engueulent lorsque je réponds aux questions des gamins sur la physique quantique ou la matière noire : « *Ça va les embrouiller !* ». Ce n'est pas vrai : ils font très bien la part des choses et ont le sentiment extraordinaire de participer à l'aventure scientifique. Bien sûr il faut rester extrêmement prudent, rester rigoureux et ne pas jouer avec l'angoisse ou la confusion… Et là encore, ça dépend du public, il faut sentir ce qu'il est possible de faire. Mais, enfin, ils rencontrent quelqu'un qui leur dit que les adultes et leurs savoirs ne sont pas tout-puissants : ils l'avaient remarqué depuis un bon bout de temps, hein !… Et là tu détruis le principe même de savoir total, absolu : tu les fais rentrer dans le monde adulte.

Mais là ce n'est pas les programmes que je critique, c'est ce qui circule dans la société, l'état des connaissances, de la science telle qu'elle se fait ou l'idéologie ambiante… Pour le reste, on est évidemment dans le mythe du « développement durable » et des « solutions » magiques aux catastrophes dites « écologiques »…

**Avant ça : tu disais que ta matière était difficile à enseigner, mais d'après toi ce n'est pas le fond des programmes qui est en cause ?**

Non parce que derrière les raisons intrinsèques à ma discipline, il y a le contexte plus général. L'étendue des savoirs humains, et particulièrement scientifiques, est devenue quasiment infinie, en tout cas inassimilable pour un seul individu. Que faut-il transmettre, dans tout ça, à la génération qui vient ? Comment opérer le tri, et sur quels critères ? C'est soluble au niveau collège, où l'ambition, je l'apprends aux élèves, personne ne semble le leur avoir dit, est de former une solide petite culture *encyclopédique*. Ce sont les humanités, la « culture de l'honnête homme », malheureusement tombée en désuétude. A 15 ans, l'individu doit pouvoir comprendre la totalité de ce dont il sera question au cours de sa vie, devant un médecin, un concert de musique classique, un soulèvement populaire ou une aurore boréale. Je leur parle de mon père, qui m'a donné le goût du savoir et de la science, mécano à 14 ans, et qui a écrit des poèmes, peint des aquarelles, a fait du parachutisme, me traçait le graphique de ma température lorsque j'étais malade, me dessinait la chasse au mammouth dans la banlieue de Clermont-Ferrand il y 40 000 ans ou l'atterrissage d'une sonde spatiale sur Jupiter… Bref, la difficulté de l'enseignement est d'abord due aux connaissances aujourd'hui pléthoriques accumu-

lées par l'humanité depuis trois ou quatre siècles. Et cela renvoie à l'état même du savoir contemporain, à la fois foisonnant et cloisonné, sans vue d'ensemble, en pleine crise interne. Comment, et quoi, et même à qui transmettre dans ces conditions ? Et ensuite, c'est le deuxième point mais qui est lié, c'est l'effondrement du modèle occidental, qui se traduit très concrètement dans l'enseignement par la baisse du niveau global. Et troisièmement, ça en découle, la confusion dans laquelle nous baignons, l'incertitude sur le devenir des sociétés, voire de l'espèce humaine elle-même. Donc tout ça se retrouve en classe, à différents niveaux, selon diverses modalités, avec ces couches qui se superposent. Freud disait que l'éducation était un métier impossible, il n'avait encore rien vu !

**On va revenir sur tout ça, mais comme tu parles de la célèbre « baisse du niveau », il faut que je te relance dessus… Pour toi, c'est une réalité…**

D'abord c'est difficile à évaluer concrètement de mon seul point de vue, par manque d'éléments de comparaison puisque je n'enseigne régulièrement que depuis dix ans et dans des milieux très différents, public / privé, collège / lycée, zones REP / beaux quartiers… Bon, il y a des choses qui sautent aux yeux partout : par exemple, il y a des confusions orthographiques inédites dans les copies, comme confondre un verbe et un nom : « *ils manges* » ou « *les coléoptèrent* ». Ensuite en termes d'expression, de niveau de langue, de constructions de phrases, c'est souvent assez mauvais et j'ai l'impression que ça empire : en corrigeant une épreuve scientifique de 1re littéraire ou économique et social, j'avais l'impression que les trois quarts des élèves étaient non-francophones de naissance, ce qui était peu probable vu la provenance des copies…

Ensuite sur le fond, il suffit de comparer les manuels d'il y a vingt, quarante ou soixante ans pour voir la dégradation. C'est comme pour le journal « *Le Monde* » : de moins en moins de texte, de plus en plus d'images, de moins en moins d'information, de plus en plus d'idéologie… Honnêtement, on se rapproche de la bande dessinée. Concrètement : l'anatomie de l'œil qui était autrefois enseignée au collège, on l'apprend maintenant en troisième année d'université et je ne suis pas sûr du tout que ça soit compensé. Et puis, en tant que correcteur, on te demande vraiment n'importe quoi : au bac un sujet sur la « tectonique des plaques » d'il y a trois-quatre ans, par exemple, pouvait être réussi par un bon élève de 4e (c'est au programme), *modulo* trois ou quatre mots de vocabulaire soit une ou deux heures de plus…

**Comment expliquer une telle régression ?**

C'était une hérésie il y a quinze ou vingt ans, mais aujourd'hui, c'est quand même bien balisé… Par contre, un aspect qui commence seulement à être abordé, c'est la technologie : l'omniprésence des écrans, une culture de l'image, de l'immédiateté, de la facilité, l'omniprésence d'internet : si le savoir est à portée d'un clic, au fond pourquoi l'acquérir ? Les smartphones sont investis comme se substituant au cerveau pour toutes les fonctions de mémorisation, de formulation, de réflexion, d'introspection, etc. En géologie, les points cardinaux, l'évaluation des distances posent problème. J'ai la moitié de la classe qui se plante ou qui passe 30 mn dessus si je donne un calcul de base à faire en interro, toujours sans calculatrice chez moi – les gamins me haïssent sur le coup mais

comprennent très bien pourquoi je le fais… Et ils tombent des nues lorsqu'ils mesurent l'étendue de leur régression.

Et les profs ne donnent pas l'exemple, évidemment. Moi, je suis connu comme *le-prof-qui-n'a-même-pas-de-téléphone*, c'est-à-dire à la limite de l'existence… Je suis minimaliste, primitiviste, même : l'enseignement, c'est les mains dans les poches, pas de notes, un papier-un crayon, un tableau-une craie. Les tableaux numériques – que j'ai vu arriver avant tout le monde en ZEP – sont une calamité : les gamins sont au cinéma, le prof se fait *youtubeur*… Plus précisément : les profs projettent les graphiques, les schémas, les dessins et les photocopient pour les cahiers. Bilan : les élèves ne savent plus rien réaliser. Moi je trace tout au tableau à la main (mais impossible d'être précis avec un tableau numérique !) : les élèves me voient dessiner, croquer, schématiser en direct, ils me voient en train de faire, rien dans les mains, rien dans les poches, tout dans la tête. Ça pose aussi une autorité : mon savoir n'est pas délégué à un livre, un ordi. Je l'incarne, sans filet. Et ils voient la science se matérialiser, là, maintenant et, avec, la méthode, l'ordre des opérations, la rigueur, etc. Même chose pour la photo projetée : les gamins vivent dans un monde hyper-visuel, donc ils l'ont déjà vue, elle n'apporte rien. Ou alors on travaille vraiment dessus, on la décortique. Je préfère les faire imaginer, se souvenir, associer, se questionner, intervenir, et moi ça m'oblige à l'éloquence, à la présence d'esprit, à la précision, à la métaphore. À la digression, aussi… C'est plus fatigant, d'accord, mais c'est moins humiliant que de jouer le magnétophone. Bon, je dis ça, c'est aussi pratique de leur projeter des trucs de temps en temps : des documentaires, des images pour les petits urbains, surtout lorsqu'il faut six mois de paperasse pour organiser une sortie d'une après-midi… Mais l'invasion technique est un symptôme en même temps qu'une des causes de la régression.

**La technique-gadget comme substitut à l'effort…**

Exactement. Mais ça aussi, c'est à expliquer… Ça procède, plus généralement, de la coupure d'avec la culture propre, le savoir n'est plus une valeur en elle-même, les critères de réussite sociale purement économique l'ont supplanté. Il suffit d'un petit vernis pour les salons. Les gamins sont imbibés de l'air du temps. Cela concerne aussi les profs : la plupart sont des premiers de la classe qui veulent le rester. Leur discipline est celle où ils étaient les meilleurs au lycée, alors ils ont continué, jusqu'à l'enseigner. Soit par choix, pour rester dans la « réussite » scolaire à laquelle ils ont pris goût, soit par dépit face à l'échec d'une autre carrière… Bien peu ont du recul vis-à-vis de leur matière, de l'enseignement ou même simplement d'eux-mêmes, de leurs réactions affectives ou intellectuelles face aux élèves. La sécurité de l'emploi et quelques miettes du prestige de la fonction leur suffisent. Beaucoup de s'intéressent à rien, même pas à l'actualité de leur savoir. Discute avec un prof d'histoire-géo, c'est souvent une intériorisation du vide télévisuel… Bref, c'est un tout, c'est une société qui s'effondre.

Quand même, une raison, parmi toutes les autres, mais qui n'est pas du tout politiquement correcte, c'est aussi l'arrivée massive d'immigrés en provenance de zones paupérisées. Tu te retrouves en ZEP avec des fils de paysans maliens, ça n'a rien à voir avec le

public français contemporain. Même les agriculteurs avec qui j'ai fait mon lycée comprenaient ce qu'ils faisaient en classe, y compris les derniers… Alors, en plus de la différence de classes sociales ou de profils psychologiques sur lesquels travaillaient par exemple Freinet et la pédagogie institutionnelle, surgit là un fossé culturel, et même *civilisationnel*. Sans même parler du ressentiment postcolonial qui complique extraordinairement le rapport avec le pays, la culture, les gens, l'autorité… Il faudrait une pédagogie adaptée, exigeante, qui prenne les élèves là où ils sont et irait contre leurs déterminismes socio-culturels, donc leur faire violence, une double ou triple violence. On est à la limite du faisable, là, c'est impossible ou alors on change de société… Pas étonnant que refasse surface le fantasme du « hussard noir de la république » du XIX^e^. On en est loin : la seule réponse depuis des décennies, c'est de brader les diplômes à tour de bras. Avoir le bac hier, c'est avoir un niveau licence aujourd'hui… On aura bientôt 100 % de réussite au bac et ils sont de moins en moins capables d'écrire une lettre, expression, style, graphie, comme celles que les petites gens écrivaient il y a un siècle.

**Pour toi le facteur culturel joue en classe ?**

On parle bien, en haut lieu, de « culture scientifique » : il faut prendre l'expression au sens large. Les populations occidentales, différemment selon les couches sociales évidemment, sont globalement en contact avec les avancées scientifiques depuis des siècles, pour le meilleur comme pour le pire, ce n'est pas la question. On est passés par l'hygiénisme, le darwinisme, le nucléaire, etc. et ce n'est pas le cas ailleurs. Par exemple, une fille de seconde, issue d'une grande famille saoudienne, est venue me voir un jour tout sourire après un cours de génétique mendelienne : « *Monsieur, ma prof à domicile m'a expliqué que tout ce que vous nous apprenez, c'est dans le Coran ! C'est trop cool monsieur !* » Malgré son niveau social, sa culture lui créait un énorme handicap.

**Que lui as-tu répondu ?**

Que c'était des « *conneries* » ! C'est sorti tout seul ! Elle faisait la tronche, mais c'était le principe même de l'approche scientifique qu'elle n'avait pas compris, à 16 ans. Elle était dans un monde magico-religieux complètement étranger au dernier des cancres français… Quoique, avec le succès des pseudosciences… Je ne vais pas te refaire le tableau des gamins musulmans qui contestent la théorie de l'évolution ou l'enseignement de la reproduction, mais c'est courant. Même chose chez les profs attachés à l'islam, scientifiques y compris, hein… D'ailleurs, tu remarqueras qu'il y en a peu – je n'en ai jamais croisé – en SVT… C'est normal : c'est comme si tu me demandais à moi d'enseigner l'*Immaculée Conception…* Et c'est sans équivalent : j'ai enseigné dans des établissements catholiques, ces phénomènes n'existent pas. À la limite, quelques sous-entendus lorsque je parle, hors programme bien entendu, du *Big Bang*, que je balaie rapidement : j'explique que chacun peut croire au Père Noël, aux licornes ou à la télépathie mais qu'ici, on fait de la science. On doit douter, chercher, prouver, douter encore, faire preuve d'humilité et ne pas multiplier inutilement les entités…

**Pour toi la foi religieuse est incompatible avec la démarche scientifique ?**

À la fin d'un cours de méthodologie où je n'avais cessé de blasphémer, un petit Indien musulman, brillant, est venu me demander, très franchement : « *Monsieur, est-ce qu'un scientifique peut être croyant ?* ». Je lui ai répondu : « *C'est absolument impossible, désolé. Un scientifique qui croit à autre chose qu'à la recherche rationnelle, ce n'est plus un scientifique. Par contre, la personne derrière le scientifique, elle, une fois rentrée chez elle, peut croire à ce qu'elle veut…* » Il a très bien compris, avait l'air tout content, m'a remercié, est parti et a fait un cursus scolairement exemplaire… Je crois que ça lui avait fait du bien, une position claire qui tranche avec l'hypocrisie ambiante. Parce que c'est une chose qu'on a oubliée, recouverte par la bonne conscience et la réconciliation universelle, mais c'est absolument indiscutable. Je parle des religions historiques bien comprises : si tu m'évoques une vague force ou un compagnon imaginaire qui t'aide à surmonter la dépression et ta finitude, c'est autre chose.

Un élément qu'on évoque rarement dans la démarche scientifique, c'est la place de l'imagination, donc du manque. Et la religion, n'importe quelle religion, apporte des réponses *a priori*, comble le manque dès qu'il survient. Alors qu'il s'agit là de *créer* le monde que l'on découvre.

**… C'est-à-dire ?…**

Toute recherche scientifique part d'une question, d'une interrogation, d'une « problématique », donc d'une insatisfaction, d'un manque. Cela n'est possible que dans une culture, une société, où il y a la possibilité d'une remise en cause des évidences enfantines, psychologiques ou sociales pour ouvrir une brèche dans la réalité, déchirer le voile des évidences du déjà-donné, donc que les grandes explications religieuses ou mythiques soient un tant soit peu battues en brèche, laissent du jeu. Donc dès le départ, il faut une imagination un peu libre pour qu'il y ait la possibilité d'« autre chose ». Ensuite, le chercheur répond à cette question par une hypothèse : il faut bien la sortir de quelque part, cette hypothèse, il faut bien *l'imaginer*, la créer, et elle doit être suffisamment riche pour être fertile. La suite, qu'il s'agisse d'une observation ou d'une expérimentation, il faut aussi l'inventer, et quiconque a approché un laboratoire de recherche sait que c'est un travail à part entière. Et la suite est à l'avenant : l'interprétation des résultats, succès ou échec, la place à donner au fait dans la théorie, l'amendement de celle-ci, voire la réinvention du paradigme lorsqu'il craque de partout sous les faits inexpliqués, ne peuvent qu'être, là aussi, œuvre de l'imagination. T. Kuhn l'a effleuré, sans y insister, c'est dommage. Donc, c'est ça la qualité du scientifique : avant tout de la curiosité, de l'imagination et, ensuite, bien sûr, une rigueur maladive. On est loin de la croyance, quand même…

**Tu fais l'éloge de la science dans tes cours ?**

Je fais l'éloge de ce dont je viens de parler, et qu'on appelle effectivement « la » science. Devant les élèves, je me crée ce personnage : le scientifique rationnel, ouvert, qui doute perpétuellement, taraudé par toutes les questions possibles, sans tabou, qui n'a

peur de rien, etc. Un mélange d'*Indiana Jones*, de *Doc* et de *Dr House* pour les amener à Paracelse, Pasteur, Darwin… Le but c'est de les initier à cette posture mentale, d'en faire des scientifiques autant que possible, c'est mon boulot, les autres en font, aussi, des musiciens, des géographes, des polyglottes, etc. Je me fous qu'ils deviennent vulcanologues, cardiologues ou biochimistes : je veux que rien ne leur soit étranger dans le monde qui les entoure, leur vie durant. Qu'ils apprennent à réfléchir, à débattre, à démasquer, à se désillusionner. Les Terminales ne comprennent pas que je n'ai même pas tenté médecine lors de mes études, mais pour moi la biologie humaine n'était qu'une sous-discipline…

Autrement dit, et pour répondre à ta question, je leur apprends une science qui n'existe plus, la « science à papa ». Aujourd'hui une autre chose a pris sa place, que le terme imparfait de « techno-science » permet de distinguer : c'est le règne des hyper-spécialistes aveugles à ce qui les entoure, des blouses blanches techniciennes qui n'imaginent plus, donc ne trouvent (presque) plus rien, mais surenchérissent sans se poser de questions sur leur finalité, décérébrés pour la plupart, déculturés au possible et, au niveau institutionnel, la course à la publication, la falsification des données, la triche statistique, la chasse aux crédits, les lobbies, la surenchère technologique, les conflits d'intérêts…

**Et ça, tu en parles aux élèves ?**

Pas qu'un peu ! En fonction des niveaux, évidemment. Je me souviens avoir passé une heure improvisée avec des 5èmes à ne parler que de ça, le thème avait surgi suite à une correction de TP. Ils étaient passionnés, attentifs comme jamais, et comprenaient très bien ce que je cherchais à leur faire comprendre. La fraude scientifique, exponentielle, dit en passant, ça leur parle…

De l'autre côté, je brise également la perception « populaire » de la science, comme faisant fonction de religion, de magie noire. Ça émerge souvent après un exposé où l'élève a jargonné sans comprendre ce qu'il racontait. Là, c'est zéro, sans appel…

**En critiquant la science contemporaine, tu fais un peu fonction d'idéologue, là, non ?**

Je ne crois pas. Ça c'est une chose reconnue, voire théorisée, je pense aux travaux d'un Lévy-Leblond, et je ne connais pas grand-monde qui le conteste, certains manuels l'effleurent presque. D'accord, j'en fais une présentation personnelle, j'en ai aussi un peu l'expérience, mais je le présente aussi, comme tout, d'ailleurs, comme une hypothèse importante à ne pas balayer par confort. Ce n'est pas vraiment au programme, mais l'esprit critique, si.

D'une manière générale, je ne fais pas du tout œuvre de militant, du moins tel qu'on l'entend habituellement. Le sens de ma présence parmi eux, c'est de former des intelligences, pas des endoctrinés. La biologie est une discipline très idéologique, peut-être la seule scientifique qui ait fondé les totalitarismes : je rappelle que le nazisme s'en réclamait centralement et ce n'est pas un accident, parce que la plupart des grands biologistes récents, avec des exceptions comme Jean Rostand, par exemple, ou S. J. Gould, tendent

à l'extrême droite : Haeckel, Watson et Crick, Alexis Carrel, etc. Aujourd'hui c'est renversé : la discipline est arraisonnée par les délires idéologiques sur la « théorie du genre », par exemple, ou toute la bien-pensance.

Et beaucoup de sujets portent à des débats éthiques ou politiques de toute première importance, voire de toute urgence. Si je suis très engagé sur ces sujets, je mets les élèves au défi de percer mes positions… Je leur fais comprendre les tenants et les aboutissants, les arguments de part et d'autre, les données disponibles et celles qui ne le sont pas, l'état de la question en fonction des positions de chacun. C'est souvent douloureux pour moi de ne pas trancher, mais c'est mon métier. Sur les OGM par exemple, la géo-ingénierie, le nucléaire, la PMA, etc. En fait, je fais sortir le débat des aspects purement scientifiques pour en faire un conflit de valeur, un choix politique et social, une question d'échelle de temps ou d'espace, d'engagement pour l'avenir. Et même à ce niveau-là, une fois qu'on a pris de la hauteur et de la distance vis-à-vis de l'illusion technicienne, il y a souvent conflit entre le principe de précaution et les impératifs économiques ou géopolitiques. L'important est qu'ils puissent sortir de la salle en pouvant soutenir des avis contraires mais argumentés, comprendre de quoi il retourne de part et d'autre, le contexte global, les rapports de forces, et leur donner envie d'approfondir.

**Tu ne veux pas faire d'embrigadement…**

Si tu prends un peu de recul, tu vois globalement qu'avant la guerre de 14, le corps enseignant était massivement patriotique. Dans les années 20-30, il est passé pacifiste, jusqu'à la débâcle de 40… Dans l'après-guerre, plutôt stalinien puis gauchiste, et dans les années 80-90, largement antiraciste et multiculturaliste… Le bilan n'est pas brillant, hein ? Je cherche à former des intelligences, pas des militants : c'est une génération qui va être confrontée, qui l'est déjà, à des problèmes énormes, enchevêtrés, dont on n'a même pas idée. Tout ce qu'on peut faire, au moins, c'est de les outiller un peu…

Après, il y a les « vrais » problèmes. Par exemple la question des vaccins : tu ne peux qu'être tiraillé entre leur incontestable efficacité biologique et de l'autre côté les intérêts bien compris des grandes firmes pharmaceutiques machiavéliques. Là, il me semble, c'est très difficile d'y voir vraiment clair. *Idem* les grandes pandémies. Et puis il y a les « trous noirs » vers lesquels on se dirige, à la fois reconnus et occultés : les résistances aux antibiotiques, la déplétion énergétique, l'infertilité généralisée, le chaos climatique…

**Justement : tu es toujours aussi neutre concernant les problèmes écologiques ?**

Ah non, là non, non… Enfin, si ! C'est LE « trou noir » par excellence. La situation est tellement catastrophique, objectivement… D'ailleurs cela découle simplement de l'actualité : je fais systématiquement des revues de presse scientifiques, eh bien les nouvelles sont rarement bonnes sur le front de l'écologie, sensationnalisme mis à part. Même sans ça : c'est simplement une synthèse que tout le monde peut faire à partir des éléments incontestables qui parsèment les manuels.

C'est sidérant, d'ailleurs : les parents devraient feuilleter les manuels de SVT, l'impact écologique est omniprésent, quoique souvent suggestif, et va *crescendo* avec le cursus. Les questions des élèves aidant, je pousse toujours plus loin. Par exemple il est question de la protection de certaines espèces, c'est difficile de ne pas enchaîner sur le rythme actuel des extinctions (connues !) et la notion de sixième extinction massive terrestre. Ce n'est pas gai mais c'est la réalité, du moins une hypothèse de plus en plus crédible. Même chose lorsqu'on parle de l'alimentation, de la pollution, des pesticides, des sols... La disparition des sols cultivables, on n'en parle pas trop, c'est dramatique. Au lycée, les manuels font réfléchir *mezzo voce* au végétarisme généralisé, à la mort lente des océans, à l'épuisement des ressources énergétiques, à la baisse de la consommation… Bon, nulle part il n'est question du nucléaire, hein, on est en France… Par contre les gamins connaissent tous Fukushima : comme moi Tchernobyl à leur âge, ils sentent qu'il y a quelque chose comme un trou noir, là-bas… On travaille dessus en génétique, les facteurs mutagènes, c'est leur entrée dans un monde de mutations permanentes interdisant toute stabilité donc toute évolution des espèces… Plus globalement, pour les sceptiques, je leur trace la courbe de la démographie humaine depuis 10 000 ans, explosive depuis le XIX^e^ siècle : doublement du nombre d'humains depuis ma naissance… quadruplement prévu d'ici ma mort… Tabou, là aussi. Et, en comparaison, celle des rendements agricoles, en plateau depuis 30 ans… Ou les courbes du rapport Meadows, incroyablement actuelles, et les perspectives d'un « *peak all* »…

**La catastrophe, quoi…**

Oui, mais non, je ne joue pas du tout le catastrophisme : d'abord je n'ai aucun goût pour le sadisme et ensuite c'est une idéologie stérile dans laquelle ils baignent déjà – voir les films catastrophe produits en série depuis les années 1970. Dès qu'on aborde ces questions : « *C'est la fin du monde, monsieur !* »… Comme dans la société des « adultes », on passe immédiatement du déni à la démission… En début d'année, on parle des exoplanètes : pour eux, c'est pour fuir notre vieille Terre pourrie… Je commence donc systématiquement par la notion d'« enfermement planétaire »… Alors non, la fin de l'espèce humaine, sérieusement envisageable d'ici la fin du siècle, n'est pas la fin de la vie organique, et celle-ci n'est pas la fin de la planète non plus. Ce n'est pas rassurant, mais ça relativise. Bon, il y a des « solutions techniques » évoquées dans les manuels, mais les élèves eux-mêmes sont en capacité d'en voir les limites, voire les incohérences… Et on bascule sur leur absence de mise en œuvre, des forces économiques, l'attachement au consumérisme… Lui-même évoqué dans les manuels : la provenance des composants des téléphones, l'énergie nécessaire pour les fabriquer, les nuisances de l'utilisation, la pollution engendrée par leurs déchets… Parallèlement, le paquet est mis aussi sur la prévention des risques naturels : séismes, volcans, inondations, tempêtes, etc. Ça résonne étrangement parce que les gamins vivent, les plus petits sont les plus explicites, avec l'idée d'une « Nature » vengeresse, d'une Mère-Nature bonne et pure qui aurait été violée, souillée et dont on calmerait le courroux en la protégeant, en la déifiant… C'est inquiétant, ça. Bon, très vite on objective : la nature, c'est, comme dirait F.

Terrasson, les marécages, les virus, la décomposition, etc. Mais les passions et projections sont tellement énormes sur les questions écologiques que les schémas archaïques ne peuvent que ressurgir. Bref, ce que je dois enseigner officiellement est étonnant de relative lucidité – relative, hein… Et c'est d'autant plus dérangeant.

**Pourquoi dérangeant ?**

Parce que c'est toi le prof… C'est *toi* qui leur annonce ça, à *eux*. C'est toi le maillon entre deux générations, le représentant de l'humanité auprès de ces petits qui viennent d'arriver, c'est même de là, comme dit Arendt, que vient ton autorité – ou devrait… Tu es censé leur présenter les avancées de notre espèce jusqu'à aujourd'hui, ce qu'on a fait, ce qu'on leur laisse, ce qu'ils auront à faire, tout seuls, sans nous… Et là, tu leur annonces que, bon, on s'est bien amusés depuis un siècle, mais que les suivants vont devoir payer la note, à un moment. Et qu'ils commencent déjà. Sondage : qui a une allergie dans la classe ? Un tiers, la moitié. Qui est asthmatique ? Un quart. À leur âge, on n'avait qu'un ou deux souffreteux de ce type, dans nos classes, non ? C'est très concret. Et ce n'est pas une lubie de ma part : c'est l'État qui me demande de le faire. C'est très difficile comme situation d'annoncer très concrètement à des enfants que le monde est en perdition, qu'ils héritent de ça, de la passivité de leurs parents, qui attendent que ça passe. « Les générations futures », gna-gna-gna… Je les ai en face de moi, les générations futures, là… Et je ne sais pas comment ça ne pourrait pas jouer, d'une manière ou d'une autre, dans la construction de leur personnalité, dans le rapport qu'ils entretiennent avec le passé, le futur, le monde adulte… Je les crois très nihilistes, au fond, derrière une insouciance destinée aux parents, qui ne demandent que ça, « qu'ils soient heureux »… C'est ce que l'on a vécu, nous, mais c'est bien plus intense pour eux. À moyen terme, quels seront les rapports entre générations, mais aussi entre classes sociales, entre ethnies, lorsque la nouvelle va se répandre que la fête est *vraiment* finie, qu'il n'y en a plus pour tout le monde ?

**Et tu ne les rassures pas ?**

Je ne vois pas pourquoi je leur mentirais… Et je ne vois pas comment. À moins que tu n'aies des éléments que j'ignore ?… Je crois qu'il faut leur parler franchement, les mettre dans le bain. Mon discours, c'est plutôt : voilà la situation, elle est catastrophique, elle le sera plus ou moins en fonction d'une multitude de facteurs que vous pouvez maintenant comprendre ; des issues existent, elles demanderaient d'énormes métamorphoses des sociétés humaines, tant dans leur direction et leur fonctionnement actuel que dans leur fondement depuis des millénaires. C'est possible, de telles choses ont déjà eu lieu (allez voir votre prof d'histoire, qu'il fasse son boulot), mais c'est loin d'être simple. Nous, ma génération, nous n'avons même pas essayé. Vous, vous y serez obligés, d'une manière ou d'une autre, sinon vos enfants ou les enfants de vos enfants. Voilà où on en est, et si vous avez des idées, vous savez comment me joindre… Et effectivement, ils ont plein d'idées, ça fuse, ça discute, ça examine, ça soupèse… Je réfute toutes les bêtises dans l'air du temps, notamment le « développement durable » des profs d'histoire-géo, tout en laissant ouvertes les portes qui doivent le rester, je m'interroge avec eux. Mais

dès qu'il est question de niveau de vie, d'économie, de politique, c'est déjà plus poussif : on sent que rien n'a été transmis, c'est une sorte d'absence, de blanc, de vide, sauf chez certains, rares, mais alors c'est souvent le discours électoral parental qui se présente. En tout cas, je crois que je les fais mesurer ce qui se passe, avec d'autres mots que ceux des médias culpabilisateurs et des parents rassurants mais qui en fait se rassurent, eux, d'avoir engendré…

**Ça fait effet ?… Je veux dire : tu sens qu'ils prennent conscience de quelque chose ?**

Non. Je ne sais pas… Enfin, c'est compliqué, ils sont déjà à la fois très lucides et très fatalistes, dès le collège. Plus encore au lycée, tu sens que leur curiosité, leur enthousiasme, leur imagination sont déjà très rabotés. Ils deviennent résignés. « Adultes », quoi… Mais ça c'est difficile : que serait une personne ayant réellement conscience de ce qui est en train de se passer sur la planète, en termes écologiques ? Je n'ai pas la réponse. Mais ça ne diffère pas tellement du reste des enseignements, en réalité.

**Pourquoi ?**

Parce que la société se referme et que les individus se conforment de plus en plus à une vision du monde étriquée, habituelle et rassurante. Ça fait partie de la crise de l'éducation, qui est d'abord une crise de la connaissance, de la civilisation. Je m'explique : on a l'image de l'éducation ou plutôt de l'instruction comme un verre que l'on remplit. Je n'ai pas d'autres images à proposer, sinon peut-être celle de la chrysalide. On ne ressort pas du savoir indemne, on en sort transformé, ou alors on n'a pas compris, pas admis, on refoule. C'est évident lorsqu'on fait de l'astronomie – je débute toutes mes années de tous mes niveaux par le commencement : les dimensions de temps et d'espace sont littéralement astronomiques, les phénomènes sont littéralement cosmiques, les enjeux sont métaphysiques dès qu'on parle du début de tout, de la mort du soleil ou de la fin éventuelle de l'univers dans l'immobilisation glaciale d'un refroidissement généralisé proche du zéro absolu. Si jamais tu as admis réellement que tout cela était vrai, tu ne vois plus rien de la même manière, ni ton existence, ni l'histoire, ni la succession des jours. Tu connais l'état de ton cerveau après avoir contemplé le ciel étoilé pendant quelques minutes ? C'est un peu ça. Dans ma classe, je sais que quelqu'un a compris lorsqu'il ouvre grand ses yeux, veut que je confirme, me redemande plusieurs fois la même chose me répète « *mais non attendez, monsieur, c'est pas possible* », bavarde avec ses copains-copines « *non mais tu te rends compte ?* » et quitte la salle éberlué, *stone*. Il y en a souvent un ou deux, comme ça, n'importe qui, à l'improviste, qui est emporté, pris, ravi. Il a compris.

**Et les autres ?**

Les autres ont juste enregistré, on verra plus tard. C'est la même chose pour à peu près tout : qui a réellement compris que son corps était constitué de cent mille milliards d'êtres vivants qui coopèrent ? On réalise dans la proximité avec le cancer, rarement avant. Et quoi de plus banal qu'une plante ? Mais il faut comprendre qu'elles font appa-

raître la vie à partir du Soleil et de quelques molécules que l'on trouve partout dans l'univers, c'est-à-dire *rien.* L'arbre juste là, il est constitué de molécules qu'il a prélevées dans l'air que tu respires. Et même chose pour toi : tu es un flux de matière permanent, l'eau et tous les éléments que tu contiens ne font que passer par toi, au point que tout se renouvelle dans ton organisme en dix ans. Quelle est ton identité, alors, la permanence de ce que tu es ? Et ta parenté réelle avec le vivant : tu es véritablement le cousin de ton voisin de palier, de l'éléphant ou de l'algue. Nous avons une histoire commune, tangible. Et cette conversation, cette matière, ces couleurs peuvent être objectivement réduites à des longueurs d'ondes, des vibrations de l'air, des forces électromagnétiques… Tu crois être posé sur le sol, mais tu tiens sur une mince couche solide qui erre sur un océan de magma de 6 000 km de profondeur. Le phénomène même de la vie est délirant, ce n'est qu'une autre organisation de la matière : Hubert Reeves a raison de dire qu'il serait miraculeux qu'une montagne accouche réellement d'une souris… Bref, qui vit vraiment en concevant tout ça ? C'est une série de décentrements radicaux qui te métamorphosent profondément, te font être quelqu'un d'autre, et être différemment. À la fois une humiliation insupportable et un dépassement complet de ta condition, une participation au monde, à l'univers qui glorifie en toi ce que tu ne reconnais pas, que tu refuses de voir…

**Nous ne sommes pas loin de la philosophie…**

On est même en plein dedans. Je crois que la biologie, les SVT en général, c'est vraiment la philosophie de l'enfant. Au collège, c'est nous qui répondons aux questions essentielles qui les taraudent sur la « Vie » : Qui sommes-nous ? Qu'est-ce qui nous différencie des animaux ? C'était comment avant ? Ça a commencé comment ? Comment va-t-on mourir ? Et pourquoi ? Et les pierres ? Comment marche mon corps ? De quoi je suis fait et qui je suis, moi, par rapport à tout le reste ?… Récemment, je me suis mis à afficher des citations de scientifiques, et je demande aux gamins de les commenter. Par exemple, j'aime bien celle de Bichat : « *Les conditions de la vie ne sont ni dans l'organisme, ni dans le milieu extérieur, mais dans les deux à la fois.* » C'est au fondement de l'approche écologique… Ou, du même : « *La vie est l'ensemble des fonctions qui résistent à la mort* », auquel H. Atlan répond : « *La vie est l'ensemble des fonctions capables d'utiliser la mort* ». Ça, c'est tout le chapitre sur le « cycle de la matière », quand les gamins comprennent que la décomposition est le maillon clé de la vie. Derrière, évidemment, il a Hegel : « *Ce qui est contradictoire dans le royaume des choses mortes ne l'est pas dans le royaume de la vie.* »

Mais au-delà de tout ça, sur la connaissance elle-même, sur la manière d'appréhender les phénomènes quotidiens de manière rationnelle, la biologie / géologie occupe une place de choix. La mathématique est encore trop formelle, la physique trop mécanique et les autres matières ne sont pas assez fondamentales pour les interrogations existentielles des plus jeunes. Et comme, bêtement, on ne fait pas de philosophie avant les quelques misérables heures de terminale, ça nous retombe dessus. Ça change un peu au lycée, heureusement. Ou ça devrait, parce que j'y vois plutôt un assèchement de l'interrogation, la plupart du temps. C'est désespérant.

C'est désespérant parce qu'il est vraiment là, le « désenchantement du monde », il n'est certainement pas dans l'esprit scientifique bien compris.

**Pourtant c'est ça, ce que l'on entend par « désenchantement du monde », c'est la fin du sentiment de surnaturel dû aux progrès de la science.**

Là il y a une énorme erreur de raisonnement, et qui est pourtant connue : tout ce dont je viens de parler est très loin de dessiner un monde plat, rationnel et explicable de part en part, sans mystère et sans quête… Et au contraire, il y a un mysticisme scientifique – spectaculaire chez les mathématiciens – qui date de Pythagore… Sans aller jusque-là, puisque là aussi, on est dans une clôture, la science ouvre un monde bien plus merveilleux ou vertigineux que celui des nymphes, des sorcières ou des OVNIs ! Et je dirai même que c'est tellement inadmissible que c'est un des obstacles à l'apprentissage, sinon le principal : ce que j'ai à leur transmettre est tellement impensable, tellement dérangeant que les élèves préfèrent ne pas s'en imprégner, et n'en rester qu'à la surface, aux calculs, aux formules, aux définitions, bref, le scolaire et laisser de côté l'émerveillement, l'émotion, la révolution de l'esprit que ça représente. Ou alors ils basculent dans l'idéologie scientiste, la science comme religion, alors que ce réenchantement est radicalement d'une nature différente, il exige un investissement du monde, du savoir, de la société, d'eux-mêmes, très particulier et novateur.

**Ce n'est pas le propre de la biologie, ni même de la science...**

Non parce que c'est tout de même la science, en tant que pôle de la rationalité, qui a métamorphosé l'univers de l'être humain… En même temps, oui, tu as raison, c'est au fond la même chose en histoire, en musique ou en langues, c'est le savoir d'une manière générale, et c'est la formation de l'être humain tout au long de sa vie. C'est ça, son travail à l'enfant, vraiment épuisant pour le coup, c'est au moins d'entrevoir le monde à travers ces prismes, de prendre conscience de l'immensité du savoir et de l'ignorance, des infinis qui nous traversent, et c'est ça, l'éducation : la possibilité de devenir autre chose que ce truc normé qui bouffe et qui va travailler en regardant des inepties sur un écran et qui, pour le reste, fait confiance aux spécialistes et experts. Mais ça se referme, c'est de moins en moins possible, les gamins sentent que ça va les rendre trop différents, trop anormaux, trop dérangeants, trop solitaires – et je sais de quoi je parle… Ils vivent dans un monde qui se croit le seul possible et on leur dit qu'il n'y a qu'une seule façon d'être, derrière les petites différences narcissiques. Ça va changer, plus rapidement et plus profondément qu'on ne le pense. Comment éduquer, instruire, parler à un gamin en sachant ça ? Je n'ai pas de réponse.

---

Trois commentaires postés au bas de cet entretien ont reçu une réponse de l'intéressé, reproduite ci-dessous. On en déduira aisément les propos initiaux, d'ailleurs consultables sur la page du site.

*« Quelques éléments de réponse aux trois questions abordées, que je reprends dans l'ordre : le racisme, le catastrophisme et les vaccins.*

***- Le racisme :*** *Comme je le précise dans l'entretien, on confond là différence et hiérarchisation. L'idéologie antiraciste croit avoir établi une fois pour toutes que le racisme est une absurdité parce qu'il n'y a pas de différences biologiques entre les populations (l'égalité se fonde sur l'identité). Autrement dit, elle suspend une politique à des résultats scientifiques, qui sont toujours discutables… et discutés. Il n'est donc pas étonnant de voir que les résultats de la recherche en génétique soient récupérés par des idéologues suprémacistes, et que les scientifiques soient soumis à de fortes pressions idéologiques au détriment de découvertes importantes (l'épigénétique, par exemple).*

*La chose ressurgit périodiquement dans la presse généraliste, comme dans ce récent article du « Monde » du 10.07.18, lisible ici en intégralité (…) :* « ''Race'' : la génétique face à ses démons. »

*La seule option, comme le précise André Pichot (dans la conclusion de* La société pure*) est de sortir du scientisme en posant que la variété génétique humaine ne remet pas en cause le projet d'égalité, et que celui-ci se « vérifie » suffisamment quant à l'usage dans la vie sociale, l'expérience historique ou la recherche dans d'autres disciplines. Mais la question n'en est qu'à ses débuts…*

*Une vidéo très grand public pose bien la chose, quoiqu'un peu rapidement : « Des races dans l'humanité ? » (*Dirty Biology #24*).*

*Comme le dit bien George Steiner, rien ne garantit que la science dans son développement ne devrait annoncer que des bonnes nouvelles… On le voit à propos de l'écologie. Ou alors on la subordonne donc, encore, à une idéologie… mais cette fois, c'est la bonne, promis !*

***- Sur le catastrophisme :*** *Ce qui peut apparaître comme contradictoire dans mon discours s'éclaire facilement en posant le terme de catastrophisme comme discours préventif à toute subversion. Il ne s'agit donc pas de prévoir, d'annoncer ou d'anticiper les catastrophes en cours, mais de les digérer en en faisant un spectacle morbide et culpabilisant accessible et intégrable par tous. Ce sont les films catastrophe, les dystopies, les sous-entendus publicitaires, la leçon de morale à chaque documentaire naturaliste, etc. C'est la manière qu'ont trouvée nos sociétés pour ne pas avoir à se transformer profondément : reprendre le cri d'alarme des écologistes depuis cinquante ans pour en faire une fausse conscience, du divertissement consommable sur l'air de « après nous le déluge »… Les enfants sont particulièrement matraqués par ce discours traumatisant et nihiliste, que nombre de militants n'hésitent à reprendre, assignant à l'impuissance en se prétendant lucides, exerçant leur sadisme sur un mode particulièrement pervers (« de toute façon, c'est trop tard, on ne peut rien faire »). C'est cette posture qui me débecte et dont je souhaitais me démarquer. Il conviendrait de tenir un discours de responsabilité, qui ne peut qu'être de plus en plus inquiet, il est vrai, mais qui ouvre sur une possibilité d'agir. Ou au moins de refuser de jouir de la situation…*

***- Sur les vaccins :*** *Je ne peux que m'en tenir à ma formulation, même lapidaire.*

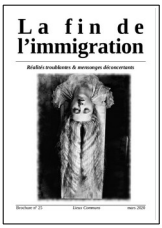
*Le documentaire proposé en lien, « Enquête sur la vaccination » (en «* n *» épisodes), est absolument honteux. Les premières secondes présentent un jeune homme ayant décidé de se questionner sur l'efficacité et l'innocuité des vaccins à l'occasion de la naissance de son premier enfant («* Au départ, c'est un père qui se questionne… *» ). Ce monsieur cher-*

*cherait donc «* la vérité *», sans* a priori*, de manière rationnelle et posée. C'est beau. Mais ce «* Thierry Casanovas *» n'est pas un passant ordinaire : il s'avère être un « Ioutioubeurre » chevronné (250 000 abonnés à sa chaîne). C'est loin d'être un candide sur la vaccination : il est naturopathe professionnel de formation. Son approche n'a rien de désintéressé : il est à la tête d'une « association » (autant de chiffre d'affaires que d'abonnés) qui nous propose de «* changer de vie en 30 mn *» et,* via *les liens sous la vidéo, formations, stages et boutiques de choses à prix sacrifiés, extracteur de jus de fruits à 250 € ou «* Total Blender *» (ghn ?) à 600 €. Ce monsieur est donc un charlatan qui prétend dénoncer les charlatans au nom même de leur charlatanisme (ici les conflits d'intérêts). Comprendre : prendre leur place au soleil (le soleil d'aujourd'hui ce sont des pépettes, les meufs et son patronyme en néon clignotant). La santé mentale (c'est aussi important, hein ?) exige, après cela, de ne pas aller plus loin dans la vidéo proposée.*

*Pour autant, dit-il absolument n'importe quoi ? Sans doute pas. Nous connaissons tous les limites de la médecine scientifique et il ne fait aucun doute que les soins passant par la nutrition, l'habitat ou les relations devraient être la priorité de tout médecin digne de ce nom – qui se mêlerait alors de politique (c'était d'ailleurs l'argument d'un Kropotkine). Les critiques de la vaccination, si l'on parvient à en dépasser les innombrables naïvetés, idéologies, falsifications et intérêts pécuniaires, mobilisent toute la complexité biologique, sanitaire et épistémologique occultée à dessein par les grandes industries et leurs serviteurs qui ne parlent, eux, qu'à des consommateurs. Mais pas plus les uns que les autres ne cherchent l'élucidation en dégageant des éléments de vérité. Ils ne visent que la soumission et l'adhésion de l'individu infantilisé rongé par l'angoisse, en rivalisant d'arguments d'autorité et d'accusations de manipulations. Le pseudo-discours critique, comme toute fausse subversion, discrédite le véritable travail réflexif et ne fait que renforcer l'orthodoxie – et réciproquement. Entre ces deux clôtures, lobbies et lubies, le bétail est bien gardé et ses fantasmes complotistes s'ébattent gentiment dans l'herbe grasse. La situation est la même concernant les climato-sceptiques ou l'électrohypersensibilité. L'auto-aveuglement est permanent. Nul ne semble seulement vouloir le dépasser en s'adressant à des adultes responsables et conscients qu'aucune Vérité Absolue et Éternelle ni aucune Solution Ultime et Définitive n'existent. Mais ces adultes affrontant « le trouble de penser et la peine de vivre » existent-ils encore ?*

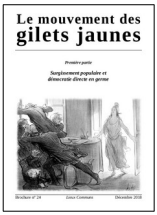
*Si personne ne veut vraiment y voir clair, nous continuerons de nous enfoncer dans le noir. Sans doute quelques chercheurs clandestins ont-ils, dans leur coin et pendant quelques années, défriché ce terrain-ci, ou d'autres. Il y a de fortes chances qu'ils aient trouvé quelque chose que personne ne veut entendre, à savoir que sortir de ce merdier insondable exigerait des transformations intellectuelles, sociales et politiques profondes dont la seule formulation fait fuir à toutes jambes. »*

# Dernières brochures disponibles



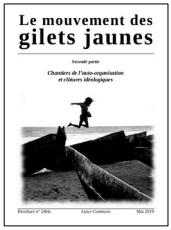

## La fin de l'immigration
***Réalités troublantes et mensonges déconcertants***

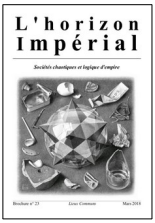
*Entretien, Nouvelle, Billet, Synthèse, Argumentaire, Recension*
*Brochure n° 25 – mars 2020*




## Le mouvement des gilets jaunes
***Surgissement populaire et démocratie directe***

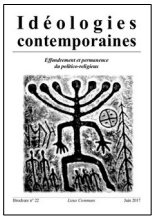
*Tract, Analyses, Exposé, Entretien, Courriers*
*Brochures n° 24 & 24 bis – Décembre 2018 – Mai 2019*



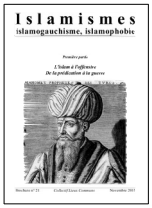

## *L'horizon impérial*
***Sociétés chaotiques et logique d'empire***

*Conférence, Analyse*
*Brochure n° 23 – Mars 2018*

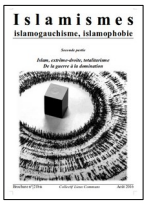



## *Idéologies contemporaines*
***Effondrement et permanence du politico-religieux***

*Analyses, Entretien, Exposé, Notes*
*Brochure n° 22 – Juin 2017*




## *Islamismes, islamogauchisme, islamophobie*
***L'islam à l'offensive***
*Tract, Entretien, Recension, Exposés, Analyse*
Brochures n° 21 & 21 bis – Nov. 2015 – Août 2016




(…)

## Collectif *Lieux Communs*

**Nous assistons dans notre quotidien, dans la rue, au travail,** à un effondrement progressif de tout ce qui donne sens à notre vie. Face à cette *montée de l'insignifiance*, comme beaucoup nous ne pouvons vivre que par l'espoir qu'il est possible de changer le cours des choses.

**Cette course dévastatrice est menée par une minorité régnante** n'agissant que pour l'obsession de l'accumulation, de la domination et de la puissance. Les « démocraties représentatives » et les révoltes actuelles mènent à des impasses. Seul un *réveil des populations* et leur engagement pour un monde viable et décent pourra poser les réels problèmes qui les traversent. Vouloir la liberté aujourd'hui, c'est vouloir une rupture claire menée par l'ensemble de la population : une *auto-transformation de la société.*

**Nous voulons une véritable démocratie, exercée par les peuples,** où les gens décident eux-mêmes de la direction et du fonctionnement de leurs sociétés. Cela implique un individu capable de respecter, d'interroger, de critiquer et de créer aussi bien les règles communes que les siennes propres. Il ne s'agit pas de rêver à un paradis, mais de faire advenir une civilisation digne, libre et responsable. Nous voulons donc une société qui pose explicitement et lucidement ses propres limites, qui rompe ainsi clairement avec l'idéologie dominante. Il y a d'abord à se réapproprier de manière critique des attitudes propres aux régions dites « sous-développées » : solidarité, don, entraide, convivialité, hospitalité, honnêteté, qui sont l'essence d'une société digne.

**Un certain nombre de mesures s'imposent pour vivre :** la *prudence* dans le domaine technoscientifique, la *frugalité* dans la consommation, et la *sagesse* dans les affaires publiques. Il n'est ainsi possible d'entraver la soif de pouvoir qu'en organisant toutes les institutions autour d'*assemblées souveraines*, de mandats révocables et d'une rotation des tâches. Et l'on ne peut se débarrasser de la recherche illimitée de profit qu'en établissant ensemble une *égalité stricte des revenus*, et une *redéfinition collective des besoins*. Rien de tout cela n'est naturel, ni inéluctable, ni surtout impossible : de telles ruptures sont déjà survenues dans l'histoire.

**Nous nous inscrivons dans ce projet d'autonomie issu des siècles de luttes collectives** qui refusèrent un ordre imposé par une autorité extérieure inaccessible : Traditions, Dieux, Nature, Science, Marché ou Parti. Né dans la Grèce antique et réinventé en Occident, il fut incarné par la Renaissance, les Lumières, la Révolution française, le mouvement ouvrier, les conflits de décolonisation, puis les combats des femmes, des jeunes, des minorités et des écologistes. Ce projet d'égalité et de justice est aujourd'hui *moribond*, piétiné au profit de l'autre création historique de l'Occident, la *délirante rationalité instrumentale* étendue à tous les domaines de la vie.

**L'objet de notre collectif est que ce projet (re)devienne un véritable projet de civilisation.** Notre besoin est pressant d'une intelligence collective capable de réflexion théorique, de parole publique comme d'intervention pratique. Les forces capables de le porter sont encore dispersées et souvent s'ignorent elles-mêmes. Notre recherche d'autonomie individuelle et collective n'a de sens que dans une pratique concrète sans cesse recommencée, inscrite dans la vie ordinaire, une progression à tâtons.

**Peut-être faut-il envisager la pandémie de Covid-19 comme la première crise écologique planétaire ?** Les mesures exceptionnelles prises et les crises en cascade déclenchées préfigureraient alors le monde dans lequel nous entrons. C'est celui de l'écologie politique, qui renferme des moyens d'asservissement encore jamais vus comme la possibilité de retrouver les ressorts démocratiques de nos sociétés.

**Il n'est pas difficile d'entrevoir ce que pourrait être un régime autoritaire** se légitimant des risques entraînés par les risques naturels, les déséquilibres de la biosphère et l'épuisement de ses ressources. Un État soutenu par une élite scientifique régenterait, pour le bien de tous, une population infantilisée et paniquée administrée et réprimée selon des statuts différenciés. Un tel totalitarisme écologique, redouté de longue date, mettrait certainement fin au consumérisme consternant de nos sociétés de masse, mais entérinerait la perpétuation du pillage mondial des richesses terrestres. Cette perspective cauchemardesque ne serait, au fond, que le prolongement des tendances lourdes de ces dernières décennies qui ont vu les peuples s'en remettre à leurs oligarchies à mesure que les problèmes s'amoncelaient, et la naissance de nouveaux courants apocalyptiques.

**Une écologie politique conséquente ne pourrait que renouer avec tous les grands problèmes politiques** que la mondialisation de l'*american way of life* avait cru dissoudre dans le politiquement correct. Il nous faudrait passer outre les nouvelles orthodoxies idéologiques pour reprendre toutes les questions, abyssales, portées par la modernité. L'horizon de démocratie directe porte en lui le germe qui permettrait de redéfinir les rapports que chacun entretient avec la société, la technique, la science, la nature. Cet arrêt radical des basculements en cours ne sera pas mené par quelques philosphes et encore moins par des populations affolées de voir leur monde disparaître, inéluctablement, mais bien par la réappropriation lucide par le plus grand nombre de la chose publique, la *res publica,* dans toutes ses dimensions.

**Mais les peuples, coincés entre les « fins de mois » et les « fins du monde »**, taraudés par la jouissance et l'angoisse, peuvent-ils et surtout veulent-ils encore faire l'histoire comme ils l'ont faite pendant des siècles ?

***

*Lieux Communs est une initiative politique indépendante qui vise à une auto-transformation radicale de la société.*

***Lieuxcommuns@gmx.fr– www.collectiflieuxcommuns.fr***